



**LEÇONS POUR L'AVENIR DES FONDS D'INVESTISSEMENT POUR LE
CLIMAT :**

UN RAPPORT SUR LES NOUVEAUX THÈMES D'APPRENTISSAGE

DOCUMENT DE CONSULTATION ET DE DISCUSSION

VERSION COMPLETE

James Radner
École de Politique Publique et de Gouvernance/School of Public Policy and
Governance
Université de Toronto

30 Juillet 2010

LEÇONS POUR L'AVENIR DES FONDS D'INVESTISSEMENT POUR LE CLIMAT :

UN RAPPORT SUR LES NOUVEAUX THÈMES D'APPRENTISSAGE

TABLE DES MATIERES

DOCUMENT DE CONSULTATION ET DE DISCUSSION

30 Juillet 2010

LEÇONS POUR L'AVENIR SUR LES FONDS D'INVESTISSEMENT POUR LE CLIMAT

:

UN RAPPORT SUR LES NOUVEAUX THEMES D'APPRENTISSAGE

TABLE DES MATIÈRES

Résumé	4
Introduction	4
Sept Thèmes en trois volets	6
Deux Cas particuliers: le Bangladesh et la Turquie – Quelques points marquants	9
Exemples de leçons: Les Thèmes et Volets à travers l'expérience de cas	14
Tableau 1: Engagement des parties prenantes au Tadjikistan	18
Remarques de conclusion	20
Encadré 1: À la lecture de ce rapport	23
RAPPORT PRINCIPAL	
Introduction: Contexte, Portée et Stratégie d'Apprentissage	24
Scéma 2: Itérations dans l'Étude	26
Encadré 2: À propos de ce Rapport et du Forum du Partenariat de Manille	27
Dresser la carte du Terrain	29
Encadré 3: Méthodologie – Comment ce rapport a été écrit	32
Vue d'ensemble Thématique	35
Mondial, Régional, National et Local	35
L'Effet levier et la Mobilisation des Ressources	37
PARTIE A: BUTS PRIMORDIAUX	39
Section 1: Vitesse et Profondeur	39
Tableau 1: une esquisse schématique : Vitesse, Simplicité, Coûts de Transaction bas, et Profondeur, Impact, Qualité élevée	40
Section 2: Définir le Changement Transformationnel dans plusieurs paramètres	48
Section 3: Un Réseau Mondial	60
Encadré 4: Stratégies d'Apprentissage pour des Réseaux à multi Parties Prenantes	65
PARTIE B: PERMETTRE LES RELATIONS	68
Section 4: Coopération entre les Gouvernements, les Partenaires au Développement et les Organismes Officiels	69
Section 5: Engagement des Parties Prenantes: la Société Civile, les Populations Autochtones, le Secteur Privé	78

Figure 3: Engagement des Parties Prenantes au Tadjikistan	83
Section 6: Gouvernance et Réunions de Comité	89
Encadré 5: Parties Prenantes, Liens et Apprentissages	94
PARTIE C: STRATÉGIES DE FINANCEMENT	96
Section 7: Thèmes de Financement	96
Conclusion et Invitation aux commentaires	103
Annexe: Organisations ayant Contribué aux entretiens	104
Glossaire des Abréviations et des Thèmes Choisis	106
Petite Biographie de l'Auteur	109

DOCUMENT D'ÉTUDE ET DE TRAVAIL

30 Juillet 2010

LEÇONS POUR L'AVENIR SUR LES FONDS D'INVESTISSEMENT POUR LE CLIMAT : UN RAPPORT SUR LES NOUVEAUX THEMES D'APPRENTISSAGE

"Juste communiquer...."

– E.M. Forster, *Howard's End*, 1910

Résumé

Introduction

Ce document présente les résultats d'une étude qualitative entreprise dans le but de tirer des enseignements suite à la conception et aux premières activités des Fonds d'Investissement Climatique (FIC). L'étude n'a pas pour but l'évaluation d'un aspect ou autre du Fonds, mais est plutôt vue comme un moyen de catalyser, à partir de cette première phase, la réflexion et le dialogue entre tous les acteurs participants afin de récolter et d'appliquer les apprentissages de l'expérience des FIC en cours.

Conformément à ce but, l'approche fondamentale de l'étude comprenait des entretiens, des observations et une rétroaction, développés dans un esprit interactif. L'étude a révélé une diversité extraordinaire de perspectives, d'expertises et de réflexions entre les intervenants des FIC, bien plus riche que n'importe quel rapport aurait pu l'être. Ce rapport est donc un document de travail destiné à aider les parties prenantes dans leurs efforts pour élaborer et synthétiser cet apprentissage d'une façon qui sera directement utile à la fois à la programmation des FIC et au financement climatique en général.

Ce document a énormément bénéficié des commentaires des parties prenantes¹ lors des deux versions précédentes. Plus récemment, une première version de ce document a été proposée aux comités du Fonds d'Affectation Spéciale des FIC et au Forum pour le partenariat de Manille (Mars 2010), et le dialogue et les commentaires qui en ont résulté ont grandement enrichi cette version finale.

Aussi bien le Forum que ce présent rapport « final » représentent des étapes et non pas des

¹ Les FIS comprennent une diversité extraordinaire de parties prenantes, y compris par exemple des organisations nationales, internationales et locales, des réseaux dans les secteurs publics, privés et civils, des gouvernements, des banques multilatérales de développement, d'autres partenaires au développement, des populations autochtones et des communautés locales. (Consulter l'annexe pour une liste des organismes interrogés.). Quand les questions et réponses concernaient une certaine catégorie de parties prenantes, comme par ex " les gouvernements bénéficiaires", les commentaires rapportés dans le présent rapport sont attribués à cette catégorie. En général, cependant, l'information présentée reflète une variété importante de catégories des intervenants. Par exemple, on pourrait imaginer que le commentaire sur l'engagement avec la société civile et le secteur privé est basé sur un commentaire des parties prenantes de la société civile et du secteur privé. Pas du tout. Ce sujet a retenu également l'attention d'autres groupes d'intervenants, avec une grande convergence de vue.

destinations au cours de ce voyage d'apprentissage. Ce document est donc encore une fois un document de travail visant à faire progresser des idées plutôt qu'à parvenir à des conclusions. Dans cet esprit, nous invitons tous les lecteurs à faire part de leurs commentaires sur le matériel de ce document; ce résumé contient des exemples de questions qu'il serait peut-être profitable aux parties prenantes de prendre en compte et d'en discuter.

En bref, bien que l'étude soit terminée, le dialogue se poursuit. Pour y participer, envoyer vos commentaires par mail à l'Unité Administrative des FIC à l'adresse suivante FICAdminUnit@worldbank.org; ils seront publiés sur le net sur http://www.climateinvestmentfunds.org/FIC/knowledge_emerging.

La première chose qui frappe un observateur du financement climatique dans les pays en développement aujourd'hui est l'énormité du défi. La menace que fait peser le changement climatique sur les vies humaines, les moyens de subsistance et l'écosphère mondiale, est très grande; les réponses doivent être adaptées au large éventail de la diversité des contextes et doivent convenir aux niveaux mondial, régional et local – il n'y a pas de réponse « taille unique ». De plus, le domaine est encore très récent, et comprend le défi difficile de combiner deux sphères assez différentes en savoirs et en pratiques– le financement climatique et le développement -- ce qui rend les connaissances actuelles, bien qu'importantes, limitées. En tant que véhicules de transition, les Fonds d'Investissement Climatique doivent opérer alors que l'architecture mondiale mise en place pour faire face au changement climatique est encore en cours de négociation et nécessite de s'accorder de façon efficace à un large éventail de partenaires et de parties prenantes. Le revers de ces défis est une opportunité: parce que les FIC opèrent désormais sur le terrain et affrontent directement ces défis dans divers contextes, ils offrent ainsi aux intervenants la chance d'élaborer des réponses qui peuvent avoir une portée mondiale

Dans le but d'enrichir cette évolution, ce rapport vise à aider les intervenants à prendre connaissance des problèmes sous-jacents à la fois à travers le prisme le plus large possible - à partir d'une perspective de systèmes, intégrant des besoins multiples, parfois divergents, de la finance climatique et du développement - et réfractée par des expériences concrètes et spécifiques qui désignent les voies pour gérer ces besoins. Parce que les FIC n'en sont encore qu'à leurs débuts, le nombre de données disponibles à l'étude est d'ordre général, et informe principalement sur les défis systémiques et les opportunités pour que les FIC aillent de l'avant ; mais des enseignements plus spécifiques émergeants sont déjà perçus, et ceux-ci seront mis en évidence au moins à titre d'exemples pour être développés ultérieurement par les parties prenantes des FIC. Ces exemples concrets sont clairement d'un intérêt vital, cependant, en même temps une compréhension commune et complète des enjeux sous-jacents est aussi importante afin que les parties prenantes puissent à la fois identifier et évaluer l'importance des enseignements plus concrets et parvenir à un consensus sur les voies à suivre.

Par conséquent, le présent document est organisé autour d'une série de thèmes sous-jacents – des défis et des opportunités identifiés par les réflexions des intervenants - et offre, pour chacun d'entre eux, une série de réflexions, d'observations et de réponses

potentielles, également basées sur les commentaires des intervenants. Ces sept thèmes d'apprentissage se répartissent en trois volets, allant de la nature sous-jacente du financement climatique dans le développement en général, aux Fonds d'Investissement Climatique en particulier. Le rapport complet fournit des réflexions détaillées sur chaque thème, tour à tour, après une introduction comprenant un résumé de la méthodologie de l'étude et des sujets de grande envergure. En général, le rapport dans sa totalité est conçu comme une base pour la réflexion et non pas pour répéter le contenu présenté sous forme de résumé ci-dessous.

Ainsi, nous débuterons ce Résumé par une description générale des sept thèmes, suivis par des exemples de cas concrets pour les animer et pour proposer quelques enseignements provisoires comme un avant-goût de ce que ce voyage d'apprentissage des FIC nous permettra de découvrir ; après la description des différents cas, la dernière partie revient sur les sept thèmes pour suggérer brièvement les leçons potentielles des expériences de cas, et pour poser les questions pertinentes sur lesquelles les intervenants pourront rebondir et commenter. La conclusion nous ramènera au niveau général, non pas comme à la fin du voyage d'apprentissage mais plutôt comme pour suggérer comment le contenu de ce rapport pourrait aider à équiper les voyageurs - les parties prenantes des FIC en l'occurrence - pour leur voyage.

Sept thèmes en trois volets

Volet A: Objectifs primordiaux. Les FIC ont des objectifs ambitieux, correspondant à l'énormité des besoins sous-jacents évoqués ci-dessus. Ces grandes ambitions en retour, ont des conséquences que les parties prenantes des FIC doivent assumer aux niveaux mondial, national et local, et certaines des plus importantes d'entre elles constituent les trois thèmes du Volet A:

Thème 1: La vitesse vs. l'Échelle, la Qualité et la Profondeur de l'Impact. Parce que les FIC cherchent à obtenir un impact rapide et des enseignements précoces même s'ils visent à des résultats en profondeur et à longue portée, ils sont confrontés à un défi inhérent connu parfois sous l'expression de spectre "vitesse/profondeur". Il n'y a pas de contradiction ou de concession inévitables ici, et les priorités seront différentes selon le contexte du pays et du programme – par exemple, l'adaptation exige généralement davantage d'attention portée à la profondeur, alors que les programmes d'atténuation tendent à mettre l'accent sur la vitesse. Mais il n'est pas toujours facile de réaliser un financement rapide, basé sur une planification et une administration simples, faciles à utiliser et de faible coût, et de développer simultanément des programmes intégrés de haute qualité à fort impact, qui déploient des ressources multiples et sont basés sur la pleine participation de toutes les parties prenantes concernées. Une autre manière de décrire ce défi est que les FIC visent à faire de grandes choses nouvelles rapidement et à un haut niveau de qualité. Le rapport exposera certains des principaux aspects de ce défi, tel que vu par les diverses parties prenantes et discutera des enseignements émergents concernant la gestion ou la façon de surmonter ces dynamiques. Une des principales trouvailles de cette étude est qu'une grande partie de ce qui arrive avec les FIC, aux

niveaux mondial et local, peut être illustré en rappelant ce besoin particulier des FIC qui est de faire de grandes choses nouvelles et de les faire bien.

Thème 2: Le changement transformationnel. Une des ambitions fondamentales des FIC est d'accomplir "l'impact transformationnel", mais étant donné la diversité des programmes, des contextes et des résultats souhaités pour les FIC, il n'y a pas de définition héritée de ce terme que les FIC puissent se borner à appliquer, soit dans le domaine du financement climatique ou dans celui du développement (et les FIC font attention à l'impact dans ces deux domaines différents mais tout aussi importants). Pourtant, des définitions et des critères vérifiables sont nécessaires pour un processus décisionnel efficace, pour la réalisation et l'apprentissage d'après les résultats. Les FIC travaillent sur ce défi aussi bien au niveau mondial pour chaque programme que par le biais du "apprendre par la pratique" au fur et à mesure que les pays se développent et mettent en œuvre des stratégies des FIC.

Thème 3: Un Réseau Mondial. Le problème auquel les FIC font face, qui est le changement climatique dans le contexte des pays en développement, est à la fois mondial, régional, national et local. Des solutions efficaces, cumulatives de toute façon devront fonctionner à tous ces niveaux. Cependant, comme nous sommes dans un domaine nouveau, tout contexte spécifique est important et le savoir est à la fois limité et très dispersé. L'ambition des FIC d'apporter un premier savoir au vaste programme du changement climatique et du développement exige qu'ils bougent rapidement pour assurer un apprentissage permanent grâce à un retour d'information rapide des personnes affectées et des organisations. Pour faire face aux défis qui en résultent, les FIC visent à se développer en tant que réseau d'apprentissage mondial, accumulant et partageant le savoir au-delà des frontières régionales, nationales et communautaires et proposant, quand cela est nécessaire, des solutions intégrées. C'est aussi un but ambitieux et ce rapport esquissera aussi les aspects du défi ainsi que des opportunités et des stratégies qui y sont liés.

Volet B: L'Effet Levier, Permettre l'Établissement des liens et de la Confiance. Ces objectifs impliquent clairement que les FIC ne peuvent pas fonctionner en vase clos. Le financement des FIC est limité par rapport à l'échelle du problème climatique et des ambitions des FIC, il doit donc être multiplié par d'autres sources publiques – par exemple par un co-financement multilatéral et bilatéral - et, notamment, par un financement du secteur privé. En plus de cet effet de levier financier, les FIC doivent tirer parti des connaissances et des capacités par la collaboration («établissement de liens») à travers un large éventail d'organisations, de secteurs et de personnes, dont beaucoup ne sont peut-être pas habitués à travailler ensemble. Les intervenants ont souvent souligné l'importance de la planification inclusive et de la mise en œuvre des programmes des FIC, avec une attention particulière apportée à l'égalité des sexes, aux droits des peuples autochtones et des communautés locales et plus généralement à l'équité et à la dignité humaine. Un tel effort, dans n'importe quel domaine, exige de la confiance, et cela est particulièrement vrai dans le domaine du changement climatique, où dans un cadre plus vaste des négociations internationales délicates sont en cours pour créer une nouvelle architecture mondiale. Comme les objectifs énoncés dans le premier volet, les implications concernant «établissement des liens»

diffèrent entre autres, selon le programme des FIC, du contexte du pays et des secteurs concernés. Le rapport reprend les travaux des FIC dans ce « volet » à travers trois thèmes supplémentaires:

Thème 4: La Coopération entre les Gouvernements, les Partenaires au Développement et les Organismes Officiels au niveau national. Les FIC sont une plate-forme pour le financement coordonné et les services coordonnés au gouvernement ; ils sont les pionniers, créant de nouvelles formes de collaboration pour atteindre les objectifs concernant le climat et le développement. Ces nouvelles approches comprennent des activités avec les banques multilatérales de développement, des organismes bilatéraux et multilatéraux (y compris, par exemple, le système des Nations Unies). En retour, cette collaboration est destinée à encourager, de manière conviviale, la planification et la mise en œuvre conduites par chaque gouvernement national. Le rapport passe en revue les progrès et les leçons émergents dans ce domaine, y compris ce qu'un large éventail des parties prenantes a vu comme une innovation extrêmement importante dans la coopération entre les banques multilatérales de développement.

Thème 5: L'engagement des Parties Prenantes. Cela implique un travail, aux niveaux mondial, national et communautaire, et sous des formes différentes à travers les programmes distincts des FIC, avec le secteur privé, la société civile, les peuples autochtones, les communautés locales et autres groupes particulièrement touchés ou vulnérables, tels que les femmes. Il s'agit d'un défi multidimensionnel d'une extraordinaire complexité, étroitement lié à chacun des objectifs ambitieux du Volet A. Le rapport tente, sous une forme résumée, d'examiner le terrain et de constater par le biais des étapes prises une à une, les importants progrès à ce jour et quelles voies sont possibles pour l'avenir.

Thème 6: La Gouvernance et les Réunions de comité. La gouvernance des FIC et la structure du comité reflètent une représentation co-optée et équilibrée de pays industrialisés et de pays en développement dans un cadre qui inclut des Comités et des Sous-comités organisés par programme et par fenêtre de financement. Les défis inhérents à cette structure, dans le contexte des objectifs des FIC, comprennent la réalisation de partenariat intégral entre les participants du comité, alliant responsabilité financière, flexibilité et qualité doublée de simplicité administrative et de prévisibilité, et assurant un partage fertile des enseignements. Le rapport résume les leçons de l'expérience nouvelle des FIC sur ces questions et sur d'autres sujets liés.

Volet C: Le Financement. Les FIC parviennent à leurs buts grâce au financement, les volets A et B convergent donc, pour ainsi dire, vers une activité de financement spécifique, présentée ici en tant que volet final. Le résultat est une série de thèmes spécifiques, souvent de nature technique, au point de confluence: comment utiliser des fonds restreints de la façon la plus efficace possible pour la réalisation des objectifs ambitieux des FIC (Volet A), en tenant compte des relations vitales pour le financement climatique dans les pays en développement (Volet B).

Thème 7: Sujets de financement. Le rapport aborde les « thèmes à la confluence » à travers une série de réflexions, sous la rubrique du thème de financement unique. Les domaines abordés vont des incitations du secteur privé et des effets levier, en passant par les modalités de financement et des engagements, aux critères d'allocation de ressources et davantage.

Deux cas particuliers : le Bangladesh et la Turquie – Points marquants

Dans le cadre de l'étude, le chercheur a (trop) brièvement visité deux pays bénéficiaires des FIC, le Bangladesh et la Turquie. Cette section passera en revue des observations choisies de ces visites pour illustrer comment l'expérience des pays peut produire au moins des enseignements provisoires sur les sept thèmes énumérés ci-dessus. Ceci permettra au moins de faire quelques commentaires succincts sur chacun des sept thèmes, mais l'étude dans son ensemble ne se limite pas à ces cas, les lecteurs devront donc se référer au texte principal pour des résumés précis de chaque thème. Notez également qu'une brève visite, à ce stade précoce dans la programmation des FIC, ne permet que des observations provisoires, et, comme indiqué ci-dessus, n'a aucune fin ou contenu évaluatifs.

Les Abris d'Urgence au Bangladesh

Pour commencer, un exemple de cas très précis:

Comme part de sa stratégie, le gouvernement du Bangladesh envisage d'inclure² la conception et la construction de nouveaux abris anti-cyclones dans le cadre du Programme Pilote pour la Résilience Climatique (PPRC), un programme ciblé des FIC. Seuls quelques refuges de ce type seraient inclus dans le plan, et ils représenteraient une petite portion du financement du PPRC au Bangladesh. Pourtant, des conceptions réussies pourraient être reproduites dans la zone du delta, grâce à la mobilisation d'autres sources de financement, avec des effets directs sur la survie et les moyens de subsistance de millions de personnes.

Lors d'un atelier préliminaire réunissant plusieurs parties prenantes à Dhaka en Février 2010, les participants ont identifié un large éventail de conditions à remplir pour ces abris, avec en conséquence diverses contributions techniques et ministérielles requises. Les abris doivent être adaptés aux rescapés des tempêtes et des inondations (secteur: la gestion des catastrophes) ; mais ils doivent aussi pouvoir accueillir du bétail (secteur: agriculture et élevage), puisque même, ou surtout, les personnes en difficulté n'abandonneront pas leurs bêtes qui sont leur gagne-pain; ils doivent également satisfaire aux exigences de la santé publique (secteur: santé) et, afin de ne pas gaspiller de ressources précieuses, ils doivent répondre aux besoins de la communauté tout au long de l'année, hors des périodes de crise (secteurs: les services sociaux, administration locale). Chaque secteur, à son tour, implique

² Au moment de l'écriture de ce rapport, le champ d'application du PPRC au Bangladesh est encore en discussion et reste donc incertain. Ces notes reflètent les observations du chercheur à un stage précoce du processus de planification - la mission conjointe de Février.

un Ministère différent et des institutions correspondantes.³

Les participants à l'atelier ont remarqué que des solutions efficaces pour les abris anti-cyclones supposeraient une combinaison comprenant une expertise technique multi sectorielle de type « du sommet vers la base » et des liens avec la communauté de type "de la base vers le sommet". Aucune ne se suffirait à elle-même à la lumière des besoins décrits plus haut. Déterminer comment faire ceci est un aspect important de la mise en réseau des connaissances (Thème 3) et aussi de la participation des parties prenantes (Thème 5).

Ainsi, une seule petite composante en apparence simple d'un programme de résilience climatique exige en fait la participation et la coordination d'un large éventail de services gouvernementaux, d'intervenants et d'experts techniques. Des ressources mondiales (par le biais de partenaires multilatéraux et bilatéraux de développement), nationales (le gouvernement, les instituts techniques, le privé) et locales (le gouvernement, la société civile, la communauté) sont en principe disponibles, mais les intégrer de manière effective et efficace nécessiterait un défi majeur quant à leur mise en œuvre et exigerait d'innover dans ce domaine.

Ce que ce cas illustre alors, c'est l'importance de l'*intégration* dans l'atteinte de l'objectif global du PPRC qui va des chemins de pilotage à l'impact transformationnel (Thème 2). Le Bangladesh peut choisir ou pas de continuer vers l'avant avec ces idées, mais si la décision est prise de procéder, du point de vue des leçons il sera manifestement utile d'examiner l'intégration qui est une composante du changement transformationnel, à la fois d'une façon générale, du point de vue de la coordination inter secteur mondiale, nationale et locale (Thèmes 3, 4 et 5) et d'une façon concrète, d'examiner comment cela se déroulerait au point de vue de la conception, de la construction et de l'utilisation d'un ensemble spécifique d'abris anti-cyclone au sein d'un groupe de communautés vulnérables (voir en particulier le Thème 5).

La Mission Conjointe menée par le Bangladesh

Le gouvernement du Bangladesh a officiellement dirigé la mission conjointe du PPRC qui a inclut comme partenaires la Banque Asiatique de Développement, l'Agence Canadienne de Développement International, la Société Financière Internationale, le Département Britannique du Développement International, le Programme de Développement des Nations Unies et la Banque mondiale. Quelques brèves observations:

La mission a offert un cadre de planification essentiel pour le PPRC au Bangladesh, notamment la sélection de quatre secteurs prioritaires pour les travaux du PPRC – (1)

³ Les Ministères directement impliqués dans la planification au Bangladesh comprennent par exemple, le Ministère de l'Environnement et de la Forêt, le Ministère des Ressources de l'Eau, le Ministère de l'Agriculture, le Ministère des Inondations et de la Gestion des Catastrophes, le Ministère du Gouvernement Local, du Développement Rural et des Coopératives, le Ministère du Bien Être Social et le Ministère de la Santé.

l'agriculture et la sécurité alimentaire, (2) les événements climatiques extrêmes et les désastres induits par le climat, (3) la gestion des ressources aquatiques et la santé publique, la migration et (4) la protection sociale - et un recentrage géographique sur des zones côtières particulièrement vulnérables. Ces conclusions consensuelles ont été à leur tour rendues possibles grâce à l'existence du Programme d'Adaptation d'Action Nationale gouvernementale et au Plan d'Action et de Stratégie sur le changement Climatique du Bangladesh récemment révisé en 2009 (préparé par un consultant, mais « appartenant »⁴ au gouvernement dans son ensemble) et (b) aux importantes consultations avant les missions, avec le gouvernement et les banques multilatérales de développement. Les enseignements potentiels à tirer ici sont que la construction sur ce type de préparation, y compris sur les stratégies nationales existantes, offre des manières possibles de parvenir à gérer une pénétration stratégique rapidement (Thème 1) et qu'être préparé et avoir un soutien multilatéral peuvent faciliter le leadership national et la coordination inter ministérielle (Thème 4).

Le progrès de la mission conjointe, ensuite, a été activé par le travail de fond basé sur un engagement de longue date et de haute priorité du gouvernement du Bangladesh sur la question de l'adaptation au changement climatique. D'autre part, ce que des entretiens avec des représentants du gouvernement ont souligné, la capacité des pays est un important facteur limitatif dans la perspective d'une conception de projet plus spécifique et de sa mise en œuvre. Les dirigeants des pays doivent être perçus donc, non pas comme un facteur binaire (soit 100% de présence, soit 0%), mais plutôt en termes relatifs selon le sujet et le profil spécifique de la capacité des dits pays (Thème 4). Le renforcement des capacités (Thème 3) vient aussi au premier plan dans cette perspective : le leadership du pays peut se renforcer au fil du temps avec une expérience et un soutien appropriés.

Enfin, toutes les personnes interrogées ont perçu la coopération entre les partenaires au développement sur la mission conjointe comme productive (Thème 4), même si certaines ont également souligné les défis concernant la planification et la logistique dont nous parlons plus en détail dans le texte principal (aussi Thème 4).

Quelques faits marquants concernant la Turquie

En Turquie, le Fonds pour les Technologies Propres (FTP), un autre guichet de financement des FIC, a été en mesure de passer très rapidement de la stratégie aux projets parce que le gouvernement avait déjà développé (avec l'appui international) d'importants plans "transformationnels" d'atténuation des effets du changement climatique. En alignant ses propositions FTP avec des stratégies existantes, et en invitant les institutions financières publiques et privées qui avaient travaillé, par exemple, dans le passé avec des organisations multilatérales de financement pour des énergies renouvelables, le gouvernement a été capable de passer du concept à la mise en œuvre à une vitesse impressionnante.

⁴ Comme les intervenants l'ont souligné, les questions de l' "appropriation" et du "leadership" d'un pays ne sont pas simples. Des commentateurs ont souligné que dans un gouvernement national les approches intégrées de l'ensemble du gouvernement présentent des défis inhérents. En outre, la signification de l'appropriation du pays s'étend à la société comme un tout, impliquant un engagement de multiples intervenants. Ces sujets sont abordés sous des angles multiples dans le rapport complet; voir en particulier l'introduction de la Partie 1 et l'ensemble de la Partie B.

Cet exemple suggère une approche pour la réalisation d'une combinaison de vitesse et de pénétration (Thème 1): suivre les stratégies existantes et construire sur les modalités de financement existantes. Le cas PPRC du Bangladesh fait allusion à une approche similaire, car une fois de plus les stratégies existantes du gouvernement se sont révélées cruciales dans le progrès de la mission conjointe. Notez que les deux pays avaient pris des engagements de longue date sur la question du changement climatique, comme l'illustre par exemple la décision de la Turquie de passer à l'Annexe 1⁵ en vertu du protocole de Kyoto et la création par le Bangladesh d'un fonds d'affectation spéciale pour l'adaptation au climat.

Pourtant, au moins deux questions découlent de cette observation: d'abord, que faire quand des stratégies existantes et des modalités de financement ne sont pas facilement disponibles, en particulier lorsque la capacité du pays est limitée? Deuxièmement, comment s'assurer que le résultat n'est pas simplement un prolongement de l'attitude « les affaires comme d'habitude», et « un de plus », mais plutôt un levier pour le changement transformationnel (Thème 2)? L'approche spécifique du financement de l'énergie adopté en Turquie, à travers des intermédiaires financiers, offre des perspectives prometteuses d'éventuelles leçons à cet égard, comme nous le verrons plus en détail lors de la revue des sujets de financement (Thème 7), ici et plus spécialement dans le texte principal. En bref, la stratégie consistait à obtenir un levier financier important en utilisant le financement des FIC, dont les conditions sont préférentielles, de fournir juste l'incitation nécessaire pour surmonter les obstacles pour les premiers intéressés et pour relancer les marchés privés en matière d'efficacité énergétique et d'énergies renouvelables. Cette approche par la stimulation du marché est un domaine majeur d'innovation dans les travaux des FIC au niveau mondial.

Dernier exemple: En Turquie, la robustesse du leadership national a été démontrée par l'intermédiaire du Trésor turc. Cela a assuré une planification rapide conforme à la stratégie actuelle du gouvernement (Thème 1), une intégration du développement en vue de la réduction des émissions de carbone (Thème 2), et une coordination entre les ministères et les partenaires au développement (Thème 4: le Trésor a dû agir comme point focal et distribuer des projets du plan d'investissement du CTF pour informer les partenaires). Enfin, conformément à la pratique des FIC, le Trésor plutôt que les banques multilatérales de développement a présenté le plan pour approbation par le comité du Fonds d'Affectation Spéciale (Thème 6), reflétant l'appropriation nationale et le rôle de soutien des organisations multilatérales en tant que partenaires au développement.

Il y a ici une intéressante complexité autour du processus d'adhésion: des commentaires sur le cas de la Turquie semblaient confirmer qu'il demeure un défi, selon ce qu'ont rapporté de nombreux intervenants, à clarifier la définition (maintenant provisoire) du changement transformationnel (Thème 2), par des critères quantifiables qui permettent

⁵ Annexe 1 Les membres du Protocole de Kyoto sont des nations industrielles, qui ont pris l'engagement de réduire les émissions des gaz à effet de serre en conséquence et selon le Protocole. En 2001 la Turquie a choisi d'accéder au statut de l'Annexe 1, alors que son taux d'émissions de gaz à effet de serre par habitant représente une fraction de la moyenne des pays industrialisés.

aux pays bénéficiaires d'anticiper sur des procédures d'adhésion prévisibles déjà intégrées pour leurs plans proposés (Thème 6). Dans le même temps, les membres du Comité du Fonds d'Affectation Spéciale ont indiqué que même basé sur la définition existante, ils avaient eu peu de difficulté à parvenir à un consensus et que le Plan d'investissement de la Turquie, avait en effet ouvert une voie vers le changement transformationnel. De telles expériences pourraient provoquer un nouveau regard sur la question des critères et des indicateurs pour le changement transformationnel.

Enseignements des exemples: Les Volets et les Thèmes par le biais de l'expérience de cas

La partie principale de ce document est largement consacrée aux expériences et perspectives en profondeur des rapports des intervenants sur les sept thèmes décrits ici, ainsi que l'apprentissage qui s'en dessine autour d'eux. En tirer un résumé, des conclusions évaluatives ou encore définitives n'aurait aucune signification; ils sont offerts uniquement comme une base potentielle dans un apprentissage concret et suivi des intervenants. Mais en tant que stimulant pour la réflexion, il peut être utile, avant de se tourner vers le rapport dans sa totalité, de passer brièvement en revue quelques exemples basés sur des cas pour en tirer d'éventuels enseignements dans chaque domaine;

Pour chaque thème ensuite, cette section offrira une référence rapide à une expérience de cas, une leçon constructive possible de cette expérience et une question à discuter pour les intervenants.

Volet A: Objectifs Primordiaux

Thème 1: La Vitesse vs. l'Échelle et la Profondeur de l'Impact

Exemples de cas: La Turquie et le Bangladesh ont tous deux été en mesure de réagir rapidement dans le cadre de travail des FIC comme observé par le chercheur, tel que décrit ci-dessus. Dans les deux cas, cette vitesse impressionnante a été rendue possible parce que la programmation des FIC a aligné délibérément ses travaux avec des plans et stratégies existants dans ces pays. Ce fut loin d'être juste un exercice mécanique – passer des stratégies nationales aux plans concrets des FIC avec les ressources connexes ont déjà nécessité et continueront à nécessiter un travail intensif et des innovations considérables, comme les exemples des nouveaux instruments financiers de la Turquie et le défi de la conception des abris au Bangladesh le montrent. Avec l'espoir, de mettre au point grâce à l'expérience à venir, cette combinaison d'alignement et d'innovation qui permettra aux programmes des FIC dans les deux pays d'obtenir rapidement un impact important.

Leçon Potentielle: Réaliser en même temps la vitesse, la profondeur et l'échelle n'est pas juste une question d'appuyer fort et vite - mais il était clair que dans les cas du Bangladesh et de la Turquie (et partout là où le chercheur a enquêté) les équipes du pays ont travaillé extrêmement dur. Il faut s'aligner sur les objectifs et les plans des pays, comme cadre pour la mise en œuvre et l'innovation. Cela signifie qu'il est essentiel d'identifier l'adéquation entre les objectifs et les modalités des FIC et le contexte du pays; cela signifie aussi que les techniques de programmation et les systèmes de gestion des FIC doivent constamment rester innovants, dans le but de parvenir à des résultats basés sur ce type d'alignement, et de le faire à la fois rapidement et avec un impact important et de haute qualité.

Question pour les intervenants: Que peuvent faire les différentes parties prenantes des FIC pour favoriser l'innovation dans les pays autour de la vitesse et la profondeur? Comme les FIC élaborent des politiques spécifiques et des systèmes de gestion et des services de soutien administratif concernés, comment peuvent-ils être le mieux adaptés à ces objectifs? Les intervenants internationaux - par exemple, la société civile mondiale – peuvent-ils soutenir leurs homologues locaux afin qu'ils s'engagent mieux dans un programme de changement accéléré?

Thème 2: Changement Transformationnel

Exemples de cas : Alors que les défis, les objectifs et les programmes résultants étaient très différents en Turquie et au Bangladesh – faible taux de croissance du carbone en Turquie, résilience au changement climatique au Bangladesh – leur approche du changement transformationnel a révélé des éléments communs frappants qui pourraient être utiles dans des contextes plus larges:

- Les deux pays ont explicitement cherché à combiner les objectifs climatiques avec les objectifs de développement humain et économique, et ont déclaré que c'était un facteur clé de succès. Dans le cas de la Turquie, les objectifs de développement cités par le gouvernement comprenaient une sécurité accrue de l'énergie, une balance des paiements bénéficiaire, des créations d'emplois, une réduction de la pauvreté, un développement des entreprises locales et la compétitivité du secteur privé, des bénéfices environnementaux nationaux et des voies de croissance à moindre coût. Pour le Bangladesh, les prestations concernant la santé, l'éducation, et l'agriculture étaient directement liées aux plans d'adaptation climatique (comme preuve à nouveau les abris anti-cycloniques). Du point de vue des pays tel que rapporté au chercheur, "transformationnel" signifiait des solutions qui produisaient des progrès significatifs à la fois pour les objectifs climatiques et le développement. À cet égard, relier les problèmes de climat et de développement n'est pas seulement un défi, c'est aussi une opportunité: pour de nouvelles ressources, de nouvelles stratégies et un nouvel apprentissage, par exemple. En somme, promouvoir la dignité et l'épanouissement de l'humain en combinaison avec la réalisation des objectifs climatiques sont des aspects profonds du changement transformationnel recherché par les FIC.
- Pour la Turquie et le Bangladesh, les parties prenantes ont noté qu'un rôle central du financement des FIC - une réponse à la question «Comment un financement des FIC peut-il faire une différence sur l'ensemble - a été de permettre l'innovation en réduisant les barrières liées au risque. Les conditions avantageuses de financement des FIC créent des incitations, et réduisent les risques, pour changer du «les affaires comme d'habitude»: un changement transformationnel dans le secteur public ou privé (ou les deux). Au Bangladesh, les personnes interrogées ont noté que les conditions de financement des FIC ont provoqué des innovations de conceptions ou d'expériences (par exemple pour des abris et davantage encore) plus acceptables dans un contexte où le financement public est rare; en Turquie, des conditions avantageuses des FIC ont été adaptées sur mesure pour permettre aux banques et aux industries de prendre des risques du "premier arrivant" en matière de conservation d'énergie et de production d'énergie renouvelable (ici, l'innovation n'est pas tant la technologie elle-même, mais plutôt les systèmes du secteur privé

nécessaires pour financer et installer la technologie dans un contexte de pays nouveau). Dans les deux cas, l'impact "transformationnel" est prévu de sortir du rôle de catalyseur ou de démonstration que ces nouveaux projets peuvent jouer, de sorte qu'une fois que le financement des FIC a brisé les barrières de risques initiales, le financement public et privé, le cas échéant, seront disponibles à une plus grande échelle pour construire sur les résultats.

- Noter que cela implique aussi, dans la mesure où les activités des FIC sont les premières à se déclencher, que tous les résultats ne seront pas positifs. De premiers résultats mitigés sont inhérents à des investissements à risque et à l'apprentissage par la pratique. Le défi ici, également lié au Thème 1 ci-dessus, est de prôner simultanément une envie de qualité et une culture qui tolère les mauvaises nouvelles - tant qu'il y a apprentissage.
- Les deux pays cherchent à utiliser le financement des FIC pour un renforcement des capacités important, en Turquie dans le domaine de la conservation de l'énergie et de l'investissement des énergies renouvelables du secteur privé, et au Bangladesh dans les programmes intégrés trans-sectoriels du climat et du développement. Les personnes interrogées dans les deux pays ont vu une nouvelle capacité intra pays comme une clé vers le changement transformationnel.

Leçons Potentielles: Pour catalyser un changement transformationnel, les FIC peuvent, entre autres: favoriser des solutions qui font progresser à la fois les objectifs climatiques et ceux du développement - pas dans un compromis, mais en trouvant des «zones douces» avec une synergie; chercher des moyens publics et privés de renforcer les capacités dans le pays, pour des solutions intégrées pour le développement et le climat; et renforcer l'expertise sur l'utilisation des financements avantageux ou des subventions pour réduire les obstacles liés aux risques et autres obstacles du "premier arrivant".

Question pour les Intervenants: Comment peut-on mesurer et surveiller l'impact sur ces dimensions, de sorte que les informations et l'apprentissage suivent? Les outils de mesure peuvent-ils être définis avec suffisamment de souplesse pour travailler dans des contextes nationaux multiples, et avec suffisamment de clarté pour qu'il soit plus facile, pour les pays bénéficiaires, de savoir à l'avance ce que «le changement transformationnel» désigne, lors de la prise de décision des FIC, afin qu'ils puissent à leur tour élaborer des plans qui appliquent le concept de manière efficace dans leur travail national et local?

Thème 3: Un Réseau Mondial

Exemple de cas: Rappelons le cas de la conception des abris anti-cycloniques, et imaginez une petite installation en un seul endroit. Cet abri doit être, entre autres, un

centre communautaire à longueur d'année, son utilisation régulière et son utilisation en situation d'urgence doivent être bien adaptées aux conditions locales. Ainsi, la participation de la communauté et du gouvernement locaux est indispensable. Dans le même temps, il doit répondre à une variété d'exigences techniques complexes pour atteindre ses objectifs de santé et de sécurité, aussi l'expertise nationale dans de multiples domaines - la participation de ministères et d'institutions nationales multiples - seront nécessaires pour résoudre l'ingénierie, la santé publique, l'accès du bétail, et les questions connexes. Et le tout est soutenu par la finance internationale et les connaissances scientifiques mondiales. Le «réseau», doit ensuite intégrer des flux d'informations, de savoirs et d'engagement venant à la fois “ de la base vers le sommet” et “ du sommet vers la base” afin de réussir.

Leçon potentielle: En appuyant un réseau d'apprentissage, les FIC peuvent apporter une contribution importante en développant de la capacité pour des combinaisons efficaces d'apprentissage de type de la base vers le sommet et du sommet vers la base: intégrant un savoir scientifique mondial, avec un savoir local traditionnel.

Question pour les Intervenants: Est-il possible que le réseau régional des FIC puisse supporter cette activité combinée, par exemple lors d'une coordination entre pays et communautés concernés par le château d'eau Himalayen ?

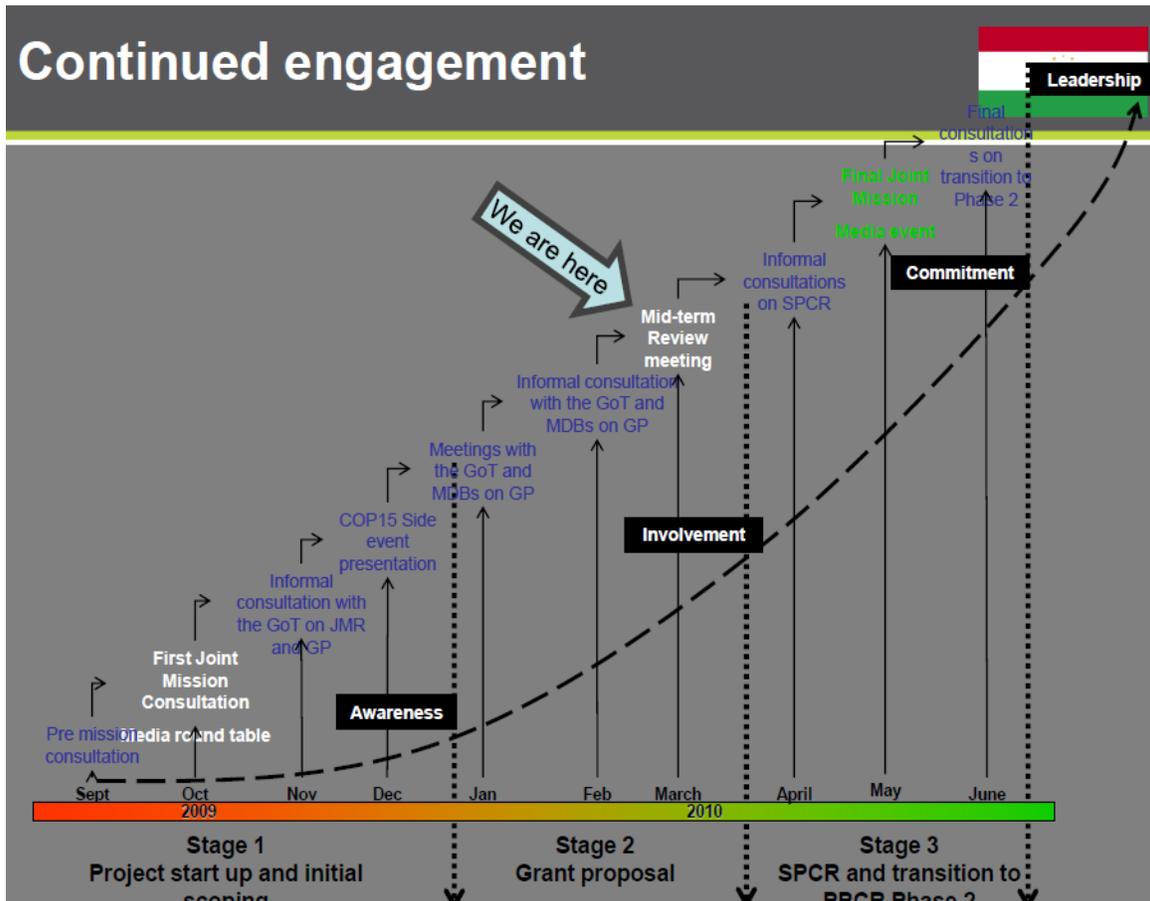
B. Permettre les Relations

Les relations sont vitales pour toute l'activité des FIC, et la diversité des intervenants impliqués inspire et stimule. Le texte principal tire trois domaines thématiques à partir de ce large volet: les gouvernements et les partenaires au développement; les parties prenantes non gouvernementales et les modalités de gouvernance. Dans un souci de concision, cette section mettra en lumière certains enseignements transversaux; pour les détails nécessaires, veuillez voir la partie B du rapport principal.

Exemples de cas: Tableau 1, par le gouvernement du Tadjikistan,⁶ illustre l'approche de ce pays pour l'engagement des parties prenantes dans la programmation des FIC. Le Tadjikistan a parlé de succès considérable de ce type d'approche, et a souligné l'importance de voir l'engagement comme un processus continu et progressif – et non juste un exercice seul. Le schéma illustre une progression dans le temps, avec d'abord une phase de sensibilisation qui a évolué vers celle de participation, d'engagement et de leadership, chacune d'entre elles en tant que phase intentionnelle, programmée. Chaque phase comprenait non seulement des événements officiels, mais aussi des consultations informelles avant - après, ce qui a constitué un facteur de succès important.

⁶ Un remerciement particulier à Ilhom Rajabov du Centre de Changement Climatique (Climate Change Centre), Tadjikistan, qui a réalisé et fourni ce tableau.

Tableau Un: Engagement des intervenants au



Tadjikistan

Étape 1 démarrage du Projet et Champ d'application initial

Étape 2 proposition de subventions

Étape 3 FCIS et transition vers Phase 2 du PPRC

Consultation pré-mission Sept

Première mission de consultation conjointe table ronde des Medias Oct

Consultation officielle avec le gvt sur GMR t GP Nov

COP 15 Présentation en évènement parallèle du COP15 Déc Sensibilisation

Réunions avec le gvt et les BMD sur GP Jan

Consultation officielle avec le gvt et les BMD sur le GP Fév

Réunion de revue à mi terme Mars Nous sommes ici Implication

Consultations officielles sur le FCIS Avril

Mission conjointe finale Évènement media Mai

Consultation Finale pour une transition en phase 2 Engagement

Leadership

L'idée que l'engagement nécessite une phase de sensibilisation (faire une priorité d'avoir des communications efficaces et accessibles), des contacts formels et informels (avec une activité importante entre les grandes manifestations), une bonne synchronisation (y compris un démarrage rapide), recoupe les commentaires des intervenants dans le volet B, y compris, pour citer un exemple tout à fait différent, les commentaires des partenaires au développement sur des missions conjointes. Un autre thème récurrent de la rétroaction des partenaires au développement, est que pour avoir un travail d'équipe efficace, les rôles doivent être triés en fonction du contenu - sur les objectifs - et cela fonctionne lorsque le contenu à son tour est piloté en fonction de priorités nationales claires. Ici, le sujet est bouclé, dans la mesure où les personnes interrogées ont également demandé ce qu'il fallait pour que ces priorités soient la propriété conjointe des parties prenantes nationales et locales du pays.

Leçon Potentielle: Ces exemples et observations mettent l'accent sur l'intérêt de voir l'engagement des parties prenantes comme un processus graduel qui a besoin de soutien et de planification à chaque étape, et qui fonctionne le mieux lorsque poussé par des buts et des objectifs conjointement acceptés. Dans leurs observations, les participants à cette étude ont constamment souligné l'importance de la confiance – qui est aussi un processus dépendant du temps - pour assurer un engagement réel plutôt que superficiel de toutes les parties prenantes.

Question pour les parties prenantes: Si l'alignement autour d'objectifs communs, et un processus par étapes commencent par une sensibilisation avant de pouvoir avancer, et sont les clés communes à un engagement réussi, que faudrait-il pour faire que ceci fonctionne efficacement pour chaque catégorie distincte de parties prenantes? Les différents groupes d'intervenants peuvent-ils aider les FIC à préciser à quoi ce processus pourrait ressembler d'après eux?

Volet C: Financement

Exemple de cas: En Turquie, les conditions avantageuses de financement des FIC sont mêlées à des sources non favorables, dans des proportions différentes selon les différents projets, de sorte que «juste suffisamment» d'aides avantageuses passent, dans chaque cas, pour surmonter les obstacles du "premier arrivant " et permettre les investissements du secteur privé, dans les énergies renouvelables et la conservation de l'énergie. Les FIC et les banques Multilatérales de Développement participantes ont taillé sur mesure leurs conditions de financement, sous forme de prêts à des intermédiaires financiers (deux banques de développement turques) autour de cet objectif.

Leçons Potentielles: L'art de tailler des prêts de cette manière est un domaine novateur du financement multilatéral. La Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement a rapporté une expérience dans le domaine général des finances pour

"seulement" surmonter les obstacles, mais pas dans les secteurs poursuivis par les FIC. Établir des politiques, des procédures et des instruments autour de cet objectif est un terrain fertile pour l'apprentissage des FIC, et un exemple de la manière financière suivant la fonction financière.

Question pour les parties prenantes: Comment, peut-on fixer au préalable le niveau «juste suffisamment», et comment, après les faits, les FIC peuvent-ils confirmer que leur financement a servi à cette fin?

Remarques de conclusion du Résumé

Les points en exergue recensés ci-dessus sont destinés à illustrer comment l'expérience in situ peut nourrir les sept thèmes qui animent cette étude. Davantage d'éléments sont proposés dans le texte du rapport, mais les observations plus complètes qui y sont notées devraient également être considérées comme une aide à un apprentissage ultérieur, plutôt que comme une conclusion synoptique (encore moins une évaluation)

Cependant, les enseignements provisoires proposés dans le résumé ci-dessus suggèrent certains concepts généraux qui peuvent être utiles pour les intervenants des FIC pour aller de l'avant. Tout d'abord, bon nombre des sept thèmes impliquent ce qui semblent être des concessions ou des polarités: la vitesse vs la profondeur et l'échelle dans la programmation; les normes mondiales vs la personnalisation locale dans la définition des objectifs transformationnels; les stratégies « de la base au sommet » vs. « du sommet vers la base », les connaissances scientifiques vs les traditionnelles. Ce qui est frappant à propos des exemples de cas sur le terrain dans ces domaines est que les participants n'acceptent tout simplement pas de concessions; mais plutôt que le compromis, ils cherchent une "solution simultanée" qui est bénéfique aux deux extrémités de la polarité : la vitesse *et* la profondeur, mondial *et* local, de la base vers le sommet *et* du sommet vers la base, scientifique *et* traditionnelle.

Ainsi, le succès pour les FIC consiste souvent à trouver des "solutions simultanées" sans compromis. C'est un domaine important d'innovation pour les FIC, et par sa nature, il implique des réponses différentes selon les différents contextes locaux. Mais, encore une fois, un regard sur les faits ci-dessus donne à penser qu'une des clés est de commencer avec l'alignement: alignement de la programmation FIC avec les priorités et les stratégies des pays, l'alignement dans les pays des différentes parties prenantes autour d'objectifs communs, l'alignement des systèmes des FIC, de la planification au financement et à la mesure, autour des objectifs et des défis décrits ici. L'observation qui se dégage des premières expériences des FIC est que ce genre d'alignement crée un environnement propice à l'innovation de la « solution simultanée ».

Pour la Turquie et le Bangladesh, l'alignement des objectifs incluait en fait une autre solution simultanée: faire progresser à la fois les objectifs climatiques et ceux du développement. La leçon potentielle ici est que plus les aspects spécifiques des programmes

et des stratégies des FIC sont liés conjointement à ces deux objectifs essentiels, plus ils y gagneront en traction.

Plus généralement, il ne peut pas être tenu pour acquis que les priorités locales et nationales seront toujours alignées, ni ne peut-on supposer qu'un programme des FIC par lui-même peut produire un tel alignement. Un effort concerté de tous les acteurs concernés, soutenus par le travail de sensibilisation précoce, peut être nécessaire pour parvenir à un alignement fort.

Considérer une fois de plus le premier thème, qui met en contraste vitesse, simplicité et flexibilité avec la profondeur, l'impact et la qualité à long terme et à grande échelle. Cette étude suggère que les FIC n'ont de cesse de chercher dans des contextes différents, des solutions simultanées autour de ce thème, basé sur la direction impérative des FIC qui est de faire de grandes choses vite et bien. Comme des exemples de cas préliminaires le donnent à penser, ceci exige en retour la combinaison des «solutions éprouvées» (par exemple, des technologies éprouvées, existantes, des stratégies convenues) avec les innovantes (par exemple, de manière à faire monter en puissance une application des technologies existantes dans de nouveaux contextes et de mettre en pratique des stratégies de changement larges et intégrées). Cela nécessite un alignement des objectifs mondiaux des FIC avec les objectifs nationaux et locaux, dans les deux domaines du climat et du développement. Cela exige une culture de l'apprentissage par la pratique.

Comme les autres problèmes examinés dans l'étude, les composantes du défi vitesse - profondeur seront perçues différemment, avec un accent ou une priorité différents, par les divers intervenants des FIC, et les stratégies appropriées seront différentes selon les différents programmes des FIC et les projets pilotes régionaux ou nationaux. Pourtant, si les parties prenantes peuvent parvenir ensemble à une compréhension commune des diverses dimensions du défi sous-jacent, et examiner des cas concrets in situ où les défis sont gérés sur le terrain – l'étude suggère qu'il y a des mesures concrètes autour de ce thème dans toutes les initiatives des FIC, pas seulement au Bangladesh et en Turquie - les possibilités d'apprentissage pourraient être riches.

Les FIC ne manquent pas de ce type d'opportunités. Malgré la diversité des points de vue notés ci-dessus et la liste parfois décourageante des détails mentionnés dans le texte principal ci-dessous, l'étude révèle que les points de vue, les priorités et les observations des différents intervenants, ne doivent pas être considérés comme des cas isolés. Au contraire, ils se constituent autour de thèmes ancrés dans les objectifs de base des FIC et le contexte dans lequel ils opèrent, tel qu'illustré par les sept thèmes des trois volets discutés ici⁷. Cette cohérence s'applique à la fois à la nature des défis auxquels les intervenants font face, et aussi aux aspects clés des solutions qu'ils développent. En clair, même si la distance suggère à un intervenant que sa voix est solitaire, un lien productif est possible : Il y a donc d'excellentes possibilités de dialogue et d'apprentissages nouveaux.

⁷ Il est bien sûr évident que la liste des sept thèmes utilisés ici n'est nullement exhaustive; les critères principaux utilisés pour sélectionner les thèmes ont été la pertinence pour une action future et l'accent sur les commentaires des intervenants.

Une analyse rapide qui se dégage de l'étude à ce jour est que les intervenants intéressés par des moyens efficaces pour résoudre les problèmes mondiaux thématiques disposent désormais d'une veine riche de ressources d'apprentissage, en grande partie inexploitées, sur la manière dont ces défis sont traités sur le terrain dans les programmes des FIC. La science et la pratique du changement climatique sont encore jeunes, donc le savoir disponible est préliminaire. Mais si la somme des « apprendre par la pratique » existante peut être rassemblée et appliquée, le résultat pourrait être un nouveau courant de leçons plus complètes. Ainsi, un défi essentiel à envisager pour le futur est d'exploiter toutes ces ressources de connaissances rapidement, de façon à les rendre disponibles au travail en cours sur le climat et le développement, et de façon à ce qu'elles fournissent des leçons utiles aux concepteurs de l'architecture financière du long terme du CENUCC, par exemple le «Fonds Vert».

Le moyen le plus puissant, et de loin pour exploiter ces ressources, est de s'appuyer en collaboration sur l'extraordinaire diversité représentée par les intervenants des FIC. Ce document de discussion est une invitation pour toutes les parties intéressées à collaborer en générant un savoir utile des FIC, et en particulier d'établir les liens qui permettront à ce savoir de traverser rapidement les frontières ; il est également destiné à offrir, grâce aux généreuses contributions des participants à ce jour, une carte préliminaire du terrain. Un voyage d'apprentissage essentiel nous attend.

Encadré 1: À la lecture de ce rapport

Les lecteurs sont invités à consulter l’outil ci-dessous dans un esprit d’investigation, et de chercher de quelles manières l’enrichir par des connaissances ou des exemples qui feront progresser l’apprentissage. Les sections thématiques de base de ce rapport sont pour la plupart indépendantes. Ainsi, avec l’aide de la Table des matières, il devrait être possible de sélectionner des thèmes pour approfondir à volonté toute recherche. (Pour aider les lecteurs à travailler dans ce sens, le rapport répète parfois ou fait référence à des observations communes dans les différentes sections.)

La méthodologie utilisée dans cette étude, accompagnée de commentaires sur les stratégies d’apprentissage progressif, est réexaminée dans l’encadré 3; d’autres encadrés ont pour sujet la stratégie d’apprentissage et le lien vers le Forum du Partenariat. L’annexe comprend une liste des entretiens et un glossaire des acronymes et des termes pertinents.

Même si des éléments de synthèse (y compris une grande partie du Résumé) décrivent les thèmes et les enseignements en termes généraux, il est important de reconnaître que ceux-ci se rencontrent différemment selon les financements et les programmes divers des FIC. La prudence notamment doit être appliquée si on essaye de transférer les enseignements entre le Fonds pour les Technologies Propres et les programmes ciblés du Fonds climatique d’investissement stratégique. Le texte principal du rapport fournit souvent des observations particulières sur les programmes, dans la mesure du possible dans le cas d’une étude générale de ce genre.

Il est également important de rappeler que ce rapport n’est en aucune manière une évaluation des FIC ou de tout autre activité connexe, ni ne présente de conclusions ou de propositions de politiques à suivre. Ni l’objet ni la méthodologie de l’étude ne permettrait une telle lecture. Il s’agit plutôt d’un effort pour synthétiser les commentaires des divers intervenants pour contribuer à leur apprentissage. Les résultats sont donc indicatifs et les suggestions doivent être comprises comme des indicateurs pour une investigation et un apprentissage éventuellement fructueux, non comme des résultats de politiques menées. Lorsque le consensus était évident, il est rapporté, mais même là l’image est dynamique: les consensus peuvent changer, les choses peuvent sembler très différentes à programmes et contexte de pays différents ?, et le rapport a surtout besoin d’être considéré comme un document vivant, une partie d’un vaste dialogue. Le chercheur souhaite remercier toutes les personnes interviewées et les commentateurs à ce jour pour les contributions généreuses et réfléchies qu’ils ont déjà apportées à ce dialogue.

30 Juillet 2010

**LEÇONS POUR L'AVENIR SUR LES FONDS D'INVESTISSEMENT POUR LE CLIMAT :
UN RAPPORT SUR LES NOUVEAUX THEMES D'APPRENTISSAGE**

"Juste communiquer...."

– E.M. Forster, *Howard's End*, 1910

Introduction: Contexte, Portée et Stratégie d'Apprentissage

Ce rapport présente les résultats d'une étude, commandée en août 2009, des leçons tirées de la conception et des premières opérations des Fonds d'Investissement Climatique (FIC). Le but de l'étude est de tirer un apprentissage de l'expérience des financements à ce jour, d'une manière qui soit directement utile pour les financements et leurs parties prenantes pour progresser. Ni l'objectif de l'étude ni sa méthodologie ne sont une évaluation d'un aspect des FIC; au lieu de cela il a été conçu depuis sa première phase comme un moyen de catalyser un dialogue entre tous les acteurs pertinents en vue de la récolte et de l'application des acquis.

L'étude couvre la période allant de l'initiation du processus de conception de multiples parties prenantes du Financement, en passant par le Forum du Partenariat qui s'est tenu à Manille les 18 et 19 Mars 2010. Un des thèmes principaux de l'étude en elle-même est que les FIC, dans la mesure où il cherche un impact précoce dans le relativement nouveau territoire de la finance climatique, s'est engagé de façon importante dans le « apprendre par la pratique. » Il n'y a donc pas de point final pour un apprentissage des leçons, et ce rapport est conçu non comme une présentation des résultats finaux mais plutôt comme une aide pour les intervenants au fur et à mesure de leur avancée dans le calendrier des apprentissages.

L'encadré 3 ci-dessous (situé à la fin de cette introduction) présente un résumé de la méthodologie utilisée pour élaborer ce rapport. Les données de base proviennent des entretiens qualitatifs avec un large éventail de parties prenantes⁸ des FIC. Conformément à la dynamique dialogique plutôt qu'évaluative de l'étude, aucun échantillonnage statistique n'a été tenté, et les entretiens eux-mêmes ne sont pas terminés dans leur portée, et encouragent à la réflexion et à l'échange.

Des volontaires pour les entretiens ont été recrutés, d'abord parmi les participants aux

⁸ Les informations glanées lors des entretiens avec les intervenants gouvernementaux et non gouvernementaux ont été enrichies d'observations prises dans des réunions choisies du FIC, dans certaines parties de la mission conjointe au Bangladesh et lors du Forum du Partenariat de Manille (voir Encadré 2). L'Annexe liste les groupes d'intervenants contactés pour les entretiens.

processus internationaux des FIC (conception du programme et travail du Comité et du Sous Comité du Fonds d'Affectation Spécial), puis parmi les pays bénéficiaires d'une activité en cours des FIC. Cette seconde phase, avec les pays bénéficiaires, a été comprimée pour des exigences de calendrier, même si elle a contenu deux visites de pays et des entretiens avec des représentants de douze autres pays bénéficiaires actifs (dans le Fonds pour les Technologies Propres et le Programme Pilote pour la Résilience Climatique, les deux fenêtres de financement des FIC avec des programmes actifs durant la période de l'étude). Les visites se sont déroulées au Bangladesh et en Turquie ce qui a apporté une contribution importante – quoique de nécessité provisoire, puisque le voyage a été court et que l'expérience in situ est encore en cours – à la dynamique générale et aux résultats spécifiques. Certains faits marquants du voyage se trouvent dans le Résumé ci-dessus, et également dans le texte du rapport ci-dessous; les idées proposées par les participants Bangladais et Turcs ajoutent à la réflexion tout au long de cette étude.

Enfin, l'étude elle-même a été conçue comme un processus itératif: deux premières versions de ce rapport ont été postées sur Internet avec des demandes de commentaires, et la richesse des contributions a été essentielle à l'apprentissage reflété dans ce document final. Des commentaires généreux sur le document de discussion initial, posté le 25 Juin 2010, a enrichi à la fois la version suivante postée le 4 Mars 2010 et la Phase 2 de recherche.

Tout ce matériel, à son tour, a nourri le Forum du Partenariat de Manille, une occasion d'apprentissage bien plus importante que l'étude présente, mais aussi une source précieuse de rétroactions et d'apprentissages pour l'étude. Bien que les résultats spécifiques du Forum se trouvent rapportés dans des documents séparés et ne sont pas répétés ici, ce rapport de l'étude finale a été préparé après le Forum avec l'intention spécifique d'y inclure les idées glanées de commentaires formels et informels mis à la disposition du chercheur lors de cet évènement. (Voir Encadré 2 ci-dessous pour en savoir davantage sur le Forum du Partenariat et le projet de recherche actuel).

Il doit être clair que les références faites ci-dessus au sujet d'un rapport «définitif» ne s'applique qu'aux contours de cette étude, et ne concerne pas le travail sur les apprentissages des FIC. Chaque version de ce rapport doit être considérée comme faisant partie d'un plus vaste processus vivant d'apprentissage dirigé par les intervenants eux-mêmes avec ces documents à l'appui. L'étude, quelle que soit sa version, devrait être appréhendée comme un instantané d'une entreprise en constante évolution qui continuera bien au-delà du cadre temporel étudié ici. Les commentaires nombreux fournis par les parties prenantes à ce jour donnent l'opportunité de faire avancer le débat, étant donné que les intervenants ont fourni un terreau fertile pour en tirer des leçons. Le but de ce rapport est de contribuer à un processus de collaboration pour délimiter ce territoire et en tirer des savoirs concrets et utilisables.

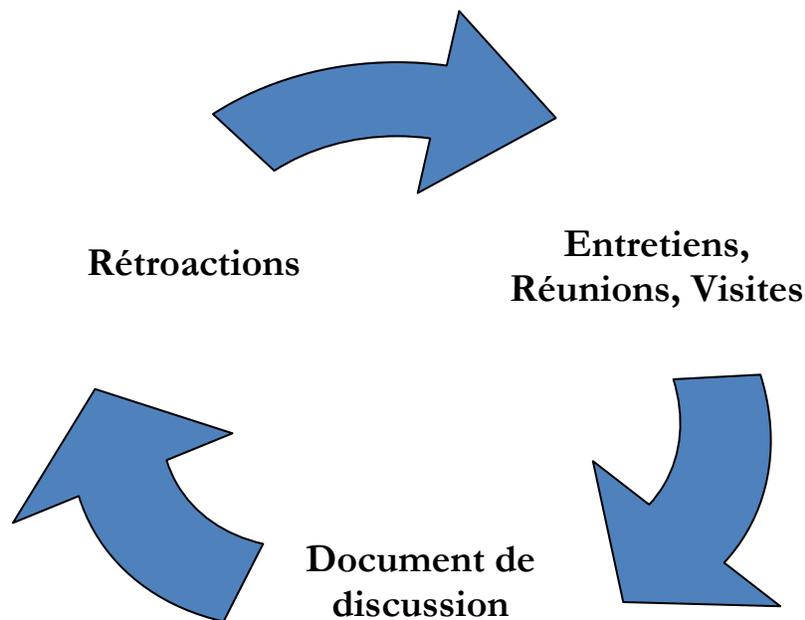
La finance climatique dans les pays en développement est un problème mondial de grande envergure avec une extraordinaire diversité de défis, d'opportunités et de parties prenantes. Le Fonds d'Investissement Climatique développe une série de réponses à ces défis et opportunités. Comme une étape dans un dialogue actif, ce rapport mettra l'accent

sur une évolution vers l'avant ; c'est-à-dire sur des sujets soulevés par des intervenants qui peuvent après discussion continue, enrichir directement les opérations en cours des FIC. Ce n'est nullement le seul territoire identifié par les personnes interrogées, mais il forme un terrain apte à focaliser l'étude présente. D'autres réflexions des intervenants sont grandement souhaitées.

Dans cet esprit, les lecteurs sont invités à participer au dialogue en cours en envoyant leurs commentaires au compte e-mail de l'Unité Administrative des FIC.

(FICAdminUnit@worldbank.org); le flux de commentaires sera à son tour posté sur le site web http://www.climateinvestmentfunds.org/FIC/knowledge_emerging. Les commentaires destinés à faire progresser l'apprentissage sur toute dimension sont les bienvenus; Les intervenants tiendront peut être particulièrement à répondre aux questions spécifiques mis en exergue dans la section "exemples de leçons" du Résumé, pages 9-14 ci-dessus.

Schéma Deux : Itérations dans l'étude



Encadré 2 : À propos de ce rapport et du Forum du Partenariat de Manille

Plus de 350 personnes, représentant des intervenants du monde entier, se sont rencontrés à Manille le 17 et 18 Mars 2010 pour entamer un dialogue d'apprentissage collectif autour des objectifs des FIC: le Forum du Partenariat. Une série de résultats spécifiques a émergé des réunions et sont rapportés séparément - voir http://www.climateinvestmentfunds.org/FIC/knowledge_emerging. L'étude présente a pour but non pas de répéter, mais de compléter les rapports du Forum du Partenariat. Les messages mis en avant à la plénière de clôture par le co-président Naderev Saño – transparence, participation des intervenants et changement transformationnel à tous les niveaux – se mettent en résonance avec les résultats de la présente étude. Bien qu'il n'y ait aucune tentative ici de rendre compte et de synthétiser les résultats du Forum, les observations, les discussions, et les séances au Forum ont offert une source d'enrichissement important pour les données issues de l'étude, et ont donc ainsi renseigné ce rapport final.⁹

Ces liens ne sont pas de nature fortuite, puisqu'une première version de ce rapport a été présentée en avant première du Forum comme document de fond pour les intervenants, dans l'intention d'aider le dialogue d'apprentissage à se développer. L'étude présente, dans toutes ses versions précédentes a été commandée et conçue dans le contexte du Forum du partenariat, en tant que contribution au soutien du processus d'apprentissage que le Forum devait entraîner. Les étapes de ce processus comprennent:

- 0 La carte du terrain: arriver à une compréhension commune des facteurs sous-jacents et des dynamiques clés derrière les défis, les opportunités et les thèmes d'intérêt commun, et trier les questions clés dont il faut tenir compte;
- 0 Etoffer les expériences in situ qui amènent à des leçons concrètes, et
- 0 Identifier de nouvelles options.

Une Activité importante de ce type s'est produite lors du Forum du partenariat, et le chercheur espère que les intervenants vont poursuivre et approfondir cette activité. En fait, l'une des conclusions fondamentales de cette étude est que l'efficacité des FIC dépendra beaucoup de la capacité de tous les intervenants à créer et à s'impliquer dans un réseau d'apprentissage continu, avec une rétroaction et un dialogue permanent. Les opportunités, les défis et les premières leçons dans ce domaine sont le sujet spécifique de la Section 3 et de l'Encadré 4 ci-dessous, mais puisque le Forum pour le partenariat de Manille a été un événement clé dans le cycle de vie des FIC dans ce domaine, il peut être utile d'offrir

⁹ L'Institut International pour le Développement Durable publie des bulletins électroniques quotidiens sur le Forum du Partenariat; l'auteur les a trouvés bien utiles, pendant le Forum et après, comme suppléments à ses propres notes (avec lesquelles ils ont toujours été cohérents); ils ont bien contribué à ce rapport. En même temps que j'écris, les bulletins sont encore disponibles en ligne sur <http://www.iisd.ca/ymc/climate/FIC2010/>.

quelques réflexions ici à propos du Forum comme si vu à travers la loupe du «réseau d'apprentissage».¹⁰

D'un point de vue du «réseau d'apprentissage», alors, et sur la base également d'observations d'efforts similaires au niveau international, le chercheur souhaite encourager les parties prenantes à voir ce qui s'est passé lors du Forum comme une première étape - et non comme un aboutissement, mais comme une étape importante - dans la création d'une communauté d'apprentissage. Ce qui était visible à Manille a été le développement de nouvelles relations et liens autour du climat et du développement - à travers les frontières du secteur, la région et la base de l'expérience. Particulièrement remarquable, pour cet observateur, a été la manière dont les sessions formelles et les interactions informelles au Forum se sont construites les unes sur les autres. Les sujets ont été abordés dans les salles de réunion, alors que le dialogue actif a continué dans l'atrium et les zones de passage. Il semblait y avoir une envie de s'engager, et un sentiment croissant de la valeur de ces nouveaux liens.

Cette envie et ces liens représentent un premier pas important; ce qui importe maintenant est de continuer. Comme le souligne ce rapport, les FIC génère de nouveaux savoirs vitaux utilisables sur le terrain. Il le fait en augmentant le volume par une montée en puissance des activités dans le pays et que le programme de gestion des connaissances des FIC est mis en service. Mais si cette connaissance reste en un seul endroit, sa valeur sera en grande partie perdue. Ce qui est nécessaire pour en tirer pleinement parti est de développer des liens qui perdurent axés sur l'apprentissage, du genre de ceux qui viennent juste de commencer à se former à Manille. Ainsi, ces observations mènent à la recommandation de «l'apprentissage de la leçon» sur laquelle les parties prenantes se concentrent et nourrissent ces relations, restant en contact par tous les moyens possibles, formels et informels - courrier électronique, outils en ligne, réunions et événements.

Bien qu'une grande partie de la rétroaction informelle reçue par le chercheur à Manille reflète l'excitation notée ci-dessus, cette rétroaction inclut également des exemples de frustrations réelles à propos de la *déconnexion*: certains participants avaient le sentiment que leurs voix n'étaient pas entendues. Cette étude n'a ni le mandat ni les données pour analyser pourquoi ce résultat est apparu dans certains cas, et pourquoi dans d'autres il semblait tout à fait différent, même si on peut noter que ce n'est pas inhabituel au moment des prémices d'efforts de ce genre: Les grands réseaux d'avant-garde sont difficiles à construire, et les premiers pas reflètent exactement cela. La suggestion découlant de la présente série d'observations est que, si toutes les parties concernées- les participants et les organisateurs - peuvent patiemment rester avec cette question, et trier ouvertement ce qui est nécessaire

¹⁰ Ces commentaires sont basés sur des observations personnelles et des rétroactions officielles au Forum du partenariat et sur l'expérience et des observations dans des contextes similaires ; ils ne sont en aucun cas systématiques et ne peuvent être envisagés même comme une évaluation partielle du Forum en lui-même. La rétroaction et autres mécanismes de rapports sont disponibles séparément pour de tels buts; le seul but ici est autour des apprentissages des leçons- pour aider les parties prenantes à encourager une communauté d'apprentissage.

pour passer à une communauté plus complète d'apprentissage, il y a une grande opportunité pour récolter des bénéfices nouveaux à la fois des efforts du passé (mais ces efforts peuvent sembler aller à l'époque) et des travaux en cours. Lorsque les communautés d'apprentissage croissent en taille et en diversité, les liens se multiplient et les problèmes qui semblaient insurmontables peuvent soudainement devenir gérables.

En bref, le chercheur tient à souligner la valeur, la bonne foi et le travail acharné fournis par les participants et les organisateurs de cet événement très important, et encourage toutes les parties concernées à poursuivre le dialogue d'apprentissage au niveau supérieur.

Dresser la carte du terrain

Le Fonds pour les Technologies Propres et les trois programmes ciblés dans le cadre du Fonds Climatique d'Investissement Stratégique, qui ensemble constituent les FIC, ont des objectifs distincts. Ainsi, les thèmes abordés ici, bien que généralement pertinents pour les financements, agissent de manière différente et prennent un relief différent selon les fonds et les programmes, tout comme ils le font dans le cas de pays différents. Ce rapport est placé pour une grande partie à un niveau général, mais il va inclure des références à des financements et des programmes spécifiques, où des solutions pratiques sont en cours d'élaboration. En examinant les implications des exemples cités ici (tel que la Turquie dans le FTP et le Bangladesh dans le PPRC), les lecteurs devraient prendre note des financements et programmes mis en avant.

Les lecteurs se référeront au site web des FIC, <http://www.climateinvestmentfunds.org/FIC/>, pour les résumés et les détails sur les programmes et les financements respectifs des FIC, mais très brièvement:¹¹

- Le Fonds pour les Technologies Propres (FTP) encourage les investissements pour engager une transition vers des technologies propres. Le FTP vise à combler une lacune dans l'architecture internationale pour le financement du développement disponible à des taux plus favorables que les conditions standard proposées par les Banques Multilatérales de Développement (BMD) et à l'échelle nécessaire pour aider à fournir des incitations aux pays en développement à intégrer des mesures nationales d'atténuation appropriées dans des plans de développement durable et des décisions d'investissement. Grâce au FTP, les pays, les banques multilatérales de développement, et autres partenaires conviennent des plans d'investissement des pays pour des programmes qui contribuent à la démonstration, au déploiement et au transfert des technologies à faible émission de carbone avec un potentiel important de réduction des émissions de gaz à effet de serre.

¹¹ Source de ces résumés: site web des FIC.

- Le Fonds Stratégique pour le Climat (FSC) sert de fonds global pour soutenir des programmes ciblés avec des fonds réservés à piloter de nouvelles approches ayant un potentiel pour une action transformationnelle croissante, visant à un défi spécifique du changement climatique ou à une réponse sectorielle. Les programmes ciblés dans le cadre du SCF comprennent:
 - Le Programme d'Investissement Forestier (PIF), approuvé en Mai 2009, vise à soutenir les efforts des pays en développement pour réduire les émissions de gaz à effet de serre résultant de la déforestation et de la dégradation des forêts, en fournissant un financement provisoire à grande échelle pour des réformes de préparation et des investissements publics et privés. Il servira à financer les programmes visant à s'attaquer aux causes profondes de la déforestation et de la dégradation des forêts et de surmonter les obstacles qui ont entravé les efforts passés pour le faire.
 - Le Programme Pilote pour la Résilience Climatique (PPRC), approuvé en Novembre 2008, a été le premier programme dans le cadre du FSC à devenir opérationnel. Il vise à piloter et à démontrer comment les risques et la résilience climatiques peuvent être intégrés dans la planification de base et la mise en œuvre du développement. De cette façon, le PPRC fournit des incitations pour une action à grande échelle et initie un changement transformationnel.
 - Le Programme de valorisation à grande échelle des énergies renouvelables pour les pays à faible revenu (SREP), approuvé en mai 2009, vise à démontrer la viabilité économique, sociale et environnementale des voies de développement à faible intensité de carbone dans le secteur de l'énergie, en créant de nouvelles opportunités économiques et en augmentant l'accès à l'énergie grâce à l'utilisation des énergies renouvelables.

Le territoire est, de par sa nature, un défi, et les perspectives des intervenants sont naturellement diversifiées. Pourtant, deux résultats d'analyse générale se distinguent dans cette étude:

- Tout d'abord, de la première phase (entrevues avec les intervenants mondiaux): Malgré la diversité des points de vue ci-dessus et la gamme parfois décourageante de détails mentionnés dans le texte principal, l'étude a révélé que les différents points de vue, priorités et observations des intervenants, ne doivent pas être considérés comme des rapports isolés, divergents. Au contraire, ils se constituent autour des thèmes ancrés dans les objectifs de base des FIC et le contexte dans lequel ils opèrent. Il y a donc d'excellentes possibilités de dialogue et d'apprentissage nouveau. Une manière principale par laquelle cette étude vise à contribuer à ce processus est de décrire ces thèmes communs, afin que les intervenants puissent à leur

tour construire une compréhension commune à la fois des défis qu'ils doivent relever et les possibilités de tirer des leçons constructives.

- Deuxièmement, en combinant les résultats des entretiens de la Phase Un avec le travail plus récent des pays bénéficiaires (Phase Deux), il est clair que les intervenants qui cherchent à gérer les défis mondiaux en matière de finances climatiques disposent désormais d'une riche veine largement inexploitée de ressources d'apprentissage dans la façon dont ces défis sont appréhendés sur le terrain dans les programmes des FIC. Un examen d'ensemble des rétroactions à ce jour suggère fortement que le recours à des expériences sur le terrain est généralement la stratégie la plus productive d'apprentissage pour les FIC. Le moyen, le plus puissant et de loin, pour exploiter ces ressources est s'appuyer en collaboration sur l'extraordinaire diversité représentée par les parties prenantes des FIC. Ce document de travail est une invitation à toutes les parties prenantes à explorer ce territoire; il est également destiné à offrir, grâce à la contribution généreuse des participants à ce jour, une carte très préliminaire du terrain.

Pour illustrer ce que signifie « dresser une carte » de ce type de « terrain », considérer que pour beaucoup de bonnes raisons (voir plus loin), l'objectif des FIC vise d'une part, la vitesse, la simplicité et la souplesse dans la planification et la mise en œuvre, mais aussi, d'autre part l'impact transformationnel profond, l'engagement multiple des parties prenantes et des partenariats, et les normes et critères de qualité importants et uniformes. L'enjeu sous-jacent ici est parfois résumé dans le présent document comme un dilemme « vitesse / pénétration » et est traité plus en profondeur dans la Section 1 ci-dessous. En réalité, comme avec les autres défis mentionnés dans ce document, il n'y a pas ici de dichotomie inévitable ou de compromis: Dans leur travail sur le terrain, les FIC développent une expérience directe dans la gestion à la fois de la vitesse et de la pénétration, dans le cadre spécifique du financement des questions climatiques. La Turquie et le Bangladesh soulignent tous deux des leçons potentielles dans ce domaine, comme nous le voyons dans le Résumé ci-dessus, et de plus larges résultats par pays sont résumés dans la Section 1 du texte principal. Des éléments similaires sont proposés pour les sept thèmes de ce rapport; pour chacun de ces thèmes le Résumé inclut les faits saillants des cas et quelques exemples de leçons résumées, alors que le corps de ce rapport fournit plus de détails sur les observations et les perspectives des intervenants.

Le chercheur espère que cette présentation aidera les intervenants dans leur dialogue continu d'apprentissage. Tout « résultat » sera considéré de façon productive comme un moyen de faire avancer la discussion, plutôt que comme une conclusion. La valeur de tels « résultats » dépendra de la façon dont les intervenants les utiliseront; voir l'encadré 4 à la fin de la Section 3 ci-dessous pour en savoir plus sur les stratégies d'apprentissage des multiples parties prenantes. Le chercheur tient à remercier tous ceux qui ont contribué à cette étude, à travers des entretiens formels, des commentaires sur les premiers documents de travail et des discussions informelles, pour les commentaires patients et judicieux sur des sujets qui sont souvent, par leur nature complexes et délicats.

Encadré 3 : Etude Méthodologique - Comment ce rapport a été écrit

La méthodologie pour cette étude a été adaptée à l'objectif principal de promouvoir un dialogue d'apprentissage, plutôt que de produire des résultats d'évaluation. Le chercheur a donc cherché à recueillir des commentaires dans un esprit de réflexion et de collaboration par le biais d'entretiens qualitatifs et ouverts. Les entretiens, avec des individus ou des petits groupes, ont été organisés en deux cycles. Ces deux cycles pris ensemble visaient à recueillir les opinions d'un large éventail d'intervenants; mais, puisqu'il n'y avait aucune intention d'évaluation, au lieu d'un échantillon statistique, les personnes interrogées ont été choisies en fonction de leur disponibilité, avec l'aide de l'unité administrative, en vue d'obtenir la meilleure participation possible, compte tenu des contraintes logistiques. Les personnes interrogées de la première série étaient généralement des participants au processus de conception ou de gouvernance (y compris les "observateurs actifs") des programmes des FIC, avec l'idée que leurs points de vue fourniraient un contexte pour des entretiens in situ au deuxième tour.

Le premier tour s'est déroulé d'août à décembre 2009. Les entretiens du premier tour étaient basés sur un questionnaire qui demandait aux répondants de décrire leur expérience avec les FIC, d'offrir des enseignements pour les travaux en cours et futurs, d'identifier les traits distinctifs des FIC, et de proposer des sujets d'apprentissage spécifiques. Environ 75 personnes ont été interrogées lors du premier tour.

Le premier tour a également bénéficié des observations lors des réunions du Comité et du Sous Comité des Fonds d'affectation Spéciale, et des événements qui y sont liés, y compris, entre autres, la réunion des pays pilotes du PPRC en octobre 2009.

Lorsque le premier tour a été terminé, le chercheur a examiné et analysé les commentaires et a généré un document de travail provisoire, publié sur le Web pour commentaires le 25 janvier 2010. Cette première analyse a révélé que, même si il y avait une grande diversité dans les perspectives et observations des intervenants, leurs commentaires avaient tendance à se constituer autour d'une série de thèmes qui étaient à leur tour liés à l'objectif sous-jacent et au contexte des FIC. Lorsque le consensus était déjà présent - par exemple, de l'intérêt du Comité des BMD - ceci a été noté dans le document de discussion. Mais dans la plupart des cas - comme pour la définition du changement transformationnel - il était trop tôt pour résumer le consensus; ici, l'objectif des chercheurs était de résumer l'éventail des réponses et de fournir une base conceptuelle qui pourrait aider les intervenants à passer à un consensus. Ainsi, le projet provisoire a cherché à placer les commentaires reçus dans un cadre thématique qui dessinaient les défis et les possibilités sous-jacents pour les FIC. Comme il était déjà clair dès le premier tour que les leçons concrètes étaient plus susceptibles d'être trouvées dans les expériences sur le terrain (ce qui était le sujet du deuxième tour), le document de discussion a cité des exemples dont les données étaient disponibles, et a encouragé les intervenants à proposer des exemples concrets, accompagnés de commentaires généraux sur le résumé thématique proposé dans le projet.

Les sept thèmes identifiés et discutés dans le projet provisoire (également à la base de ce rapport) ont été choisis à partir des commentaires reçus à travers deux critères fondamentaux: (1) la possibilité de contribuer à l'avenir de l'activité des FIC et (2) le degré de chevauchement, même si à partir de points de vue divergents, dans les réponses des parties prenantes

La deuxième série comprenait des entretiens supplémentaires portant sur l'expérience sur le terrain, y compris des visites au Bangladesh, où le chercheur a observé des parties de la mission conjointe PPRC et a rencontré les participants de manière informelle, ainsi qu'en Turquie, où le chercheur a interrogé des fonctionnaires du gouvernement turc et des gestionnaires des banques de développement turques participant au financement du FTP. Ces résultats, ainsi que les résultats des commentaires détaillés de la première version fournie par les parties prenantes, a conduit à la création du document de discussion du 4 Mars 2010, posté avant le Forum du Partenariat de Manille. D'autres entretiens et commentaires reçus lors du Forum lui-même, ont fourni du matériel essentiel pour cette révision post-Manille du rapport.

Des limitations logistiques ont entraîné une compression du temps pour le second tour, et la plupart des commentaires sur le document initial est intervenue après la plupart des entretiens du deuxième tour effectués à ce jour. Ainsi, bien que de nombreux commentaires des intervenants comprenaient des suggestions pour des analyses spécifiques supplémentaires ou des précisions sur des sujets spécifiques, généralement, il a été possible d'inclure ces éléments supplémentaires dans ce document de travail que dans la mesure où les données étaient déjà disponibles. Surtout dans les lieux où ceci s'est révélé contraignant, le présent rapport comprend des indications que les intervenants étaient intéressés par une analyse plus approfondie.

L'annexe comprend une liste de gouvernements et d'organisations qui ont contribué au processus des entretiens. Les «données» pour cette étude provenaient de ces contributions, plus les observations des réunions et événements des FIC, l'examen des rapports et autres documents, et, surtout, des observations écrites et orales des intervenants sur les versions provisoires. L'analyse proposée ici, sur la base de ces données, est destinée à:

Fournir aux intervenants des approches conceptuelles et une carte synoptique du "territoire", afin qu'ils puissent eux-mêmes naviguer vers l'apprentissage continu;

Offrir des exemples concrets de leçons tirées de l'expérience sur le terrain pour semer un processus d'apprentissage continu; et

Proposer, dans un même esprit, des idées pour des stratégies d'apprentissage.

Une conclusion analytique générale du travail à ce jour dans son ensemble est que l'expérience dans le pays fournit un terrain fertile – quoique encore préliminaire - une source d'apprentissage, y compris autour de thèmes que les intervenants mondiaux ont identifiés comme des défis. En s'appuyant sur le document de discussion précédent, le deuxième tour a donc mis la priorité sur les informations sur le terrain. Le Résumé du présent rapport met en lumière des observations lors des visites au Bangladesh et en Turquie, et ces observations apparaissent également dans le rapport principal. Pourtant, il est clair qu'à partir du deuxième tour l'information dans le pays à la disposition de la présente étude, à travers les visites et les entretiens, ne constitue qu'une petite tranche de ce qui est maintenant disponible pour tirer des enseignements concrets, et que l'image est en constante évolution: les programmes ne commencent que maintenant à entrer en activité. Ainsi, les informations sur le terrain et les observations incluses dans cette étude sont de nature provisoire et préliminaire: Il est encore trop tôt pour les FIC, et les données sont encore limitées, ne permettant en aucun cas des conclusions de l'évaluation. Mais la prise en compte et l'application rapide des premiers enseignements, et la recherche ensuite de nouveaux résultats supplémentaires est un moyen puissant pour générer des connaissances pratiques dans un domaine nouveau comme la finance climatique. Rassembler les enseignements reste une tâche qui peut et doit se poursuivre.

Bien que, pour les raisons indiquées ci-dessus, il n'a pas été possible de couvrir complètement tous les thèmes soulevés par les commentaires des intervenants, ce rapport a énormément bénéficié de ces observations, et le chercheur tient à remercier les commentateurs et les personnes interrogées pour leur contribution réfléchie et patiente. Plus important encore, l'apprentissage ne s'arrêtera pas là, mais sera poursuivi par les intervenants eux-mêmes et à travers le programme de gestion des connaissances des FIC.

Vue d'ensemble Thématique

Le financement des questions climatiques est différent du financement du développement, ainsi les Fonds d'Investissement Climatique, dont les objectifs touchent à la fois au climat et au développement, cherchent des solutions distinctives mais cependant applicables de façon large. Un climat stable est un bien public mondial, donc tout le monde se doit d'être engagé à travailler à ces solutions. Le problème du changement climatique, dans la mesure où il est causé par des activités humaines, est relativement nouveau, ce qui fait que personne ne possède un répertoire de réponses et chacun est à la recherche d'une nouvelle façon de comprendre les choses. Une nouvelle architecture d'ensemble, internationale, pour lutter contre le changement climatique est encore en cours de négociation, aussi le financement provisoire doit donc favoriser ces savoirs sans préjuger ces négociations. En tant que véhicules de transition, les Fonds d'Investissement Climatique visent à avoir un impact significatif dans un temps limité, avec des ressources limitées, aussi une intervention rapide sur le terrain et un effet levier pour obtenir un impact à l'échelle sont-ils vitaux pour la réussite.¹²

Ces réalités sous-jacentes génèrent une série de défis mais aussi d'opportunités avec lesquels les Fonds d'Investissement Climatique (FIC) travaillent chaque jour, au niveau de la conception, de la stratégie et des opérations. L'expérience toute neuve des FIC face à ces défis et à ces opportunités est l'objet du présent document, qui vise à cartographier les dynamiques sous-jacentes et à tirer des enseignements concrets de ce qui ressort sur le terrain, pour chacun des sept domaines thématiques. Avant de prendre chaque thème l'un après l'autre il peut être utile d'esquisser quelques concepts généraux potentiellement utiles qui découlent directement de ces réalités sous-jacentes précitées.

Mondial, Régional, National et Local

Les FIC ont des objectifs mondiaux, mais ils sont mis en œuvre au niveau national et local (c'est-à-dire aux niveaux du pays et des communautés). Sur le terrain, ils doivent répondre aux besoins nationaux et locaux, ce qui implique souplesse, simplicité, rapidité, vitesse et intégration dans le cadre de la politique nationale, un engagement effectif avec les communautés touchées et des coûts faibles de transaction—un éventail de buts ambitieux, étant donné surtout le cadre de temps limité des FIC. Dans le même temps les FIC cherchent à atteindre leurs objectifs mondiaux de générer des effets levier et du savoir largement applicable, dont le résultat serait une réduction substantielle ou une élimination des émissions de gaz à effet de serre, tout cela doublé de bénéfices régionaux, nationaux et locaux dans la protection de l'environnement, le développement social, économique et humain.

¹² Compte tenu de l'échelle du problème auquel les FIC cherchent à s'attaquer, un levier financier devrait être compris comme incluant non seulement un co-financement des BMD, mais aussi un levier multipliant l'impact combiné des BMD et les fonds des FIC, par exemple, à travers le financement du secteur privé et des effets de démonstration. Pour plus de précision sur le caractère transitionnel des FIC, voir les clauses de caducité, par exemple, paragraphes 56-57 du document de conception du Fonds pour les Technologies Propres (Juin 2008): http://www.climateinvestmentfunds.org/FIC/sites/climateinvestmentfunds.org/files/Clean_Technology_Fund_paper_June_9_final.pdf.

Faire tout cela en même temps soulève une foule de défis :

1. Au niveau des objectifs politiques, les défis incluent le « dilemme vitesse/profondeur » dont nous avons déjà parlé et auxquels s'ajoutent également des tensions entre les objectifs appelés simplicité et flexibilité d'une part, et ambition et échelle de l'impact d'autre part. De nombreux intervenants ont estimé que la façon dont le Fonds pour les Technologies Propres (CTF) est passé de la conception à l'approbation des Plans d'Investissement puis à l'approbation du projet dans l'année a été une réalisation remarquable au niveau de la dimension vitesse, et l'application des stratégies nationales existantes pour élaborer ces plans et ces projets représente une approche prometteuse pour atteindre simultanément la profondeur, comme on le verra plus concrètement dans la Section 1 ci-dessous et dans le Résumé. Ces discussions offrent aussi des observations préliminaires sur la question de ce qui a rendu possible cette vitesse remarquable de mise en œuvre des FIC. Pourtant, les intervenants ont également vu des compromis au niveau de la dimension profondeur de l'activité FIC à ce jour. Il sera donc utile d'examiner les résultats plus en détail dans les pays bénéficiaires au fur et à mesure de l'aboutissement des projets, de recueillir des enseignements spécifiques sur la vitesse et la profondeur à la fois dans le financement des technologies propres et dans d'autres programmes des FIC. La section 1 offre une gamme d'observations préliminaires issue de l'expérience dans le pays et concernant à la fois les dimensions de ce défi et les chemins prometteurs qui s'ouvrent.

2. Lors d'un compromis négocié, une des façons avec laquelle les FIC ont cherché à gérer la dynamique locale, nationale, régionale, mondiale a été d'instaurer le « changement transformationnel » comme un objectif de financement des FIC. Le défi qui découle de ce compromis, sujet de la Section 2 ci-dessous, est de savoir comment définir le « changement transformationnel » d'une manière satisfaisante pour répondre simultanément aux besoins locaux, nationaux et mondiaux: les définitions doivent être (a) sensibles au contexte de sorte que les FIC puissent répondre aux divers besoins locaux, mais (b) suffisamment généraux pour avoir une signification prévisible en tant que critère. En bref, un aspect du défi à relever ici, pourrait être décrit comme une combinaison échelle et personnalisation. Alors que ceci n'est clairement pas facile, il représente tout aussi clairement une occasion importante de définir un terrain d'entente vital entre pays donateurs et bénéficiaires dans le monde entier en matière de financement climatique dans le contexte des pays en développement.

3. Etant donné que le problème du changement climatique est à la fois local, national et mondial, que tous les acteurs doivent être mobilisés, et que l'apprentissage est essentiel, les FIC cherchent à fonctionner comme un réseau d'apprentissage mondial complexe. La Section 3 esquisse des idées émises par les intervenants jusqu'à présent concernant ce défi qui en est un sérieux, puisque les FIC ont des ressources limitées et ont donc besoin de l'effet levier simplement pour fonctionner efficacement en tant que réseau. Les relations à travers le réseau, dans différentes catégories, sont l'objet des sections 4 - 6; définir l'objet et la structure de ces relations, de façon à ce que cela fonctionne au niveau mondial et local (les solutions seront souvent différentes) est un défi important touchant ces relations.

La structure explicite des FIC en tant que véhicules de transition, prévue pour être supprimée de façon progressive via une « clause de temporisation », ajoute des angles à ces défis, puisque pour servir leurs objectifs, les FIC doivent récolter des apprentissages largement applicables (exigeant de la profondeur) dans un court laps de temps (exigeant de la vitesse). Utiliser l'effet levier pour nouer des liens et pour les ressources doit faire partie de la solution, et ce sujet ouvre son propre ensemble de défis et d'opportunités.

L'effet levier et la mobilisation des ressources

L'objectif des FIC est de servir de catalyseur pour mobiliser les ressources financières et les compétences du public et de façon plus cruciale celles du secteur privé, à des échelles considérablement plus élevées que les montants en dollars engagés dans les FIC. En outre, ils cherchent l'effet levier pour les savoirs et l'engagement d'un large éventail d'acteurs dans la finance climatique et le développement, y compris des partenaires au développement bilatéral et multilatéral, la société civile, les populations autochtones et autres communautés affectées. Comment une petite série de financements, avec un personnel administratif réduit, parvient à tout ceci sans (a) s'enliser dans la complexité ou (b) être réduit à devenir un cas de plus dans le financement existant du « les affaires continuent »?

Une innovation importante dans ce domaine, évoquée dans la section 4, est la façon dont les FIC a coordonné un partenariat entre plusieurs Banques Multilatérales de Développement, tant dans les finances publiques que le secteur privé¹³. Bien que ce partenariat soit encore un processus en cours, les intervenants ont indiqué que les ressources financières et autres se combinent souvent efficacement entre ces institutions de façon nouvelle et productive. En attendant, les FIC acquièrent une expérience de plus grande coordination avec d'autres partenaires au développement, comme les organismes des Nations Unies et les agences bilatérales; les personnes interrogées ont suggéré qu'une approche plus systématique pourrait être utile dans ce domaine. Un défi de taille maintenant (Section 5) est d'étendre les avantages jusqu'à l'engagement de multiples parties prenantes: le secteur public, le secteur privé, la société civile, les communautés touchées. Il existe déjà une certaine expérience opérationnelle dans ces domaines, en particulier dans le Programme Pilote pour la Résilience Climatique¹⁴ et, au stade de la conception du Programme d'investissement pour la Forêt. Il reste cependant encore beaucoup à être élaboré dans ce domaine.

Au cœur de l'effort de collaboration entre les gouvernements et les autres parties prenantes, se trouve la structure de gouvernance, où les FIC ont développé un modèle de représentation équilibré et global. La Section 6 traite de l'expérience avec ce modèle, y

¹³ . La Banque Africaine de Développement, la Banque Asiatique de Développement, la Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement, la Banque Inter-Américaine de Développement et le Groupe de la Banque Mondiale (qui inclut, *inter alia*, la Banque Mondiale et la Société Financière Internationale).

¹⁴ Le Fonds pour les Technologies Propres (FTP) a aussi rapporté une expérience avec un engagement de parties prenantes. Cependant, à cause des différents buts et impacts du FTP, les processus sont distincts et les données disponibles à ce jour sont trop limitées pour permettre une identification des enseignements liés au FTP dans ce domaine.

compris des progrès et des difficultés à concilier les besoins respectifs des pays donateurs et ceux des pays bénéficiaires et à s'acheminer vers une véritable copropriété. (Notez que le nouveau rôle d'«observateur actif» pour les parties prenantes sur le rôle des comités des FIC est un sujet de la Section 5, car il se rapporte à l'engagement des parties prenantes en général, alors qu'il est également une caractéristique de la structure de gouvernance des FIC).

Les effets levier et les défis dus à l'échelle sont particulièrement graves quand il s'agit de l'allocation des ressources financières. La Section 7 conclut ce papier par un bref examen des thèmes de financement à travers le prisme des commentaires des intervenants à ce jour. Chaque pilote doit disposer de ressources suffisantes pour parvenir à impacter et à générer un apprentissage, ce qui sous-entend que les pilotes doivent être maintenus à un petit nombre. Mais trop peu de pilotes équivaudrait à une expérience insuffisante pour un apprentissage comparatif (par exemple, avoir une série de cas dans un secteur particulier) et une échelle insuffisante pour faire face à la diversité du problème du changement climatique. En outre, la sélection des pilotes n'est que le début du défi. Quelle est la meilleure façon d'allouer des fonds raréfiés entre les pilotes pour un bénéfice maximum à l'échelle? La section 7 énonce également ces défis, ainsi qu'une série d'autres sujets relatifs à comment tirer le meilleur parti du financement des FIC par exemple : des incitations du secteur privé et des effets levier du secteur privé dans le financement des questions climatiques ; des subventions et des prêts avantageux en financement climatique ; et des mesures de protection sociale et environnementale.

Comme on l'a dit au cours de ce rapport, les répondants ont noté sans cesse que la réussite de ces défis et la réalisation de l'effet levier exigent d'établir de la confiance parmi une grande variété d'intervenants. Les lecteurs peuvent observer que ceci, allié au besoin de souplesse sur le terrain, est comme un fil conducteur dans tout le rapport.

Le corps du présent document résume les informations sur l'éventail des thèmes abordés ci-dessus, les défis et les opportunités, et les enseignements tirés des expériences sur le terrain, dans trois grands volets: (a) des buts primordiaux (Sections 1 - 3), (b) favoriser les relations (Sections 4 - 6) et (c) le financement et stratégie de financement (Section 7).

A. BUTS PRIMORDIAUX

Parmi les objectifs divers qui animent les FIC, trois défis thématiques majeurs – décrits brièvement dans la section «Mondial, Régional, National et Local» ci-dessus ont surgi des entretiens à ce jour: (1) équilibrer la vitesse et la profondeur dans la mise en œuvre, (2) réaliser le changement transformationnel, et (3) créer un réseau d'apprentissage mondial.

1. Vitesse et Profondeur

Les parties prenantes veulent voir une action rapide sur le terrain pour un certain nombre de raisons, dont l'urgence de la nécessité et le fait de la nature particulière des FIC: en tant que véhicules de transition, elles ont besoin de produire des résultats rapides et mesurables pour atteindre leurs objectifs qui sont de générer des connaissances utilisables et des chemins pour avoir un impact à différents échelons. Des cycles de temps rapides sont essentiels pour répondre à la fois aux priorités des pays bénéficiaires et pour réaliser des bénéfices plus larges de l'apprentissage. De même, pour de nombreux intervenants, l'objectif de l'impact à grande échelle avec des ressources limitées dans un environnement complexe appelle à une planification stratégique avancée forte, avec une priorité sur l'engagement en profondeur avec de multiples parties prenantes au niveau régional, national et local. Les stratégies des parties prenantes qui appartiennent¹⁵ au pays prennent du temps.

À titre d'exemple des cycles de temps envisagés, la Phase 1 du processus de planification pour le Programme Pilote pour la Résilience Climatique (PPRC) envisage une durée de trois à 18 mois.

Plusieurs personnes interrogées ont formulé des observations sur la rapidité avec laquelle les trois premiers plans d'investissement pour le Fonds des Technologies Propres (FTP) ont été élaborés et approuvés, en Egypte, au Mexique et en Turquie. Les participants à ce processus ont indiqué que cela avait entraîné des compromis, mais que les personnes concernées travaillaient également avec, à l'esprit, les objectifs stratégiques à plus long terme de chaque pays et du FTP, dans un effort direct de gérer les dilemmes impliqués.

Par exemple, une approche créative pour vitesse et profondeur a été de sélectionner des projets déjà sur la planche à dessin pour les inclure dans ces plans d'investissement précoces, mais seulement quand ces projets répondaient aux critères stratégiques, pourvu que le financement FIC fasse passer les projets au-dessus des barrières initiales et que les résultats aient des effets multiplicateurs attendus, par exemple par le biais des effets de démonstration. Les intervenants se demandaient si ces critères ont été efficaces dans la pratique, assez efficaces pour assurer que les FIC seront plus qu'un « un de plus » au « les

¹⁵ Les expressions “qui appartiennent au pays” et “mené par le pays” apparaissent souvent dans les discussions des FIC, et apparaissent aussi dans ce rapport. Des parties prenantes ont demandé si “pays” (ou “national”) ici signifiait le gouvernement, ou quelque chose de plus large. Sur la base des réponses dans cette étude, une possible définition serait que ces phrases réfèrent à un *processus* mené par le gouvernement national mais engageant toutes les parties prenantes concernées. Ceci soulève immédiatement le défi “vitesse-profondeur” examiné dans cette section, ainsi que les thèmes de l’engagement des parties prenantes abordé en long dans la partie B de ce rapport.

affaires continuent »; plus généralement, les intervenants cherchent à découvrir à partir des travaux en cours, ce que les clés du succès pour les stratégies de ce genre sont. L'expérience poursuivie sur le terrain (à la fois positive et négative) de ces plans d'investissements et autres devraient fournir des informations précieuses sur les dimensions diverses du défi vitesse/ profondeur, et les intervenants sont encouragés à échanger des commentaires sur ceci au fur et à mesure de la progression du processus des leçons tirées.

A ce stade, il est intéressant de noter une série de polarités parallèles qui ont trait au défi vitesse/profondeur et qui ont été également source de préoccupation pour les intervenants. Le Tableau 1 ci-dessous est une ébauche de plan, destinée à faire ressortir les contrastes concernés. En réalité, les différences ne sont pas si marquées, et un terrain d'entente est souvent possible. En effet, comme noté dans le Résumé, les FIC innovent de manière active pour trouver des « solutions simultanées » qui aideront à un progrès sur les deux côtés du tableau ci-dessous.

TABLEAU 1 : UNE ÉBAUCHE DE PLAN

Rapidité, Simplicité, Faibles Coûts de Transaction	Profondeur, Impact, Haute Qualité
Rapidité de la planification et des opérations	Profondeur de la planification, engagement complet des parties prenantes et du pays, des normes élevées de qualité et responsabilité financière
A court terme, obtenir des résultats rapides sur le terrain	Pour le long terme, la coordination avec les processus d'aménagement du territoire et des objectifs
Facilité administrative, faibles coûts de transaction, simplicité	Responsabilité financière envers les parties prenantes multiples et critères ambitieux
Alignement et réalisation des plans nationaux existants ; éviter une nouvelle planification et les charges des processus	Catalyseur du changement, nouvelle réflexion stratégique
Flexibilité pour répondre aux besoins immédiats du pays	Adhérer aux critères et normes mondiales fixés à l'avance et permettre les échanges transversaux de connaissances et les impacts
Mise en œuvre des projets spécifiques nécessaires	Développer des politiques, plans et programmes efficaces
Atténuation immédiate des effets directs ou impact de la résilience	Au fil du temps impact indirect de transformation
Les FIC comme une nouvelle partie du courant principal de financement existant	Les FIC comme catalyseur d'un nouveau courant
Apprendre par la pratique, y compris une tolérance pour les premiers résultats mitigés	Une performance de qualité à la fois sur les dimensions du climat et du développement

Les dilemmes sous-jacents ici sont des défis fondamentaux, inévitables qu'on retrouve dans chacun des domaines spécifiques étudiés plus loin dans cette note. Cependant, comme le montre déjà l'expérience précoce, même quand les améliorations dans ces domaines semblent nous diriger vers la droite du graphique, avec les coûts associés pour la réussite de l'autre côté, il y a de grandes possibilités pour trouver des solutions qui améliorent les résultats des deux côtés, tant que le tableau dans son entier – et l'éventail entier des intérêts liés aux intervenants - est gardé en vue.

Les « solutions » peuvent parfois impliquer de trouver un équilibre approprié entre les objectifs; il y a parfois des opportunités qui permettent de surmonter le défi et de faire progresser la vitesse et la profondeur simultanément parvenant ainsi à une «solution simultanée». Dans tous les cas, le meilleur endroit pour chercher des solutions et des leçons est dans l'action sur le terrain, dans le pays.

- Le plan d'investissement du FTP au Mexique peut être un exemple utile de la réalisation simultanée de la vitesse et de la profondeur. Ici un facteur clé aidant a été la présence d'une stratégie nationale existante forte sur laquelle le FTP a pu aligner son plan d'investissement. Par exemple, le gouvernement avait fixé un objectif de réduction de 20% de l'empreinte carbone du réseau de transport urbain du pays en renforçant le réseau de bus de transit rapide à travers le pays. Le financement du FTP a permis au gouvernement de fournir aux municipalités des incitations pour adopter des équipements de conception améliorée afin de catalyser un mouvement vers le transport en commun. Plus généralement, le Plan d'investissement mexicain du FCT a cherché à sélectionner des idées d'action à court terme existant déjà sur la planche à dessin, mais intégrées dans la stratégie à plus long terme du climat au Mexique.
 - Il a probablement été utile que le gouvernement du Mexique avait déjà décidé d'être parmi les premiers à adopter la technologie à faible émission de carbone, avait un intérêt très fort dans la poursuite de sa mise en œuvre, et était engagé au plan international sur les questions climatiques (par exemple, dans les négociations climatiques). Des plans existants mexicains, pré FTP déjà bien développés, étaient basés sur une étude¹⁶ de la Banque Mondiale sur la croissance à faible teneur en carbone, menée en collaboration avec l'Université Nationale du Mexique, une étude de McKinsey pour l'horizon « 2050 »; et une politique des prêts au développement de la Banque Mondiale.
 - A un niveau plus détaillé, en ce qui concerne le programme ou la dimension du projet par rapport au défi à relever ici, la mise en place de l'institution financière au Mexique peut être un exemple constructif. Cela a commencé par une seule proposition de projet qui s'est rapidement

¹⁶ Soutenu par le Département pour le Développement International du Royaume-Uni.

transformée en un programme plus large avec une coopération entre la Banque Inter-Américaine de développement et la Société Financière Internationale.

- Les répondants ont suggéré que le FTP au Mexique a produit un effet levier beaucoup plus important sur des plans et programmes existants, en offrant de nouvelles incitations et aussi à travers l'assistance technique. La principale action ici n'était pas dans la conception du programme - qui existait souvent déjà - mais dans la mise en œuvre. Des projets spécifiques, par exemple, n'étaient pas en place, même avec des programmes pré existants, et le FTP a été en mesure d'accélérer et d'améliorer un programme de changement à grande échelle pour le développement à faible émission de carbone au Mexique.
- Il est trop tôt pour tirer des conclusions sur les résultats de ces initiatives, et de toute façon l'étude présente ne dispose pas de données (et n'a pas de mandat) pour aborder cette question. Pourtant, il n'est probablement pas trop tôt pour regarder les modèles émergents au Mexique pour un apprentissage pratique sur le thème vitesse/profondeur. Les intervenants sont invités à proposer des enseignements sur la façon dont l'approche décrite ici s'est déroulée au Mexique à ce jour.
- Le processus de planification du FTP en Turquie a également progressé très rapidement, et une fois de plus la profondeur stratégique reste en vue. Des observations préliminaires sur ce résultat lors de la visite en Turquie comprennent :
 - La présence d'une stratégie actuelle de faible croissance carbone, avec une gamme de scénarios ou « tranches » a été une base fondamentale pour le Plan d'Investissement du FTP. Le gouvernement a été en mesure d'utiliser la disponibilité du financement du FTP pour « arrondir la courbe » et passer à un scénario plus favorable.
 - Le rôle de leader que le Trésor a tenu et sa forte capacité ont été déterminants dans ce processus, ensemble avec une priorité claire que le Gouvernement avait assigné à une faible croissance carbone.
 - L'expérience du Trésor avec les banques de développement financier publiques et privées Turques comme intermédiaires dans les prêts multilatéraux, et l'expérience correspondante de ces banques intermédiaires ont aussi fourni une base essentielle de travail ici. Etant donné que ces mêmes banques devaient être à nouveau impliquées, le processus de « l'engagement du secteur privé » a été rapide et simple. D'autres intervenants ont été tenus informés et invités à commenter les projets, mais il n'y a pas eu de vaste processus de participation des intervenants au-delà. Les banques en Turquie interrogées pour cette

étude ont souligné que les liens préexistants avec les banques multilatérales de développement ont créé une base sur laquelle elles pouvaient s'engager autour d'une planification détaillée du FTP, et elles estimaient que leurs voix étaient entendues.

- De même, les pays bénéficiaires du PPRC font régulièrement référence à leurs Programmes d'Action National d'Adaptation existants (PANA), développés par l'intermédiaire du PNUD, et ont vu le PPRC comme un moyen de renforcer et mettre en œuvre leurs PANA. Comme indiqué dans le Résumé ci-dessus, la planification PPRC précoce du Bangladesh a clairement bénéficié de ses deux PANA préexistants et de son document de stratégie 2009; comme en Turquie, la motivation claire de la part du gouvernement d'aller de l'avant sur les questions climatiques est un autre moteur important.
- Une source d'enseignements et de solutions possibles dans ce domaine pour un suivi futur, serait de se concentrer sur les perceptions et les approches des planificateurs du pays eux-mêmes. Des entretiens à ce jour, indiquent que les programmes existants des FIC (FTP et PPRC) sont évalués par les pays bénéficiaires et sont perçus comme un moyen de suivi et un lien avec le plan de l'aménagement du territoire existant. Mais une analyse plus poussée pourrait donner un aperçu sur la manière dont l'investissement planifie et projette le rôle que ces programmes jouent dans le processus plus vaste de planification, et jusqu'à quel point ils sont considérés comme centraux dans le plan d'aménagement du territoire et pourquoi.
 - Des observations préliminaires du Bangladesh et de la Turquie, ainsi que d'autres rétroactions de l'étude, suggèrent que les conditions sont les meilleures pour « l'intégration » des objectifs des FIC dans la nouvelle planification du pays quand les gouvernements voient déjà les objectifs sous-jacents des programmes des FIC - la résilience au changement climatique et l'atténuation des changements climatiques, respectivement, pour le Bangladesh et la Turquie - comme des priorités claires, lorsque les objectifs des programmes des FIC sont déjà reflétés dans la planification précoce, et lorsque les programmes des FIC font simultanément avancer des objectifs de développement nationaux et locaux (ainsi que d'autres objectifs environnementaux, au-delà du changement climatique).
 - Une façon de décrire ici la leçon potentielle, telles que précisée dans le Résumé ci-dessus, est que si la programmation des FIC commence par l'alignement avec les objectifs et les priorités nationales et celles des multiples parties prenantes et ensuite innove pour un impact majeur (« changement transformationnel », des effets de démonstration, etc. - voir la Section 2 ci-dessous) sur cette base, des choses puissantes peuvent se produire sur les dimensions « vitesse » et « profondeur ».

- Comme avec tous les problèmes abordés ici, des réponses efficaces seront différentes selon le pays et le programme. Les pays à faible revenu auront souvent davantage besoin de travail préparatoire pour développer les plans des FIC et des programmes différents auront des besoins différents pour l'engagement des parties prenantes. Alors que le FTP et le PPRC ne sont pas directement comparables, l'examen de la manière dont le FTP a réalisé son rapide décollage pourrait être utile au PPRC et autres programmes du FSC.
- Une stratégie possible pour traiter avec la vitesse et la profondeur pourrait être d'établir des principes de répartition des ressources entre les initiatives à court terme et celles à plus long terme dans le cadre d'un portefeuille d'initiatives. Les programmes à court terme devraient être sélectionnés pour assurer un ajustement stratégique avec un programme transformationnel existant plus large (voir Section 2 plus bas).
 - La réalisation de cet objectif de transformation est particulièrement difficile dans des contextes d'urgence; des personnes interrogées ont cité comme exemples possibles Haïti et Samoa et Tonga. Dans ces deux endroits, il y aurait des moyens de mettre en place un financement accéléré qui servirait aussi des besoins transformationnels à plus long terme.
- L'usage accru d'une expertise technique centralisée peut aider dans le défi vitesse/profondeur. Le Groupe Expert du PPRC, par exemple, a facilité la sélection des pays pilotes, non seulement en créant un cadre technique solide (profondeur) mais aussi en simplifiant ce qui aurait été autrement un processus complexe de prise de décision très long (vitesse). L'analyse technique des stratégies nationales d'atténuation des gaz à effet de serre qui a précédé les premiers plans d'investissement du FTP a été une clé à leur navigation sur le territoire vitesse/profondeur. Il a été suggéré que l'introduction de la capacité technique pour évaluer, par exemple les plans d'investissement du PPRC pourrait être tout aussi utile.
 - Le FIP et le SREP collaborent aussi avec des Groupes d'Experts, mais ils sont entrés en service trop tard pour être inclus dans la présente étude.
- Une planification intra pays coordonnée et systématique, menée par le gouvernement national, a été soulignée comme indispensable au succès. Ceci n'est peut être pas incompatible avec la vitesse, tout dépend de ce qui était déjà en place lorsque le travail des FIC a commencé: Il peut y avoir en place à la fois des stratégies existantes bien développées et la capacité pour une coordination et une consultation rapides.

Cependant, certains intervenants ont souligné qu'il y a eu un compromis qualité - vitesse dans la planification intra pays; par exemple, dans des missions communes de pays, une notification préalable, un briefing, une préparation et une intégration avec des partenaires et des intervenants prennent du temps.

- Comme décrit plus en détail dans les faits marquants du cas du Bangladesh inclus dans le résumé ci-dessus, l'engagement national préalable et la planification stratégique sur la résilience face au changement climatique en général, ainsi que les consultations et la préparation spécifiques pré mission, se sont révélés très précieux pour progresser des deux côtés du tableau vitesse/profondeur en matière de planification PPRC du Bangladesh.
- Investir dans le renforcement des capacités et des institutions d'une manière qui lie la planification à l'investissement est également une voie potentielle de solutions « simultanées ». Les répondants au Bangladesh ont souvent noté l'importance de cette dimension. Ce travail est en cours dans le PPRC en général, et prévus dans le SREP et le FIP. Comme l'a noté un intervenant : « l'Éducation et la facilitation, en créant un environnement propice à la participation, peuvent faire beaucoup afin d'assurer une mise en œuvre efficace et dans le temps opportun. »
- Comme l'a démontré le FTP, les plans d'investissements peuvent avancer rapidement quand ils sont fondés sur des stratégies nationales existantes. Dans les programmes où le dialogue entre les multiples parties prenantes est difficile, il a été suggéré que le défi vitesse/profondeur pouvait être géré par des pays choisis là où les agences gouvernementales et les partenaires au développement étaient déjà engagés avec les intervenants et où la capacité existait pour continuer. Pourtant, si ceux ci devenaient un critère de sélection exclusif, les bénéficiaires et les apprentissages des pays avec une capacité moindre seraient perdus. Dans le FTP, les premiers plans d'investissement provenaient de pays avec des stratégies existantes; des courbes de développement plus longues pour d'autres pays du FTP restent possibles. Peut-être une approche par phases (avec des pays à « démarrage rapide » et des pays à démarrage progressif) pourrait aussi être utile dans les programmes du FSC, mais étant donné la nature de vecteur de transition des FIC, le temps est limité pour les phases multiples. Il se peut que des contenus de programmes différents plus axés sur le renforcement des capacités, soient nécessaires dans les pays où la sensibilisation, l'engagement et les cadres de régulations sont moins développés.
 - Une leçon qui émerge des programmations précoces des FIC est que de nombreux pays ont déjà des plans ambitieux liés au climat. La valeur de l'alignement sur ces plans comme une résolution du dilemme vitesse/profondeur est claire, mais certains intervenants ont exprimé des préoccupations sur une dimension liée, articulée ainsi par une personne interrogée: jusqu'à quelle mesure attirons-nous le financement des banques multilatérales de développement vers les projets des FIC, et dans quelle mesure est-ce l'inverse? Un solide cadre de résultats et une évaluation et un suivi tangible peuvent aider à répondre à des questions de ce genre.
 - Les répondants ont également suggéré qu'établir de la confiance, dans le pays et dans le monde, peut aider à la fois à la dynamique vitesse/profondeur en

général, et à la question ci-dessus, en particulier: La confiance permet la collaboration et l'innovation.

- L'objectif primordial pour atteindre la haute qualité peut dépendre en partie de la préparation et de la définition à l'avance, mais aussi sur une rétroaction, un apprentissage et une adaptation efficaces. La capacité d'intégrer à la fois les leçons des expériences précédentes et de parvenir rapidement au « apprendre par la pratique » pourrait fournir une voie à la fois vers la vitesse et la «profondeur».
- Les intervenants ont également suggéré que les FIC pourraient s'appuyer sur l'expérience d'autres mécanismes financiers du changement climatique concernant le défi vitesse/profondeur, comme par exemple, le Fonds d'Adaptation, le Fonds pour l'Environnement Mondial et les véhicules du CENUCC pourraient être analysés dans cette perspective.
- De la stratégie et un travail extraordinairement dur ont clairement contribué à accélérer la mise en œuvre des FIC à ce jour. Mais les intervenants ont suggéré qu'il pouvait y avoir des moyens d'aller plus vite à un niveau plus opérationnel, par exemple, en ayant un regard nouveau sur les procédures d'approbation ou de prestations d'assistance technique, et de voir les méthodes existantes comme une «première ébauche». L'expérience sur le terrain, et la prise de conscience qui résulte des besoins de vitesse/profondeur, peuvent aider à peaufiner le projet afin qu'il soit mieux adapté aux priorités des FIC et aux conditions du pays.
 - Une mobilisation rapide des BMD a été clairement essentielle au rapide décollage des FTP. Pourtant, les intervenants des BMD ont également noté que, en pensant à l'avenir, il faudra des efforts concertés pour mobiliser les BMD et autres cofinancements du développement au rythme requis par le calendrier ambitieux et les objectifs de levier des FIC.
- Dans le cadre du PPRC, les répondants ont souligné que de procéder trop vite dans la Phase 1 (la phase de planification) pouvait être contre-productif, si cela veut dire court-circuiter la nécessité de préparer et d'engager les différentes parties prenantes. L'évaluation précoce de l'état de préparation du pays, les engagements et les besoins institutionnels, et le développement d'un processus de planification ajusté de façon réaliste au contexte du pays étaient considérés comme essentiels. La Phase 1 du travail du PPRC, y compris l'engagement des intervenants et la planification et le développement de nouvelles connaissances et mentalités entre les institutions nationales et locales ainsi que les BMD et autres partenaires au développement, peut se développer étape par étape, avec chaque étape ouvrant la voie à la suivante. En somme, une évaluation et une préparation efficaces "en amont" a été considérée comme une condition préalable pour atteindre la vitesse et la profondeur «en aval» dans la mise en œuvre du PPRC.

- Enfin, les participants au niveau des pays, y compris les gouvernements et les partenaires au développement, ont souligné à maintes reprises l'intérêt de la simplicité et de la flexibilité, deux points situés à gauche sur le tableau ci-dessus. Les gens ont déclaré avoir ressenti une véritable tension ici, puisque surtout au niveau mondial, les FIC cherchent à établir des normes de qualité claires et prévisibles et à répondre à une variété d'objectifs stratégiques, et il n'est pas facile d'avancer sur ces fronts tout en conservant de la simplicité et de la flexibilité. Pour un regard plus précis sur la façon dont ces sujets agissent, voir l'analyse du changement transformationnel, la question thématique suivante, et aussi le matériau sur la gouvernance (Section 6 ci-dessous) pour un objectif de prise de décision sur le même sujet.

La question immédiate pour les FIC est de savoir comment gérer la dynamique du Tableau 1, de façon préférable par le biais des « solutions simultanées » dans le contexte d'un programme transitionnel de finance climatique. Mais les intervenants des FIC développent une expérience sur ce problème dans pratiquement toutes leurs activités, il y a donc aussi ici des possibilités d'apprentissage qui sont également applicables au-delà du domaine de la finance climatique des pays en développement.

2. Définir le Changement Transformationnel dans Plusieurs Paramètres

Le « changement transformationnel » est un critère d'accord pour les investissements des FIC. L'accord fait défaut cependant, sur la façon de définir le changement transformationnel. Bien qu'il n'y ait peut être pas de réponse définitive et indépendante du contexte à cette question, les progrès sur une compréhension partagée seront importants autant pour la régularité et la prévisibilité dans les processus d'approbation des FIC que pour permettre aux FIC d'atteindre les objectifs des parties prenantes. Une fois encore, l'expérience antérieure des intervenants des FIC aux prises avec cette question dans le contexte des plans d'investissements concrets donne l'occasion d'une nouvelle réflexion commune et d'une convergence possible sur ce sujet. Quelques réflexions découlant d'entretiens à ce jour:

- La définition peut différer selon le fonds ou le sous-programme, le contexte du pays et le niveau d'analyse – pays, secteur, projet, communauté. Ainsi, un ensemble ramifié (variable selon le contexte) de critères « transformationnels » peut être nécessaire. Il y a une autre polarité ou spectre ici, entre d'une part une définition suffisamment claire et uniforme afin de permettre la prévisibilité et, d'autre part, une flexibilité suffisante pour répondre aux divers besoins, capacités et plans des pays.
- Les intervenants ont préconisé une approche du changement transformationnel par le "apprendre par la pratique", avec une politique d'information de type expérience sur le terrain, qui comprend des définitions, dans un cycle expérimental. Cela a déjà commencé, le FTP a par exemple adopté un règlement provisoire précoce et peut maintenant être en mesure de récolter les apprentissages et de les affiner (voir ci-dessous).
- Il y a aussi une dimension régionale et mondiale au changement transformationnel: la réussite des initiatives des FIC dans un pays peut être adoptée ou adaptée par d'autres, régionalement et mondialement.
- Les parties prenantes ont souvent pris "transformationnel" comme se référant à une trajectoire, un voyage dans lequel l'activité des FIC n'est qu'une étape. Cela suggère la nécessité de planifier et de mesurer l'impact d'atténuation d'un investissement au-delà des réductions immédiates des émissions de gaz à effet de serre, de spécifier également la façon dont l'investissement contribue à changer la voie du développement. Les exemples incluent de changer la courbe de montée en puissance d'un marché ou d'une technologie, en développant le financement et la production locaux.
- Étroitement lié à l'idée d'une trajectoire est le thème commun des FIC de l'effet catalyseur des programmes des FIC, par exemple en éliminant les obstacles, en produisant des effets de démonstration, en ouvrant de nouveaux marchés, en attirant de nouveaux bailleurs de fonds ou investisseurs, en favorisant de nouvelles capacités et apprentissages, ou en s'engageant de manières nouvelles avec les

peuples autochtones, les communautés locales et les groupes vulnérables, y compris les femmes.

- En plus des effets catalyseurs des programmes des FIC eux-mêmes, les intervenants ont suggéré que le processus d'engagement pour créer une stratégie des FIC pourrait avoir un effet catalyseur pour les pays et régions concernés. Pour que cela fonctionne, la démarche des FIC doit tenir compte des capacités des pays et des plans de développement.
 - Comme un répondant l'a dit, le rôle des FIC est de catalyser un « changement de mentalité » entre les gouvernements, les marchés, la société civile et les individus, afin de stimuler le passage au développement de la lutte contre le changement climatique et pour la réduction d'émissions de carbone. Un autre commentateur a noté que, même si dans de nombreux contextes, le montant du financement des FIC n'est pas grand, il peut encore stimuler le changement en donnant un signal politique; un début de bascule du « les affaires comme d'habitude »; et une base concrète pour une nouvelle programmation que prône le pays pour un changement transformationnel sur lequel il peut s'appuyer. De ce point de vue, avoir de tels défenseurs qui travaillent déjà au sein du gouvernement est un avantage significatif.
- De nombreux intervenants ont noté l'importance de susciter de futurs investissements du *secteur privé* comme une clé du changement transformationnel. Déterminer comment le faire efficacement, par exemple en comprenant et en éliminant les obstacles aux investissements du secteur privé dans les processus d'atténuation et d'adaptation, est une activité majeure potentielle pour les apprentissages du travail précoce des FIC.
 - Dans le même temps, les intervenants ont divergé quant à la meilleure voie pour la transformation (y compris pour l'effet de levier dans le secteur privé). Certains ont souligné une démonstration ou des effets beacon, commençant par des *projets* spécifiques et une construction à partir de là. D'autres ont vu un changement de *politique*, une réforme des régulations et un renforcement des capacités du pays comme essentiels et ont exprimé des préoccupations à savoir si les FIC pourraient mobiliser des ressources suffisantes (en général dans la catégorie des subventions plutôt que dans celle des prêts concessionnels) pour avancer dans cette dimension.
 - *L'alignement* des activités des FIC avec des stratégies et des priorités nationales existantes y compris aux niveaux du gouvernement et des multiples parties prenantes, au niveaux national et local, a été souvent cité comme une voie vers un changement transformationnel rapide et durable. Les pays bénéficiaires ont noté l'intérêt de lier les objectifs des FIC avec les objectifs nationaux dans d'autres domaines. Par exemple, en Turquie, le programme du FCT a été adapté au développement à faible émission de carbone, mais aussi aux objectifs du

développement tels que l'emploi, la sécurité énergétique et l'atténuation de la pauvreté. Les pays du PPRC ont souvent considéré l'adaptation au climat comme essentiel à la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement. Intégrer les priorités des intervenants dans une stratégie complète d'atténuation ou de résilience face aux changements climatiques a été considéré comme une entreprise de grande envergure et un facteur de succès important des FIC.

- Si l'alignement est une voie vers le changement transformationnel, comment les FIC peuvent-ils assurer que le résultat est un *changement du " les affaires continuent "* à quelque chose de nouveau? Un fil commun dans les discussions au sujet du changement transformationnel est que les FIC sont destinés à catalyser une bascule du « les affaires continuent ». Certains intervenants ont trouvé l'attitude « les affaires continuent » utile en tant qu'alternative plus claire au « changement transformationnel ».
 - Pour donner un exemple concret, un rôle prometteur pour la programmation des FIC est d'utiliser des financements ou des subventions concessionnels pour surmonter les obstacles liés aux risques de l'innovation dans le sens des objectifs convenus - dans le secteur public ou privé, ou les deux. De nombreux pays ont vu cela comme susceptible de donner d'importants effets «multiplicateurs», mais comment l'impact transformationnel de telles approches peut-il se mesurer?
 - Des intervenants ont aussi demandé ce qu'il advenait de l'objectif d'alignement lorsque des pays ont adopté des stratégies distinctes dans des domaines comme les technologies propres, la sylviculture et la résilience climatique?
- En particulier, les intervenants ont noté que le financement des FIC devrait être «additionnel» dans deux sens: (1) comme une source de financement, afin que les contributions des FIC soient nouvelles et additionnelles dans le cadre des flux de financement des pays donateurs; et (2) dans la façon dont les fonds sont utilisés, de sorte que le financement des FIC ne déplace pas tout simplement d'autres sources de financement de projets qui auraient existé de toute façon (les affaires continuent) mais influence plutôt réellement les décisions d'investissement. Ce ne sont pas des concepts faciles à quantifier. Sur le premier, voir Section 7 plus bas; sur le second, des intervenants ont souligné l'importance des cadres de résultats et la nécessité d'une justification solide lors du stade de proposition pour les plans et les projets d'investissement des FIC.
 - Des intervenants ont noté que, dans les pays au revenu moyen, le soutien au financement pour le gouvernement national renforçait souvent - et de manière appropriée - le budget national existant. Comment parvenir à l'additionnalité dans ce contexte? Un exemple de l'additionnalité, qui est indépendante des questions budgétaires du secteur public est l'utilisation de termes du financement concessionnel du FCT comme une incitation à

l'investissement du secteur privé; En Turquie, le financement du FCT pour les énergies renouvelables et pour les investissements de l'efficacité énergétique a été conçu pour s'adapter à ce paradigme. Voir aussi point six de la liste ci-dessous et les « incitations » ou « levier financier » des paragraphes de la partie C.

- Les parties prenantes ont également identifié des *normes élevées de qualité* dans les projets et les programmes, comme vitales pour le changement transformationnel. Ici encore il s'agit d'un spectre ou d'une polarité potentiels, allant de l'établissement à l'avance de normes universelles pour trier les normes au cas par cas et dans un contexte spécifique. Comment cela peut-il être fait pour que les critères soient clairs et prévisibles?
 - Dans le cas du Programme d'Investissement des Forêts (PIF), les intervenants au cours du processus de conception ont mis au point une série de directives dans la définition du changement transformationnel dans une gamme de catégories, y compris par exemple la couverture forestière et la réduction des gaz à effet de serre, les moyens de subsistance durables, la participation des intervenants, la gouvernance des forêts et le levier financier. Pourtant, le tableau¹⁷ de trois pages qui en a résulté a été vu par les parties comme uniquement un guide général, préliminaire, exigeant un développement ultérieur par le PIF.
 - Le FTP a développé et adopté des « indicateurs d'impact transformationnel » comme une part de son cadre ¹⁸ de résultats préliminaires. Les indicateurs sont axés sur l'impact à long terme ainsi que sur trois grandes catégories pour l'évaluation: rôles « dominant » ou « de vaisseau amiral » dans les stratégies nationales ambitieuses de transformation de marché (par exemple dans un secteur, ou grâce à la technologie de diffusion) et des co-bénéfices écologiques et de développement plus larges. Les membres du Comité du Fonds d'Affectation Spéciale du FTP et d'autres intervenants ont offert divers commentaires sur ces critères, *qui sont spécifiques au FTP*:
 1. Les participants ont déclaré qu'ils ne pouvaient pas quantifier facilement les critères, et les personnes interrogées ont indiqué un manque de consensus sur l'interprétation. Des préoccupations ont été

¹⁷ Annexe II du document de conception du Programme d'Investissement pour la Forêt:

http://www.climateinvestmentfunds.org/FIC/sites/climateinvestmentfunds.org/files/FIP_Final_Design_Document_July_7.pdf. Noter qu'un travail important est actuellement en cours pour s'appuyer sur ce guide, à la fois par le processus de planification des PIF et l'initiative plus large de mesure des résultats des FIC. Pour la plus grande partie, ces développements sont apparus trop tard pour être inclus dans cette étude, mais voir les commentaires sur les cadres de résultats, ci-dessous dans cette section.

¹⁸ Système de Mesure de Résultats du Fonds pour les Technologies Propres, CTF/TFC.3/8, May 11, 2009:

<http://www.climateinvestmentfunds.org/FIC/sites/climateinvestmentfunds.org/files/CTFresultsmeasurement.pdf>.

Noter qu'un travail est en cours pour élaborer un cadre de résultats FTP et FIC.

soulevées au sujet de la prévisibilité des évaluations des propositions des pays dans ce contexte, suggérant qu'une analyse plus approfondie pourrait être utile.

2. Plusieurs membres du Comité du Fonds d'Affectation Spéciale ont noté que malgré ceci, le Comité trouvait en général facile de parvenir à un consensus sur la façon d'appliquer le critère du « changement transformationnel » dans le contexte de chaque proposition spécifique qui le précédait. Une session de réflexion pourrait peut-être alors révéler des modèles utiles qui pourraient aider à relever le défi de prévisibilité signalé au point 1 ci-dessus. Ceci dans le cas où les membres du comité pourraient expliciter, pour chaque cas, pourquoi ils décidaient qu'une proposition était « transformationnelle », ceci pourrait former une base pour une meilleure compréhension.
3. Deux points ont été offerts pour la recherche de modèles proposés ci-dessus: (a) chaque proposition doit donner un *argument* précis montrant comment, dans le contexte d'un pays particulier, l'investissement du FTP aura un impact plus large - un argument définissant un scénario à long terme ;(b) le levier financier est essentiel, à des taux sensiblement plus élevés que 2.1.
4. Des effets de démonstration ont été spécifiquement mentionnés dans le cadre du FTP, mais la manière de les quantifier demeure obscure. Plus généralement, peut être qu'une estimation d'un pourcentage de réduction du « les affaires continuent » dans un secteur des émissions de gaz à effet de serre suffirait. Ici le défi est de définir des critères suffisamment élevés pour signaler un changement de transformation, mais aussi suffisamment précis pour que l'impact de l'investissement du FTP en particulier puisse être isolé et quantifié.
5. Pour rendre une partie de ceci concret, le cas de l'impact transformationnel du transit urbain mexicain du financement FTP inclut la manière dont il couvre plusieurs villes à travers le pays avec 18 systèmes de Transit de Bus Rapide (TBR), déploie suffisamment de véhicules hybrides à faibles émissions de carbone pour influencer le marché pour de tels véhicules, et a des bénéfices environnementaux et de mobilité au niveau local importants pour transcender les émissions de gaz à effet de serre. Des fonctionnaires ont aussi noté que les effets de démonstration seraient susceptibles de stimuler de nouveaux investissements du TBR de la part des municipalités et du secteur privé.
6. En Turquie, les entretiens rapportent comme potentiellement transformationnelle la façon dont le financement du FTP fonctionne comme un édulcorant dans le mélange des autres véhicules de

financement, pour créer des incitations à lancer ou à étendre des marchés concernant l'efficacité énergétique et les catégories spécifiques des énergies renouvelables. Ces incitations sont conçues pour passer les obstacles « du premier arrivant », notamment la méconnaissance des marchés et de la technologie en question, dans les secteurs nationaux financiers et privés. Le financement par des banques nationales de développement prises comme intermédiaires est un élément essentiel de cette stratégie. Le travail du FTP sur l'efficacité énergétique de la Turquie, qui va actuellement de l'avant dans les grands secteurs industriels, est un cas intéressant à cet égard: l'analyse montre toujours un retour sur investissements spectaculaire en matière d'efficacité énergétique, cependant, en Turquie lors de la période pré FTP de tels investissements n'existaient pas. Les obstacles du « premier arrivant » semblent être élevés ici, ce qui suggère que l'aide du FTP à surmonter ces obstacles pourrait conduire à un changement durable sur le long terme. Cet objectif appelle clairement à une surveillance au fil du temps, et à une analyse plus approfondie fondée sur l'expérience de la nature et des dimensions de ces obstacles. Si l'hypothèse du « premier arrivant » est correcte, des investissements futurs dans le même secteur, mais sans la nécessité d'incitations spéciales, devraient devenir un modèle visible. (Le cas des transports urbains du Mexique, point 5 ci-dessus, est un exemple analogue, avec la tournure intéressante que les entités du secteur public - les gouvernements municipaux -. figurent parmi ceux qui reçoivent les incitations au changement).

- Les personnes interrogées ont noté que le PPRC pourrait peut-être s'inspirer de l'expérience du FTP pour élaborer des critères pour le changement transformationnel, encore que ceci puisse être plus complexe pour le PPRC. Alors que des intervenants voient la création de « critères de transformation » clairs comme encore un travail à venir pour le PPRC, les éléments suivants ont été parmi les caractéristiques du PPRC que les parties prenantes ont souligné comme offrant un potentiel pour le changement de transformation :
 1. *Intégration.* Le PPRC offre des possibilités pour une approche gouvernementale intégrée avec un engagement de fond, coordonné, des partenaires au développement et des parties prenantes non gouvernementales. Le thème est abordé plus loin, dans le Résumé plus haut en relation avec la mission conjointe du PPRC au Bangladesh.
 2. *Partenariats Public / Privé.* Les participants du PPRC ont vu le secteur privé comme un levier potentiel pour la résilience climatique, si le PPRC peut lancer l'application de nouvelles technologies et de nouvelles normes (par exemple pour une résilience des

infrastructures et des bâtiments, ce qui signifie souvent une amélioration progressive mais importante de la qualité), et si les conditions de politique et les incitations peuvent être mises en place pour le financement du secteur privé.

3. *Focus Régional*. Ceci comprend non seulement les pilotes régionaux spécifiques des Caraïbes ou du Pacifique, mais aussi les possibilités pour la coordination régionale et le partage des connaissances, par exemple dans le cas du Château d'eau Himalayen qui sert 3 milliards de personnes.
 4. *Renforcement des capacités*. Il s'agissait d'un aspect souvent cité dans l'ordre du jour du changement transformationnel pour les pays pilotes du PPRC, impliquant des institutions publiques, privées et de la société civile, tant au niveau national que des communautés. Noter que le renforcement des capacités a aussi été un fil conducteur dans les discussions du FTP; l'accent tendait à être mis plus précisément sur la capacité de mobiliser des financements publics et privés dans les secteurs prioritaires et les marchés. Pour résumer un commentaire d'un des intervenants: Si le renforcement des capacités change les mentalités et aide les institutions à planifier le développement d'une manière qui intègre les changements climatiques, et avec pour résultat que les institutions agissent différemment de leur propre chef aux niveaux de la politique et de l'action, alors le renforcement des capacités peut se traduire par un changement transformationnel.
- Les personnes interrogées ont également souligné le lien au développement gravé dans le concept de changement transformationnel des FIC (comme il est expressément indiqué par exemple dans la définition du FTP citée plus haut); de même, selon le programme, les personnes interrogées ont souligné les effets plus larges sur l'écosystème et l'engagement avec les communautés locales comme composantes du changement transformationnel. Certaines ont vu les programmes du climat (à la fois atténuation et adaptation) en tant que conditions préalables à la croissance et à la réduction de la pauvreté. D'autres ont insisté sur l'équité et les impacts sociaux de la programmation liées au climat. «Vulnérabilité» et «pauvreté» sont distincts mais souvent liés; surtout dans le domaine de l'adaptation, mais aussi en général dans les interventions du changement climatique. Les personnes interrogées ont cité le besoin de se concentrer sur les groupes vulnérables, tant dans la programmation des FIC que dans les liens des FIC avec les autres parties prenantes du financement climatique.
 - Un exemple en est l'intégration de la dimension de genre, comprenant les perspectives, les besoins et les expériences des deux sexes avec une égale importance, et participer à ralentir les impacts de genres sur les programmes et les initiatives. Les répondants ont noté qu'alors que l'équilibre individuel

des genres dans les comités et les groupes peut être utile, il n'est pas suffisant pour atteindre cet objectif. Un degré plus profond est illustré par la décision des FIP d'inclure un spécialiste du « développement social et du genre » dans son groupe Expert. D'autres idées citées comprennent un engagement direct avec les organisations et les réseaux de femmes, incluant explicitement l'égalité des sexes dans les stratégies et les programmes et incorporant des indicateurs spécifiques de genres dans la surveillance et l'évaluation.

- Un autre exemple est l'engagement avec les peuples autochtones et les communautés locales d'une manière qui respecte les moyens de subsistance et les droits, et qui favorise le développement humain et économique. Voir aussi la Section 5 pour plus d'informations sur ce thème.
- Pour de nombreux intervenants, les questions relatives aux liens du développement soulignent aussi la distinction entre le financement au développement et le financement au climat. Cette distinction (vue différemment selon les différentes parties prenantes) est une lentille importante à travers laquelle les gens voient les défis et les activités des FIC, par exemple les questions relatives aux subventions ou financement de prêts pour l'adaptation climatique.
- De nombreux gouvernements des pays bénéficiaires, alignent les objectifs des FIC avec les objectifs nationaux de développement comme un facteur de motivation essentiel et un moteur du changement transformationnel. Voir le Résumé des exemples du Bangladesh et de la Turquie. Au Mexique, le programme de transport urbain du FTP lié à l'engagement prioritaire du gouvernement pour le transport à moindre coût pour les pauvres. L'«édulcorant» du financement du FTP, combiné avec l'engagement à plus grande échelle du gouvernement, a conduit à des incitations importantes pour les municipalités à adopter les nouveaux systèmes à faibles émissions de carbone du Transit de Bus Rapide.
- Les domaines connexes proposés pour une analyse et des leçons plus approfondies incluent la façon dont les plans d'investissements ont conquis le développement et les impacts sociaux, et comment les évaluations sociales sont entreprises dans le développement des programmes des FIC et comment mesurer et démontrer au mieux les effets du développement du financement climatique.
- Les intervenants ont souligné l'importance d'un cadre de résultats, avec des indicateurs convenus, comme une clé pour le suivi et pour récolter les leçons autour du changement transformationnel. Une façon d'énoncer le but ici est d'aider les FIC à passer en revue un large éventail d'approches au changement transformationnel et d'identifier ce qui est efficace, dans quelles circonstances et pourquoi.

- Les horizons de temps considérables qu'implique le but « transformationnel » suggèrent qu'une stratégie de *mise en œuvre continue* du système de suivi est nécessaire.
- En même temps que ceci est écrit, les FIC travaillent à développer un cadre commun de résultats harmonisés à travers les quatre « fenêtres » du financement. Une fois que cet aspect sera clarifié et approuvé, il pourrait devenir un élément régulier des plans d'investissement. Les intervenants ont noté toutefois que l'élaboration du cadre de résultats autour de critères convenus pour un "changement transformationnel" serait une étape supplémentaire au-delà du projet existant d'harmonisation et pourrait être un bon thème pour un nouvel axe de travail.
- Le cadre de résultats mentionné ci-dessus est encore un travail en cours, mais un résumé provisoire examiné à Manille¹⁹ révèle une somme importante et impressionnante d'idées sur les voies pour le changement transformationnel. En substance, les FIC élaborent un modèle logique qui présente une séquence commençant avec des activités du projet et passant aux résultats du projet, qui à leur tour sont considérés comme conduisant à des "résultats de réplication catalytique" (c'est-à-dire des résultats au-delà des projets spécifiques financés par les FIC, atteints par des effets catalytiques définis et par le biais de la réplication) qui, ensemble favorisent le rendement du changement transformationnel. Ce modèle est actuellement en construction, pour chaque fenêtre de financement des FIC, pour y inclure des énoncés clairs et des indicateurs spécifiques des effets attendus à chaque niveau, y compris la nature et la portée de la fonction de catalyseur et du chemin attendu de la réplication.
 1. Un aspect important de ceci est d'arriver à une méthodologie pratique, commune, de collecte de données autour de chaque indicateur (indicateurs quantitatifs en particulier), de sorte que le travail devienne facile et que l'agrégation des résultats devienne possible.
 2. Un exemple d'une trajectoire possible à partir des « effets catalytiques des FIC » vers « un changement transformationnel » est la façon dont le programme turc du FTP est destiné à résoudre les problèmes du « premier arrivant » et de catalyser un nouveau marché, par exemple celui de la conservation de l'énergie. Pourtant, en général, le passage de « catalyseur » à « transformationnel » aurait probablement besoin d'un examen et d'une définition sur une base de programme par programme.

¹⁹ Voir document CTF-SCF/TFC.4/3 - *Harmonisation du cadre de résultats des FIC*: <http://www.climateinvestmentfunds.org/FIC/sites/climateinvestmentfunds.org/files/Joint%20Harmonization%20of%20FIC%20Results%20Frameworks%20march%202010.pdf>.

3. Il est important de noter que les commentaires résumés ci-dessous sont apparus avant la discussion provisoire de Manille mentionnée ici; à travers les travaux actuellement en cours sur le cadre des résultats des FIC, les intervenants des FIC ont l'occasion de développer une compréhension commune du changement transformationnel de façon plus claire que tout ce qui existait auparavant.
- Malgré la demande de la part de diverses parties prenantes pour des indicateurs et des critères clairs et quantifiables, et le souci concernant l'imprécision dans les définitions générales, les commentaires et observations à ce jour suggèrent également qu'une approche « microgérée » en matière de changement transformationnel raterait sa cible. Dans le contexte de chaque pays, un simple alignement à échelle macro entre la stratégie du pays et les objectifs transformationnels pourraient être la première chose à évaluer, en plus des indicateurs quantitatifs, utiles mais de préférence simples.
 - Il pourrait être utile de développer un inventaire d'exemples prometteurs à la fois dans les FIC à ce jour et dans d'autres programmes. Le but d'un tel inventaire serait de fournir des modèles de projets à fort impact, intégrés dans une évaluation efficace et un cadre de suivi. Par exemple, y a-t-il des modèles sur lesquels s'appuyer afin d'évaluer les effets des stratégies d'incitations du "premier arrivant" discutées ci-dessus dans le contexte turc? Pouvons-nous confirmer que le financement du FTP a eu l'effet escompté, au seuil du «juste assez»? A ce stade, il pourrait être utile d'enregistrer les obstacles spécifiques au marché et identifiés dans le programme ²⁰ FTP de la Turquie à ce jour:
 1. Le manque de facilités de prêt, notamment le manque de capacité technique au sein des institutions financières locales pour le marketing et l'évaluation des énergies renouvelables et des investissements pour l'efficacité énergétique.
 2. Des obstacles à la sensibilisation: dans l'industrie, le manque de sensibilisation face aux avantages potentiels des investissements pour l'efficacité énergétique est lié à leurs coûts; des perceptions des risques techniques et financiers élevés, le manque d'exemples locaux et d'institutions locales de marketing qui pourraient faire tomber ces obstacles à la sensibilisation. Cela signifiait que, même si dans certains cas, le financement du FTP avait été nécessaire pour rendre un projet économiquement viable (rendement ajusté au risque), dans la plupart des cas, comme le rapportent les banques turques, l'effet clé du FTP

²⁰ Remerciements spéciaux à Özgür Pehlivan, Directeur Général Adjoint des Relations Économiques Étrangères, sous-secrétaire au Trésor, de la République de Turquie, pour ses multiples contributions patientes à cette étude en rapport à l'expérience du FTP en Turquie.

est de faire un projet commercialisable. Cela est particulièrement vrai dans le domaine des projets d'efficacité énergétique industrielle.

3. Des coûts de transaction élevés pour les banques et pour l'industrie, par exemple car les modèles locaux n'existent pas, ainsi, la diligence raisonnable, l'atténuation des risques, et les dispositions pertinentes des documents de prêt devraient être développés.
4. Des risques de marché et de technologie pour les premiers arrivants. Par exemple, les banques, en tant que premiers arrivants, sont confrontées à un risque de marché dans le financement de la conservation de l'énergie, car l'investissement initial sera nécessaire pour développer des produits techniques et financiers (voir point 3 ci-dessus), et le marché est inconnu. Les risques de technologie des premiers arrivants découlent du manque d'expérience nationale dans l'application des technologies pertinentes.

Chacun de ces obstacles semble une bonne cible pour les objectifs catalytiques du financement des FIC, avec l'idée qu'une fois que les projets aidés par les FIC ont brisé les barrières, le développement du marché peut se faire sans aide additionnelle. Le projet de prêt des FIC est en cours en Turquie avec cet objectif. Ces projets fourniront un territoire fertile pour des leçons largement applicables.

- Le projet régional solaire au Moyen-Orient et en Afrique du Nord illustre un autre type d'intervention des obstacles de marché : Comme un répondant l'a dit, il faut briser le cercle vicieux de la faible demande pour les technologies de pointe aux coûts élevés, qui à leur tour maintiennent la demande basse. Pour briser ce cercle, une intervention de grande envergure est nécessaire, en associant des conditions de financements avantageux du FTP avec plusieurs autres sources.
- Le Mexique, comme la Turquie, travaille en collaboration avec des intermédiaires financiers pour lever ces obstacles au marché. Dans le cas du Mexique, on propose des incitations aux banques sous forme de garanties pour ouvrir un marché au niveau des ménages en produits économes en énergie tels que des ampoules et des réfrigérateurs "verts". Le défi est ici la mise en œuvre, comment arriver à des achats de petite échelle mais en grand nombre. Une méthodologie du "juste assez" ne saurait être définie au cas par cas dans un tel contexte; aussi, au Mexique, le FTP a offert des garanties aux banques du secteur privé dans un environnement concurrentiel, avec l'idée que la concurrence ferait alors baisser les prix.

Notez que l'objectif du « changement transformationnel » ramène aussi directement à la polarité décrite dans la Section 1 plus haut. Le changement transformationnel semble appeler à mettre l'accent sur le côté droit du tableau présenté, mais ignorer le côté gauche ferait manquer l'opportunité d'une progression pratique étape par étape – monter à l'échelle – que les intervenants voient en fait comme une clé du succès à long terme. De plus, un défi immédiat soulevé par exemple par la description de la stratégie du FTP en Turquie ci-dessus est qu'il faudra du temps pour que l'impact transformationnel évolue, alors que les parties prenantes des FIC cherchent des leçons rapidement. Le gouvernement de la Turquie lui-même, par exemple, envisage de revoir son expérience FTP après un an.

Des approches développées par les FIC pour la gestion du défi vitesse/profondeur seront souvent pertinentes au progrès du changement transformationnel. Des exemples possibles pourraient inclure:

- De caler les programmations sur des stratégies nationales pré-existantes techniquement solides, comme initiées par le FTP.
- D'utiliser les dialogues intra pays des multiples intervenants pour atteindre une définition appropriée de la « transformation » dans le contexte de la programmation par pays;
- D'établir de la confiance pour générer un environnement propice à une rapide croissance du « apprendre par la pratique » avec une tolérance pour le risque ;
- De compléter les résultats obtenus au niveau national et local avec l'expertise technique mondiale, indépendante pour développer et évaluer des plans et des projets avec le groupe d'experts du PPRC comme modèle possible;
- De développer des stratégies accélérées pour récolter des apprentissages précoces de l'expérience des FIC, avant même que les résultats définitifs ne soient connus.

Enfin, si l'on veut revenir sur la question de comment définir le changement transformationnel, les FIC sont confrontés à un autre défi lié à la vitesse/profondeur: l'analyse et la récolte des leçons des activités des FIC sont utiles pour clarifier le concept dans ses multiples contextes et dimensions, mais le temps est limité puisque les critères doivent être clarifiés par avance et que les FIC opèrent dans une fenêtre « de transition » serrée.

Comme le montre la longueur de cette section, les répondants avaient beaucoup à dire à propos du changement transformationnel. Pour quelques réflexions destinées à unifier au moins certains des thèmes principaux sous-jacents, voir la section « Échantillon de leçons » du Résumé.

3. Un réseau mondial

Le changement climatique est un problème mondial impliquant inévitablement une série d'acteurs locaux, nationaux et régionaux. La finance climatique est aussi un domaine nouveau, distinct du financement du développement²¹. Personne ne peut répondre pleinement aux défis énumérés ci-dessus, et encore moins aux questions pays par pays et communautés par communautés sur la façon d'atténuer et de s'adapter au changement climatique et assurer un développement humain durable. Pour remplir sa promesse, les FIC ont donc besoin de fonctionner comme un réseau d'apprentissage, récoltant et transmettant des connaissances provenant de sources multiples et en évitant l'idée qu'un point central a toutes les solutions. C'est un défi important, mais les intervenants ont cependant émis des suggestions et des considérations spécifiques:

- *Le dialogue régional* et la coopération pourraient considérablement renforcer la capacité des FIC pour l'apprentissage coopératif. Les plates-formes régionales, les centres de connaissance, et les stratégies sud-sud pourraient tous prendre des places importantes dans ce tableau. Les répondants des pays ont, à plusieurs reprises, souligné la valeur potentielle de cette dimension régionale de l'apprentissage en réseau, par exemple en connectant les pays et les communautés affectés par les changements du Château d'eau Himalayen. De voir une telle activité de réseau dans le cadre d'un programme (plutôt qu'une administration) pourrait aider à sécuriser sa priorité.
- Passer en revue et apprendre des *expériences passées* avec des projets et des programmes pertinents *en dehors* des FIC – y compris entre autres, les BMD et autre expérience multilatérale ou bilatérale - peuvent avoir une valeur stratégique. Plus important encore, ceci comprend la récolte des apprentissages suite à un échec ou à une réussite partielle.
- *Construire la capacité du pays et des parties prenantes*, y compris au niveau local, est une fonction vitale des FIC. Des initiatives pertinentes le long de ces lignes directrices comprennent le Mécanisme Spécifique des Subventions pour les peuples autochtones et les communautés locales, une partie du Programme d'Investissement pour la Forêt, les Partenariats pour l'Expansion de la Forêt et le Programme de Soutien Mondial pour la Gestion des Connaissances des FIC. Les intervenants étaient impatients de voir une capacité croissante des FIC en particulier dans les pays mais aussi au niveau mondial, dans des domaines comme le suivi et la mesure des résultats et la gestion des connaissances.

²¹ En se référant à un développement humain durable, les intervenants ont souligné que le but du développement va de pair avec la vie des gens. Le Durable se réfère non seulement à la protection de l'environnement en général, mais aussi plus particulièrement à répondre aux besoins des personnes vivant aujourd'hui sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs besoins.

²¹ La KfW est une banque de développement, propriété de la République Fédérale d'Allemagne et du Länder (états fédéraux).

- Les personnes interrogées ont à plusieurs reprises insisté sur l'importance du renforcement des capacités. Les données recueillies à ce jour ne permettent pas une analyse de "ce qui fonctionne" dans ce domaine, mais ceci pourrait être un thème prometteur pour une exploration plus poussée.
- Des observations préliminaires suggèrent que les partenariats, par exemple, avec les organismes multilatéraux ou bilatéraux (tels que le PNUD avec les pays du PPRC, le PNUE avec le Programme des Energies Renouvelables et la KfW²² avec le FTP en Turquie) sont en pratique des moyens indispensables au renforcement des capacités des FIC. De tels partenariats ont été utilisés à la fois pour le soutien financier et technique. Les Banques Multilatérales de Développement ont également mis à disposition des ressources en dehors des FIC pour le renforcement des capacités.
- Les répondants ont également noté que si des besoins spécifiques (par exemple pour le personnel des achats) pouvaient parfois être traités d'une manière rapide et ciblée, le renforcement institutionnel des capacités est un processus à long terme qui peut dépasser de beaucoup les limites des FIC en portée, en profondeur et en temps : une autre raison et opportunité pour des partenariats productifs avec les FIC.
- Le « renforcement des capacités » est un terme général qui peut signifier différentes choses selon les personnes.²³ Pour les FIC, dont le but est le changement transformationnel, des formes appropriées du renforcement des capacités devront généralement prendre en compte cet objectif, et de concentrer ce travail de renforcement des capacités sur les contextes nationaux et locaux pour un travail sur le climat et le développement applicable à chaque programme des FIC. Il y a ici une occasion de devenir de plus en plus précis sur les types de renforcement des capacités dont ont besoin les divers programmes des FIC, pour construire une base d'expérience pratique dans cette direction, et pour développer des moyens de mesurer et de suivre les progrès.
- Alors que les FIC constituent un vaste réseau d'apprentissage, les relations avec d'autres réseaux et institutions connexes sont également un outil essentiel d'apprentissage, et des liens solides entre ces réseaux offrent la possibilité d'un apprentissage bilatéral. Les intervenants ont mentionné par exemple, le Mécanisme d'Adaptation et d'Apprentissage du PNUD, le Fonds

²³ Il pourrait être utile de voir "le renforcement des capacités" comme comprenant un éventail d'activités différentes mais liées, y compris: développement de ressources humaines, développement d'organisations nationales et locales (systèmes de gestion, savoir-faire technique, soutien pour le travail de réseau et les apprentissages dans les organisations du secteur public et au-delà); et le développement des cadres et systèmes de droits et de régulations; Voir Valerie Nelson, et al., *Adaptation au Changement Climatique* (DSA-DFID, 2008).

pour l'Environnement Mondial (FEM), le Fonds pour les Pays les Moins Avancés et le Fonds Spécial pour les Changements Climatiques, le Fonds d'Adaptation du CCNUCC et le Réseau de Connaissances sur le Climat et le Développement. Récolter les enseignements de ces réseaux et programmes et des liens avec les FIC à ce jour, est un sujet potentiel fertile pour des analyses supplémentaires.

- Les Répondants ont noté que l'identification et la transmission des enseignements à travers ces réseaux peuvent informer sans préjuger en aucune façon, des discussions sur une architecture future du financement climatique.
 - Dans une perspective similaire, des répondants ont souligné que l'ambition de dégager des leçons plus larges souligne l'importance du suivi, d'une évaluation et d'un apprentissage rigoureux sur toute une série de sujets pertinents, y compris le changement transformationnel, les impacts sociaux et du développement, la participation des parties prenantes, et les critères aussi bien pour approuver les plans et projets que pour évaluer les résultats. Le lien entre la planification d'une part et les cadres de résultats d'autre part, est essentiel au succès et il pourrait y avoir des opportunités de resserrer ces liens, une fois que le projet d'harmonisation des cadres de résultats actuel sera terminé.
 - Comme l'ont souligné les participants au Forum du Partenariat de Manille, les liens qui informent l'apprentissage proviennent de multiples alliances (pas une seule), qui peuvent être établies en collaboration avec la programmation des FIC. Des facteurs de succès potentiel dégagés par les participants comprennent: de s'engager avec les parties prenantes dans un but de sensibilisation, de promouvoir la compréhension et la confiance (voir également la section 5 ci-dessous sur l'engagement des parties prenantes en général); de s'appuyer sur les relations existantes et de créer des incitations pour l'apprentissage et le travail en réseau ont été cités comme des facteurs de succès potentiels.
- Les intervenants ont besoin d'outils pour assurer que les apprentissages sont *rapidement partagés* - sans attendre les rapports rétrospectifs - et qu'ils *alimentent le processus de gouvernance des FIC*, pour produire de meilleurs résultats.
- Des suggestions pour des « rétroactions en temps réel » comprenaient des analyses partagées des leçons des apprentissages à la fin de chaque mission des FIC ; des rapports officiels des intervenants impliqués dans la mission de l'Unité Administrative (sur une base anonyme si désiré); et de courtes enquêtes par courrier électronique (post mission ou peut-être trimestrielles) de l'Unité Administrative. Toutes observations et suggestions dans ce sens

devraient être clairement appréhendées comme une source d'apprentissage, et en aucun cas une évaluation de l'expérience avec la mission.

- Il existe des possibilités importantes pour l'élaboration et le partage des différentes *formes de connaissances*. Les pays bénéficiaires ont souligné la nécessité de renforcer les savoirs scientifiques et techniques, mais aussi la valeur des savoirs traditionnels et des solutions locales. Des exemples de ces derniers ont inclut la réponse au tsunami au Yémen (où le savoir traditionnel a émis des avertissements qui ont sauvé des vies) et les techniques agricoles au Bangladesh (par exemple cultiver dans des environnements saturés d'eau ; noter que la planification²⁴ PPRC du Bangladesh inclut aussi une recherche scientifique potentielle sur une agriculture résiliente à la salinité, en réponse à la montée du niveau de la mer). Pour les deux formes de connaissances, l'engagement et le partage peuvent se faire à travers des réseaux régionaux sud-sud et nord-sud.
- Les intervenants ont souligné que le *cadre de résultats* en cours de développement actuellement peut être adapté aux multiples besoins d'apprentissage des acteurs, dans l'équilibre des exigences de nouvelles informations et des rapports avec une utilisation simplifiée des canaux existants. La capacité d'évaluation et de suivi national et local peut être développée et utilisée. Définir des paramètres qui rendent compte des ambitions des FIC est un défi majeur. Quel est le rôle des intervenants mondialement, nationalement, localement, dans la fixation des paramètres et des mesures, de l'établissement des rapports (?) et de la vérification ?
 - Les répondants ont remarqué un défi ici, non seulement dans l'harmonisation des cadres de résultats des FIC, à travers les programmes (pour permettre le multi examen des programmes), mais aussi en créant des approches simplifiées afin que, par exemple, les programmes ne soient pas confrontés à des exigences multiples ou contradictoires des BMD gouvernementales et des cadres de suivi et d'évaluation des FIC. Le travail en cours actuellement pour un cadre de résultats harmonisé, est pertinent à ce défi et représente une zone fertile pour des leçons d'apprentissage.
 1. Le cadre proposé approche ce défi en divisant les résultats des FIC en plusieurs niveaux, dans une séquence de modèle logique. Au niveau des réalisations et des résultats des projets des FIC et des BMD, les outils de mesure normaux des pays et des BMD seraient utilisés. Ces résultats directs, à leur tour, sont destinés à produire des fruits à des niveaux supérieurs, plus généraux ou indirects, y compris des résultats catalytiques et de réplification, et des impacts transformationnels. Ceux-ci seraient à leur tour « envoyés » à l'échelle mondiale pour une

²⁴ Comme cité ci-dessus, les plans du PPRC du Bangladesh sont en cours de développement, il n'est donc pas certain quels éléments seront finalement inclus.

évaluation des résultats d'ensemble des FIC²⁵. Les FIC évalueraient les progrès à ces niveaux plus élevés par le biais de leurs propres indicateurs de projets et outils de mesure appliqués en permanence de manière croisée et cohérente.

2. Ce cadre présente une opportunité immédiate d'obtenir davantage de clarté sur le sens pratique (mesurable) du « changement transformationnel » et le lien vers « les résultats catalytiques et de répliation ».
 3. Dans le même temps, les intervenants ont souligné l'importance de maintenir le cadre aussi simple que possible, en vue de l'objectif principal du cadre en tant qu'outil de gestion pour les pays bénéficiaires.
- L'enjeu ici se rapporte également au sujet « vitesse/profondeur » abordé ci-dessus : dans des cas spécifiques de pays, créer (ou adapter) une évaluation solide et un cadre d'apprentissage aligné sur des objectifs nationaux peut prendre beaucoup de temps. Les intervenants ont noté l'importance (1) de la simplicité au niveau du pays dans les stratégies de suivi et d'évaluation, et (2) de l'application des cadres existants conformément à la Déclaration de Paris et pour ce faire, ils ont encouragé la collaboration entre les ministères.
 - En plus des résultats spécifiquement liés au climat, les répondants ont souligné la nécessité d'un cadre commun pour évaluer la réduction de la pauvreté et les impacts à long terme de la viabilité des investissements des FIC et du travail de renforcement des capacités en rapport. Compte tenu notamment de l'importance que les intervenants attachaient au renforcement des capacités comme une part essentielle de la programmation des FIC pour aborder tous les thèmes discutés dans le présent rapport, l'élaboration d'indicateurs efficaces pour surveiller et évaluer le renforcement des capacités pourrait être particulièrement utile comme un moyen de faire progresser un apprentissage pertinent.
 - Il a également été suggéré que les FIC pourraient explorer les applications possibles pour le financement climatique, du concept d'aide basé sur les résultats. L'expérience du Mexique pourrait fournir une focale utile sur ce thème.
 - Instaurer la *confiance* – entre les pays participants, mais aussi entre toutes les parties prenantes - est la clef du succès. Faire attention à ce qui affecte la confiance a

²⁵ Voir document CTF-SCF/TFC.4/3 - *Harmonisation des Cadres de Résultats des FIC of FIC*: <http://www.climateinvestmentfunds.org/FIC/sites/climateinvestmentfunds.org/files/Joint%203Harmonization%20of%20FIC%20Results%20Frameworks%20march%202010.pdf>.

été prôné par les personnes interrogées. La réussite de la résolution pragmatique des problèmes a été citée comme une voie utile, de même que la transparence, la coopération sur le terrain, la communication d'une analyse franche (y compris la communication des résultats auprès des bénéficiaires des FIC), le suivi des engagements et le respect des diverses orientations qui ont émergé des négociations lors de la conception. En instaurant la confiance, il vaut la peine de reconnaître que les perceptions, en plus des faits bruts, importent. Les intervenants ont aussi noté que bon nombre des autres termes abordés dans ce rapport portent sur l'instauration de la confiance et de la compréhension par delà les frontières ; cette confiance est la clé du succès pour réaliser la vitesse combinée avec la profondeur, et le changement transformationnel, par exemple ; et que le leadership national et l'engagement des parties prenantes peut contribuer à instaurer la confiance « de la base vers le sommet ».

- L'Encadré 4 ci-dessous présente quelques suggestions concernant les stratégies d'apprentissage dans des réseaux de multiples parties prenantes, à de multiples niveaux, issus de commentaires des intervenants des FIC et de l'expérience avec d'autres cas. Ces pensées sont en harmonie avec la stratégie de gestion des connaissances en cours d'élaboration par les FIC, et les lecteurs sont invités à consulter le programme détaillé proposé dans le document « La Gestion des Connaissances des FIC- Créer la capacité d'Agir »²⁶.

Encadré 4: Stratégies d'apprentissage pour les réseaux à multi parties prenantes

Une caractéristique essentielle de l'apprentissage dans les réseaux de multi-parties prenantes comme les FIC est que le savoir et l'apprentissage sont *distribués* entre des organisations, des secteurs et des lieux différents. Une deuxième trait essentiel, caractéristique des nouveaux domaines en rapide évolution tel que la finance climatique dans les pays en développement, est que le savoir est *dynamique*, un produit en évolution permanente de "l'apprentissage par la pratique". Toutes les leçons pertinentes ne sont pas rassemblées dans un seul endroit, et aucune leçon n'est imperméable au changement au fil du temps, aussi est-il donc essentiel que les connaissances et les apprentissages circulent dans tout le réseau. Quelques suggestions spécifiques se trouvent ci-dessous, tirées de l'expérience en d'autres contextes, qui peuvent être utiles en catalysant la production et la transmission des connaissances utilisables:

- On apprend par cycles, en commençant par les objectifs du programme, en poursuivant avec les plans du programme, puis la mise en œuvre, les rétroactions, les leçons, et le retour vers les objectifs et la planification. Plus la rétroaction circule et plus elle circule rapidement dans le cycle et plus le réseau peut créer des occasions de réflexion, et plus le temps de cycle peut être comprimé et une amélioration en continu peut devenir une caractéristique de l'ensemble du réseau.
- Bien que l'évaluation joue un rôle important dans la production de connaissances, il

²⁶ Sur le web:

http://www.climateinvestmentfunds.org/FIC/sites/climateinvestmentfunds.org/files/FIC_KProgramPaperFinal.pdf.

est également utile de mettre en place des possibilités de rétroaction franche et de dialogue qui soient totalement distincts de tout cadre d'évaluation, afin que les gens puissent s'engager dans un apprentissage constructif au sein d'un «espace d'apprentissage protégé», sans que la performance d'un individu ou d'une organisation n'en soit le sujet. L'objectif d'un tel engagement peut être résumé comme "non pas pour prouver, mais pour améliorer." La présente étude a été commandée pour contribuer à ce type d'approche non évaluative.

- Un point connexe, en particulier pour une nouvelle initiative comme les FIC, qui mettent l'accent sur l'apprentissage par la pratique, est l'importance de favoriser un environnement d'apprentissage où les gens peuvent prendre des risques pour trouver des choses, et où essayer des choses est reconnu. Une analogie au secteur privé est le monde du capital-risque, où des résultats mitigés sont attendus, mais où une série d'approches sont essayées afin d'identifier l'importance.
- Des opportunités de dialogue et d'apprentissage en collaboration à travers les frontières - géographiques, sectorielles, techniques - sont particulièrement précieuses, car elles peuvent tirer parti de la diversité des réseaux mondiaux, transformant ce qui peut sembler une complexité difficile en une force.
- Ces dialogues bénéficient également de la création des "espaces protégés d'apprentissage», à la fois lors de réunions et sur le web, où les gens peuvent échanger des idées librement. Pour atteindre cet objectif dans un contexte transfrontalier, il est utile de séparer l'espace pour le dialogue non seulement de l'espace d'évaluation, mais aussi de l'espace de prise de décision. Alors que l'apprentissage qui en résulte peut bien sûr être précieux dans les décisions informatives, si le dialogue est structuré autour d'une demande commune, plutôt que d'une décision, les gens peuvent découvrir plus facilement des approches constructives de type «gagnant-gagnant".
- La distinction avec la prise de décision peut aussi aider les groupes de multiples intervenants à éviter les dynamiques "étranger-initié", qui, autrement, peuvent bloquer le dialogue et l'apprentissage. L'objectif est d'avoir un flux continu d'idées et de commentaires d'un large éventail d'intervenants, tous considérés comme membres d'une communauté d'apprentissage.
- Dans ce genre d'«espace d'apprentissage», il est utile pour les parties prenantes de ne pas se précipiter vers des solutions, mais de commencer par la recherche d'une compréhension commune et d'une «propriété» commune de l'éventail des perspectives et des défis sous-jacents. Les intervenants peuvent ensuite travailler ensemble à cadrer (a) des objectifs communs généraux pour enquête et (b) des questions affinées à aborder. Si l'ensemble du groupe «s'approprie» à son tour celles-ci, le groupe a alors des occasions d'examiner divers points de vue et de nouvelles façons, ceci résultant non pas tant par des compromis, mais par des innovations puissantes. Les stratégies connexes comprennent:
 - De prendre un point de vue écologique ou des systèmes du réseau et des objectifs et des défis auxquels les divers intervenants doivent faire face.
 - De rechercher des connexions à travers leurs différentes perspectives.
 - D'analyser l'ensemble avant d'essayer de changer les parties.

- De rechercher un terrain commun, plutôt qu'un compromis, comme une base pour aller de l'avant: la " solution simultanée."
- De viser des conversations honnêtes, même dans les domaines sensibles ; ceci n'est jamais facile, mais les "espaces d'apprentissage" protégés peuvent aider, et les résultats peuvent être spectaculaires.

La présente étude a été développée avec ces perspectives à l'esprit, dans l'espoir d'aider les intervenants à réussir grâce à ces stratégies d'apprentissage avec le temps.

- Ce type de dialogue "horizontal" peut aussi être considérablement amélioré par une analyse « verticale » en profondeur des thèmes spécifiques ou des programmes locaux. En outre, il peut y avoir des opportunités d'encourager des «communautés de pratique» autour de thèmes particuliers, notamment dans un contexte régional. Un exemple de sujet possible dans le cadre des FIC est le point commun, observé par plusieurs intervenants, dans le travail du PPRC que le Népal et le Bangladesh sont en train de planifier dans des domaines comme le lien entre l'eau et l'agriculture.

o Il est utile de garder à l'esprit que dans une entreprise de ce genre, tout le monde apprend - personne n'a toutes les réponses. Cela peut aussi quelque part réduire la pression d'être la source de solutions sur un groupe ou intervenant.

o Un appui central pour le réseau, y compris une communication rapide et efficace, une sensibilisation des intervenants, établir des connexions dans des cas spécifiques (en particulier lorsque des questions arrivent) et une gestion des connaissances axées sur la demande peut aider considérablement le processus d'apprentissage. La création d'incitations pour l'apprentissage, y compris l'apprentissage par la pratique, peut également donner de gros résultats.

o Le résultat net peut être la production étape par étape d'une culture de l'apprentissage constructif, créant de nouvelles approches efficaces à des problèmes complexes.

o Les relations sont la clé: Il faut juste communiquer!

B. PERMETTRE LES RELATIONS

Des partenariats réussis sont essentiels au succès dans le financement de la lutte contre le changement climatique et le développement, en raison de la complexité du problème, de la diversité des personnes et des secteurs concernés et de la nécessité de l'effet levier. Les priorités et les approches au développement des partenariats seront différentes entre le niveau mondial, où la conception des FIC a eu lieu, et les niveaux régionaux, nationaux ou locaux, où la programmation est mise en œuvre. Elles seront également différentes à travers les différents programmes et fenêtres des FIC. Cette section présentera les aspects généraux, illustrés par des exemples spécifiques lorsqu'ils sont disponibles, mais il est évident que l'expérience à ce jour offre une gamme de précieuses sources concrètes pour un apprentissage pratique au-delà de ce qui peut être traité ici.

Au niveau mondial, les personnes interrogées ont noté que – dans le contexte d'ensemble de la CENUCC – l'environnement international reste en pleine évolution pour faire face aux changements climatiques. Pour beaucoup, ceci favorise le renforcement de la confiance entre les divers participants - pays industrialisés et pays en développement, mais aussi acteurs multilatéraux et acteurs non étatiques. Les répondants ont souligné la valeur, non seulement pour les FIC, mais aussi pour l'ensemble du tableau, du développement de bonnes relations de travail dans la programmation des FIC, et du renforcement de la confiance.

Au niveau des pays, les parties intéressées ont souligné que l'impact transformationnel mené par un pays, dans un domaine multi disciplinaire tel que celui du financement climatique tire un profit énorme lorsque les partenaires internationaux sont en mesure de « fournir d'une manière harmonisée." Les approches innovantes des FIC en ce qui concerne la coopération entre les banques multilatérales de développement pour appuyer des stratégies initiées par le pays et une programmation coordonnée par le pays ont donc été considérées comme une progression stratégique, et non seulement technique. Pourtant, les possibilités de coopération, et la base d'expérience pertinente, sont sensiblement plus grandes que cela, s'étendant aux autres partenaires au développement, le secteur privé, la société civile et les groupes autochtones. De façon très générale, comme les FIC innover dans ces domaines, renforcer la sensibilisation et les capacités nationales (y compris par des communications efficaces et accessibles), réaliser un alignement général autour de buts convenus et clarifier les rôles basés sur cet alignement émergent des observations à ce jour, comme des clés communes à la réussite.

En résumé, il pourrait être utile de visualiser les défis avec lesquels les FIC travaillent pour « permettre des relations » par étapes: Les FIC ont déjà pris des mesures d'avant-garde, et la question devient à présent de savoir comment construire à partir de là. Les répondants ont souligné des opportunités substantielles à cet égard.

Pour dessiner ce paysage de façon plus complète, et pour revoir les premières leçons des FIC dans ce domaine, ce résumé examinera en premier les relations entre les gouvernements, les banques multilatérales, les pays en voie de développement et autres partenaires au développement (y compris les bailleurs bilatéraux et les institutions

multilatérales, telles que les agences de l'ONU). En second, le résumé présentera l'engagement avec la société civile, le secteur privé et les peuples autochtones, et en troisième la collaboration entre les pays dans la gouvernance des FIC. Certains thèmes, tels que l'importance d'articuler l'objectif de chaque effort de coopération et de la nécessité de clarifier le rôle «d'observateur actif», transcendent ces catégories, mais il y a aussi une opportunité importante pour des leçons distinctives dans chaque domaine.

Enfin, l'Encadré 5 à la fin de cette Partie B examine l'application du cadre de « permettre les relations » au thème de l'apprentissage des leçons examiné en Section 3 (et Encadré 4) ci-dessus.

4. Coopération entre les gouvernements, les partenaires au développement et les organismes officiels

Les FIC sont conçus comme un véhicule pour le financement coordonné au niveau des pays. De l'avis des parties prenantes, y parvenir, au lieu d'approches fragmentées, serait gagner le gros lot pour le financement climatique, à la fois pour réaliser une prestation efficace pour les pays bénéficiaires et pour prendre des mesures concrètes vers un changement transformationnel. Les FIC tentent de démultiplier des financements et des travaux stratégiques, non seulement au niveau des banques multilatérales de développement, mais aussi auprès des agences des Nations Unies, des bailleurs bilatéraux et d'autres partenaires au développement. Bien qu'il reste encore du travail à faire, il y a aussi de bonnes nouvelles à signaler.

Dans chaque pays, l'aide des FIC est gérée par les Banques Multilatérales de Développement (BMD) qui travaillent avec chaque gouvernement national et d'autres partenaires au développement. Généralement, les BMD travaillent séparément, mais les FIC ont introduit de nouveaux mécanismes pour permettre aux BMD de coopérer dans chaque pays impliqué. Les personnes interrogées ont cité à maintes reprises cette coopération (y compris à la fois le travail de financement des secteurs public et privé) à la fois novatrice et extraordinairement précieuse, permettant une programmation nationale cohérente et introduisant de nouvelles perspectives pour l'efficacité et l'effet levier.

- Au Mexique, par exemple, les branches des secteurs publics et privés de la Société Financière Internationale et de la Banque Inter Américaine de Développement ont collaboré pour aider le gouvernement à élaborer et à soutenir dans les secteurs publics et privés des initiatives complémentaires pour l'énergie renouvelable. Plus largement, par le processus du FTP le Gouvernement du Mexique et les BMD concernées ont réalisé un cadre intégré de financement pour le développement de la réduction de CO₂, créant une plateforme commune utilisable pour tous. Les parties prenantes au Mexique et d'autres pays bénéficiaires ont considéré ce type d'approche intégrée comme potentiellement transformationnel.

Une leçon clé ici est que cette coopération ne s'est pas développée d'elle-même : Les FIC ont développé une structure spéciale, y compris un comité BMD, avec le soutien solide et

efficace de l'Unité Administrative, et un format de mission conjoint. Ces éléments étaient considérés comme cruciaux pour surmonter les obstacles à la coopération des BMD, et seront nécessaires pour soutenir l'avancement des opérations coordonnées.

Pour l'avenir, les défis pour la coopération des BMD cités par les personnes interrogées comprennent de maintenir des coûts faibles de transaction, d'assurer la complémentarité plutôt que les doubles emplois, de réduire la complexité et de mettre en place des incitations appropriées pour la coopération (plutôt que la concurrence). Comme des éléments clés de la réussite dans ces domaines, les répondants ont cité l'appui continu du Comité des BMD, de l'Unité Administrative, et des cadres supérieurs des banques de développement multilatérales eux-mêmes.

- Les intervenants ont demandé s'il y avait eu des variations dans l'efficacité de la collaboration des BMD selon les différents contextes nationaux, et si oui, pourquoi. Bien que les données sur cette question soient très préliminaires à ce stade, les premiers commentaires suggèrent que la variation importante existe, et indiquent plusieurs moteurs possibles de réussite dans la collaboration des BMD, au-delà du rôle déjà noté du Comité des BMD et de l'importance des incitations internes:
 - Un alignement dès le début autour des objectifs de base et du sens de la «réussite» est un moteur important; l'expérience montre que le chemin efficace pour un tel alignement passe par l'identification des points de contact entre les objectifs du programme concerné des FIC, et des priorités existantes du gouvernement national. Par exemple, alors que la nature de la planification gouvernementale pré existante, et de la capacité pré existante, étaient assez différentes dans le cas du Bangladesh et de la Turquie, ils avaient en commun l'engagement des gouvernements respectifs pour des objectifs principaux.
 - Le « contenu avant le processus » a été suggéré comme orientation pour une collaboration des BMD. L'idée est que, avant de définir les rôles et responsabilités de leadership, il est utile de travailler à ce que seront les domaines de fond du programme national, de sorte que les rôles puissent être attribués à leur tour sur la base des différentes forces et capacités des BMD impliquées. Ici aussi, il est utile de commencer par l'alignement autour des objectifs moteurs du pays.
 - Les équipes des BMD peuvent alors assurer qu'ils sont dotés en personnel d'une façon qui contribue de manière optimale au contenu agréé et qui joue dans les forces relatives des institutions respectives
 - La création d'une éthique de travail d'équipe au sein du personnel BMD est un autre facteur de réussite. Le personnel de terrain a également noté l'importance du soutien du Comité des BMD et l'unité administrative, par exemple pour régler efficacement la façon dont les nouvelles demandes du gouvernement pourraient être satisfaites au mieux.

- Les participants des BMD ont également suggéré qu'il a été précieux pour les équipes des BMD de se rencontrer et de réfléchir périodiquement sur leur expérience de collaboration.

La coordination avec les autres partenaires au développement semble être moins systématique au sein des FIC à ce jour. Au niveau mondial, le rôle «d'observateur actif» aux réunions des comités a été introduit en partie à cette fin, mais comme on le verra dans la section 5 ci-dessous, il n'a pas encore été trouvé comment le rendre le plus efficace dans la pratique. Au niveau des pays, les répondants ont noté une série de défis et d'opportunités, décrits ci-dessous.

En général, en ligne avec les besoins particuliers du financement climatique dans le contexte des pays en voie de développement et au vu des ambitions des FIC d'être transformationnels, les FIC développent de nouvelles formes de collaboration au travers des organismes et des institutions. Dans ce contexte, il est naturel que les rôles ne soient pas toujours immédiatement clairs, et bon nombre des observations spécifiques ci-dessous indiquent les domaines où une telle clarification a été jugée nécessaire.

En tout état de cause, alors même que des partenaires au développement explorent les moyens d'améliorer leur coopération dans le financement climatique, les FIC ont déjà été un lieu de collaboration substantielle. Par exemple, en plus des contributions énormes de personnel des BMD, qui ont été essentielles au démarrage et à la mise en œuvre remarquablement rapides des programmes²⁷ des FIC, le PNUD a signalé une participation importante de plus de 85 membres du personnel et consultants du PNUD, aux niveaux mondial, régional et national, et au moins une demi-douzaine d'organismes bilatéraux a fourni de l'assistance dans les pays en association avec la programmation des FIC.

Les rétroactions des intervenants concernant une cartographie des «leçons» dans ce domaine²⁸ incluent les suivantes:

- En collaborant avec les gouvernements, les FIC rencontrent des défis pour assurer une bonne communication à l'intérieur du pays (y compris avec les sièges nationaux des BMD) et pour soutenir les capacités locales, de sorte que, même en tenant compte de la nécessité d'agir vite (voir Section 1), le processus va être mené par le pays, plutôt que d'être dirigé à partir des sièges des BMD. On suggère

²⁷ Il est clair à partir de commentaires de plusieurs personnes interrogées qu'une mise en œuvre des FIC menée par le pays exige un soutien conséquent des équipes des BMD. Comme l'ont signalé certaines personnes interrogées, les BMD ont avancé leur propre fonds pour soutenir les missions conjointes et autres activités du FIC: étant donné en particulier l'intensité de l'effort durant la période couverte de ce rapport, ceci reflète clairement un fort niveau d'engagement. Dans le même temps, certains rapports, par exemple le PPRC en Asie a suggéré que malgré ce fort engagement les ressources du personnel ont parfois été trop minces au regard des objectifs ambitieux du PPRC en Asie avec pour résultat que le personnel parfois ne se trouvait pas en position de fournir l'attention dédiée que l'expérience suggérait nécessaire.

²⁸ Aux fins de cette Section 4, le "domaine" examiné concerne les gouvernements et institutions officielles. La Section 5 se concentrera sur les parties prenantes non-gouvernementales. Dans cette section, alors, des termes tels que "leadership du pays" ont un accent gouvernemental, mais bien sûr les objectifs du FIC exigent un engagement bien au-delà du gouvernement national, tel qu'examiné dans la Section 5.

notamment l'élaboration d'un module de formation et la localisation du centre de gravité pour la dotation en personnel et la planification dans le pays hôte. Les gouvernements bénéficiaires consultés à ce jour, tant le FTP que le PPRC, considéraient jusque-là la planification des FIC comme devant être menée par le pays, mais les répondants ont également souligné cela comme étant un défi continu, et, en fonction des conditions existant dans le pays, la capacité d'un leadership au niveau national peut s'avérer être limitée.

- Pour le suivi sur ce thème, une approche précieuse pourrait consister à poursuivre les consultations avec les pays bénéficiaires sur les arrangements qui leur conviennent le mieux pour appuyer un processus dirigé par le pays (y compris, par exemple, le mélange de missions, le soutien local et le soutien à distance).
- Un nombre de pays du PPRC a demandé une assistance dans le renforcement des capacités pour le leadership national et pour l'engagement des parties prenantes avant les missions officielles. Il s'est souvent avéré être un défi d'identifier rapidement un moyen pour financer ces activités à temps. Parfois un soutien des BMD provenant de sources autres que les FIC a été utilisé, parfois d'autres partenaires au développement ont été en mesure d'aider. Actuellement, les FIC sont à la recherche de moyens d'accélérer le financement direct aux gouvernements à cet effet.
- En attendant, la consultation et l'appui des BMD et autres partenaires au développement peuvent être vitaux pour réaliser un leadership national. Une préparation active dans cette ligne, ainsi que des plans d'adaptation existants du gouvernement, ont été utiles pour la mission PPRC au Bangladesh. Ce type de préparation a aussi aidé un programme distinct mais connexe, le Programme Global de Gestion des Catastrophes (PGGC) au Bangladesh, à se développer rapidement et à se mettre d'accord sur des stratégies ministérielles transversales. (Ceci est une opportunité potentielle pour un apprentissage à double sens entre les FIC et d'autres programmes, dans le sens suggéré dans la Section 3 ci-dessus.) Voir aussi l'analyse de la mission conjointe au Bangladesh dans le Résumé ci-dessus.
- D'autres domaines suggérés par les intervenants pour une analyse supplémentaire sur ce thème, incluaient davantage de détails sur la coordination nationale des BMD; sur les clés du succès pour les missions et les processus de planification menés par les pays, et sur la manière dont fonctionne la séquence de planification de la mission d'identification/la mission complète. Les premiers commentaires sur le dernier point suggèrent que clarifier à

l'avance, pour tous les participants, les objectifs distincts de chaque type de mission serait utile.

- Les gouvernements eux-mêmes sont confrontés à un défi de coordination, car les questions liées au climat se recoupent sur plusieurs ministères et organismes. Les pays mettent souvent en place des structures spéciales pour la planification des FIC, mais les officiels du gouvernement ont aussi souligné l'importance de les utiliser et de les associer aux processus de planification existants. L'objectif est d'arriver à une intégration de la planification du développement pour de faibles émissions de carbone et de la résilience climatique, sans créer de nouvelles charges pour les pays bénéficiaires, ou de nouvelle complexité administrative. (Voir aussi la polarité de la Section 1 ci-dessus.) Là encore, le soutien pour un renforcement des capacités peut être utile.
 - Pour le PPRC, où l'intégration intersectorielle dans la planification et l'exécution est souvent une clé du succès, les gouvernements ont souvent choisi un ministère focal - par exemple les finances, l'environnement ou l'agriculture - et ont utilisé un groupe de coordination interministériel pour fournir les connexions nécessaires. Les répondants se sont généralement déclarés satisfaits de cette approche, et ont souligné la valeur des stratégies gouvernementales intégrées et l'intégration avec le budget national. Les missions du PPRC comprennent toujours un forum multi ministères, multi parties prenantes pour discuter de la stratégie d'ensemble.

Les gouvernements bénéficiaires du PPRC ont discuté des défis relatifs à la coopération inter ministérielle et ont indiqué qu'il importait quel ministère tenait le rôle de la coordination. Certains gouvernements ont noté que, lorsque le Ministère des Finances joue ce rôle, les incitations pour la coopération affluent naturellement.

- Dans le FTP, les Ministères des Finances jouent un rôle crucial. Non seulement cela a contribué à l'appropriation nationale dans la préparation des Plans d'Investissement, en donnant la priorité aux investissements, et en déterminant des stratégies de programme, mais cela a également contribué à intégrer la planification pour les faibles émissions de carbone dans les processus clés de prise de décisions du gouvernement. Une innovation connexe de la FTP est que les gouvernements (plutôt que les BMD) qui présentent leurs Plans d'Investissements au Comité du Fonds d'Affectation Spéciale. Bien que ce processus n'ait pas toujours été harmonieux (voir Section 6 ci-dessous, ainsi que des débats de définition dans la Section 2), il reflète néanmoins l'appropriation nationale, mettant les BMD dans le rôle de soutien aux partenaires du développement.
- Dans l'ensemble, l'expérience initiale suggère que la coordination est plus harmonieuse lorsque le gouvernement met en place une vision forte de l'activité des FIC en alignement avec les objectifs des FIC, et lorsqu' il y a une capacité de

leadership à la fois du «centre» du ministère et d'une équipe interministérielle. Parfois, ce type de capacité est déjà en place (aidant en même temps au thème de «vitesse / profondeur"), mais souvent un soutien précoce sera nécessaire des partenaires au développement pour atteindre ce point. Le soutien à la capacité dans le pays, la stratégie de la mission à deux étapes (mission exploratoire puis mission complète); un soutien continu en cours, des BMD et des partenariats avec des organismes bilatéraux et ceux des Nations Unies ont tous été utiles ici; noter que toutes ces mesures requièrent une allocation précoce de ressources.

- Des parties prenantes des FIC ont des liens transversaux avec des programmes connexes, tels que le Fonds pour l'Environnement Mondial. Il a été suggéré qu'une analyse plus approfondie de la façon dont ces programmes gèrent les défis de coordination similaires pourrait être utile, surtout maintenant que les FIC ont eux aussi développé une base précieuse d'expériences.
- La coordination avec les organismes bilatéraux de développement (y compris avec un financement à effet levier) et les autres programmes officiels, y compris le FEM et les agences concernées des Nations Unies, diffère d'un pays à l'autre et d'un programme à un autre programme. Les rétroactions jusqu'à présent donnent une image mitigée, encore à améliorer. Si l'on regarde le côté moins positif, il y a des préoccupations concernant le préavis insuffisant (pour les partenaires bilatéraux et multilatéraux) dans la planification du pays. Mais il y a aussi des exemples prometteurs:
 - L'adhésion transversale au Sous-comité du PPCR et au Conseil du Fonds pour l'Adaptation a généralement été considérée comme utile.
 - Au niveau des pays, une coordination efficace entre le PPCR et le PNUD a également été citée comme ayant bénéficié à plusieurs pays pilotes. Les gouvernements bénéficiaires ont indiqué qu'ils considèrent le PPCR comme un moyen efficace d'accroître et de mettre en œuvre leurs programmes d'actions nationaux d'adaptation appuyés par le PNUD. En Zambie, par exemple, il en est résulté une cartographie précieuse de toute l'assistance des bailleurs dans le domaine de l'adaptation. Le PNUD en tant que participant à la mission a également été en mesure d'assurer un partenariat avec les organismes des Nations Unies dans le processus de planification, et le PNUD a contribué à l'élaboration des documents connexes. Le concept de fond ici est de fournir un soutien plus fort à la livraison de programmes de résilience du pays, en appliquant le distinctif de l'expertise des diverses organisations internationales, par exemple dans des domaines comme les impacts sociaux et de genres et le lien avec les Objectifs de Développement du Millénaire.
 - Il peut également être utile de tirer parti des mécanismes de coordination existants, au sein des gouvernements et de manière multilatérale, comme par exemple, des unités interministérielles menées par le gouvernement en

charge des questions du changement climatique, ou des groupes consultatifs de bailleurs. En général, la coordination des partenaires au développement semble avoir le mieux fonctionné quand de tels mécanismes étaient en place dans le pays, et utilisés tôt dans la planification des FIC. Au Cambodge, des BMD efficaces, une collaboration entre le gouvernement et le PNUD ont permis au PPRC d'avoir un effet levier significatif sur l'Alliance Cambodgienne du Changement Climatique existante - une initiative de multi bailleurs financée par l'ASDI, la DANIDA, la CE²⁹ et le PNUD - pour le développement de la phase 1 du PPRC. Le PNUD a aussi rapporté que leur équipe dans le pays a aidé le gouvernement cambodgien dans le développement du travail de la Phase 1 du PPRC et a fait appel à des experts compétents et à au soutien connexe pour aider à envisager le développement social, le renforcement institutionnel, la gouvernance, tous des éléments cruciaux pour le succès du PPRC.

- Plus généralement, le Cambodge, la Zambie et la Jamaïque ont été maintes fois cités comme des exemples de coordination efficace au niveau national dans le PPRC. Regarder ces cas de plus près pourrait être une source fructueuse de leçons largement applicables.
- Dans le Programme des Énergies Renouvelables dans les pays à faible revenu (SREP), l'équipe du programme développe une plate-forme où le Programme des Nations Unies pour l'Environnement (PNUE) appuierait le renforcement des capacités et des institutions dans le processus de planification des investissements, d'une manière intégrée afin que la planification aboutisse à des programmes d'investissement finançables. Si cela est fait systématiquement, cela offrira aussi des possibilités pour des apprentissages entre les pays.
- Les parties prenantes ont souligné l'intérêt de développer dès le départ une compréhension commune de l'objet et de la nature de la collaboration entre les différents partenaires, y compris les rôles distincts, les ambitions et la valeur ajoutée de chacun. Autrement, les partenaires pourraient penser que les consultations n'étaient que des pro forma et donc du gaspillage. L'expérience à ce jour suggère que la coordination fonctionne le mieux lorsque les participants connaissent leur futur rôle et ont un intérêt évident dans le processus d'aller de l'avant, et quand la division des rôles est basée sur comment réaliser au mieux des objectifs spécifiques, alignés avec les priorités du pays en question.
 - Réaliser ceci, avec un alignement sur les objectifs et priorités de base, est une cible naturelle pour le renforcement des capacités. Il a été suggéré qu'une analyse des besoins des parties prenantes dans

²⁹ Respectivement, l'Agence Suédoise de Coopération Internationale au Développement (Sida), l'Agence Danoise pour le Développement International (DANIDA) et la Commission Européenne (CE).

chaque pays pourrait constituer la base d'un programme de renforcement ciblé des capacités avec cet objectif

- Une technique utile pour un engagement des multiples parties prenantes (appliquée dans certains cas dans le PPRC) a été d'avoir différentes organisations apporter des contributions concrètes au texte proposé du plan d'investissement du pays. Cette suggestion s'applique non seulement aux partenaires au développement examinés dans cette Section 4, mais à l'éventail plus large des parties prenantes examinés dans la Section 5.
- Il y a eu des commentaires très positifs au sujet de l'addition des représentants d'organismes bilatéraux dans le champ d'application et les missions conjointes pour le PPRC, et les intervenants ont demandé d'élargir ces possibilités. D'un point de vue logistique, des participants ont indiqué un besoin de clarification, à savoir qui, parmi les BMD, les gouvernements et l'Unité administrative des FIC devrait être approché pour les demandes spécifiques concernant la planification de la mission. (Il était utile que les missions aient des points focaux au niveau des BMD, mais la division du travail dans la planification de la mission et de la logistique était encore peu claire pour les participants bilatéraux.) Les organismes bilatéraux ont également souligné la valeur des informations reçues avant les missions et de la rétroaction sur les résultats des missions déjà effectuées.
 - Plus généralement, les parties prenantes sont clairement intéressées par une analyse plus approfondie du sujet de la coopération avec les partenaires bilatéraux et multilatéraux au développement. Il pourrait être utile de faire « remonter » l'expérience existante; les résultats pourraient fournir des occasions de renseigner les lignes directrices existantes des missions conjointes
- Une étape potentiellement utile est d'avoir un point focal clair dans le pays, pour lier les FIC avec les bailleurs bilatéraux et autres partenaires au développement. Il pourrait se trouver au sein du gouvernement, ou dans un bureau national des BMD, ou – le cas échéant - il pourrait se faire parmi des groupes de travail existants, en charge de la coordination bilatérale du secteur. Les pays pourraient également combiner ces approches, par exemple par secteur. En Turquie, le Trésor a joué ce rôle de coordination pour le FTP.
- Maintenir la frontière entre les FIC et la CENUCC (avec le flux convenu d'informations traversant la frontière, y compris l'orientation appropriée de la CENUCC et la production des savoirs des FIC) a été considéré comme essentiel par de nombreux intervenants, y compris pour maintenir une confiance en continu et pour créer un environnement propice et approprié pour le fonctionnement des comités des FIC. Alors que les données disponibles dans cette étude ne sont pas suffisantes pour une évaluation plus approfondie maintenant,

un nombre d'intervenants a souligné l'importance de ce sujet et a suggéré qu'une analyse des défis et de l'expérience des FIC pourrait s'avérer un suivi très utile car ils fonctionnent dans le contexte plus large du processus de la CENUCC et d'autres mécanismes de financement liés au changement climatique. (voir aussi Encadré 5, à la fin de cette Partie B, pour en savoir davantage sur l'application des apprentissages des FIC dans divers contextes)

- Une fois encore, il y a un dilemme vitesse /profondeur dans le domaine de la coordination. Personne ne veut que le processus de planification du pays se perde dans des délais dus aux processus. Un thème commun était que le soutien au niveau senior pour la coopération pouvait aider à briser les barrières et à gérer ce dilemme. En outre, les personnes interrogées ont rapporté de bonnes expériences sur le fait d'avoir rassemblé tout le monde très tôt à bord pour la coordination. En outre, même de modestes améliorations dans l'envoi à temps des avis, par exemple, peut faire une grande différence: Il existe des possibilités pour les partenaires de déterminer leurs besoins selon leur calendrier et de trouver des solutions efficaces.
- Quand la programmation des FIC allie avec succès des sources de financement, il peut y avoir des défis pour le gouvernement hôte pour suivre les différentes procédures des différents bailleurs (par exemple, les règles de passation des marchés). Un répondant a cité, à titre d'exemple, un programme financé en partie par le PPRC qui comprenait un bailleur bilatéral et deux bailleurs multilatéraux. Peut-être que des exemples comme ceux-ci peuvent également conduire à des leçons pratiques sur l'harmonisation des programmes entre les bailleurs.

5. Engagement des parties prenantes: la société civile, les peuples autochtones, le secteur privé

Alors que les intervenants ont mentionné les progrès importants dans la façon dont les FIC répondent à leurs besoins, ils ont également signalé de la frustration et de l'inquiétude. Sur le côté prometteur, le processus de conception récente du Programme d'Investissement Forestier a été loué pour son ouverture à la voix des parties prenantes. Des améliorations significatives d'ensemble ont été notées dans la transparence des FIC. Avant la réunion du Fonds d'Affectation spéciale en Octobre 2009 les gens ont eu des commentaires optimistes quant au nouveau rôle de «l'observateur actif» dans les comités. Pourtant, nombre d'observateurs actifs ont trouvé leur première expérience décevante, et globalement, le domaine de l'engagement des parties prenantes reste un défi complexe pour les FIC, avec beaucoup de choses qui doivent encore être réglées.

L'approche globale que les FIC ont pris au regard de l'implication de la société civile est enracinée dans une étude ³⁰ commandée par les FIC en Décembre 2008 par l'Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UICN). Se basant sur ce rapport de l'UICN, les FIC ont élaboré et adopté une série de directives ³¹ destinées à concrétiser le concept d'observateur actif. Il pourrait maintenant être utile de bâtir sur cette fondation, à la lumière des expériences récentes et des commentaires des parties prenantes (pas seulement de la société civile, mais aussi de la part des peuples autochtones et des communautés locales et du secteur privé, et, en ce qui concerne le rôle d'observateur actif, les organismes officiels ont également commenté dans le même sens). Ceci incluait les observations suivantes :

- À l'heure actuelle, il n'y a pas de compréhension commune de la finalité de l'engagement, la nature de la contribution que chaque partie prenante apportera à la réussite des activités des FIC, et la façon dont la contribution sera utilisée. Si cela a été collectivement pensé et clairement défini - et pas seulement en général, mais aussi par secteur du programme et des intervenants - il serait alors possible de concevoir de meilleures stratégies de mobilisation.
- L'objet et la nature de l'engagement seront différentes par fonds et programmes et secteurs d'activités: la participation à des décisions de financement liées à l'énergie au sein du Fonds pour les Technologies Propres (FTP), par exemple, diffèrera naturellement des activités du Programme d'investissement forestier.
- Dans chaque cas, il y a deux principaux niveaux d'engagement possibles : Au niveau global, dans le processus du comité des FIC, et localement, dans chaque pays. L'objet, la valeur et les méthodes de participation diffèrent entre ces niveaux. En outre, la responsabilité au niveau des pays pour l'organisation de l'implication des parties prenantes incombe principalement aux gouvernements nationaux, tandis qu'au

³⁰ [“Review of practices on NGO/CSO Participation and proposal for the FIC Committees.”](#)

³¹ [“Guidelines for Inviting Representatives of Civil Society to Observe Meetings of the FIC Trust Fund Committees.”](#)

niveau global, il dépend des structures des FIC. Comment les FIC pourraient-ils développer mondialement des outils et des stratégies utiles qui peuvent aider les gouvernements nationaux à réussir dans cette dimension?

- Au niveau mondial, le rôle officiel d' «observateur actif» est nouveau. Des commentaires à propos du processus d'auto sélection étaient généralement favorables (bien qu'il y avait des questions sur les règles de vote et les procédures dans le processus de la société civile), mais un moyen réellement efficace pour les observateurs actifs pour se voir impliqués dans chaque Fonds ou programme, à la fois pendant³² et entre les réunions du comité, n'a pas été élaboré. L'Unité Administrative a été considérée comme accommodante et utile, mais le lien structurel entre les observateurs actifs et le processus de planification et de prise de décision des FIC nécessite une réflexion stratégique, en partant de l'objectif du rôle d'observateur actif et la valeur distinctive chaque observateur apporte, et allant vers le raffinement et le développement des rôles et responsabilités des observateurs actifs.³³
 - Une façon de décrire le défi actuel de l'apprentissage est de travailler sur la façon de passer de la mise en œuvre formelle du rôle «d'observateur actif» vers sa réalisation complète, à travers un engagement soutenu et un véritable dialogue. Des observateurs actifs ont indiqué que la façon de s'impliquer entre les réunions, de contribuer à la considération et à la prise de décisions et avec qui ils devaient se mettre en rapport n'était pas clair.
 - Par exemple, les "observateurs actifs" venant de différents secteurs ont commenté qu'ils cherchaient toujours comment apporter leurs points de vue, leurs expériences et leurs idées pour des plans nationaux d'investissement. Cela comprenait la question de comment faire des suggestions sur l'amélioration des stratégies spécifiques, et aussi concernant l'endroit où élever des objections à des éléments du plan proposé. Un "observateur actif" basé dans un pays bénéficiaire devrait-il soulever des questions sur le plan d'investissement proposé par ce pays au niveau du Comité en question ou au niveau des pays, et quand?
 - Bien que les différentes options de financement des FIC et les programmes soient à des stades différents de développement, il ressort des entrevues que ces points sont fondamentalement communs à tous.
 - Notez que les « observateurs actifs » des FIC comprennent non seulement la société civile, le secteur privé et les représentants des populations autochtones, mais aussi des partenaires au développement, tels que le PNUD,

³²Un sujet cité à ce propos, la loi de la Session Exécutive, est actuellement en revue, mais c'est seulement un aspect de la question plus large de comment les observateurs actifs peuvent-ils le mieux contribuer aux réunions de comité.

³³ Pour une description actuelle, voir "[Guidelines for Inviting Representatives of Civil Society to Observe Meetings of the FIC Trust Fund Committees.](#)"

le PNUE et d'autres. Même si cette section 5 traite principalement avec le premier, les commentaires dans cette section sur le rôle d'observateur actif s'applique à toutes les catégories d'observateur actif.

- A la réunion du Fonds d'Affectation Spécial du FSC en 2010 à Manille, le Comité a examiné le processus de sélection et d'engagement des observateurs actifs, et a décidé, entre autres, comme suit :

Le Comité du Fonds d'Affectation Spéciale demande à l'Unité Administrative des FIC de préparer un examen du processus de sélection des observateurs aux comités des FIC, leur participation et leur engagement, ainsi que ceux des autres intervenants, dans le processus décisionnel des FIC pour leur sélection pour la réunion en commun des comités du fonds d'Affectation Spéciale du FTP et du FSC en Novembre 2010. L'examen devrait prendre en compte les recommandations présentées par les représentants de la société civile, les autochtones et le secteur privé. Des efforts devraient être faits afin d'inclure les vues des intervenants sur le terrain, si approprié.³⁴

- Au niveau des pays, l'engagement des multiples parties prenantes comme préconisé dans les documents de conception est une entreprise particulière, complexe et ambitieuse. Des répondants de la société civile ont exprimé des inquiétudes sur le fait que les consultations peuvent être brèves et insuffisantes, par exemple une réunion unique avec un nombre limité de participants. Des solutions dépendront essentiellement de chaque gouvernement national, mais, encore une fois, la clarté sur le but et l'attention à la capacité serait utile.
- Des représentants de la société civile du Sud ont noté, par exemple, qu'ils pourraient contribuer à l'engagement avec les communautés vulnérables par les FIC, un autre domaine qui sera différent selon le programme et le pays. Comme un autre exemple, comment est-ce que le PPRC pourrait-il exploiter au mieux les connaissances de la société civile internationale et locale en matière d'adaptation au changement climatique? Dans le PIF, les parties prenantes ont noté que les autochtones et les communautés locales n'ont pas seulement un rôle vital dans la gestion durable des forêts, mais ils peuvent également faire d'importantes contributions à l'observation et à l'évaluation des programmes « REDD ».³⁵ Notez que ce sont des exemples cités par les parties prenantes. Ils ne représentent pas des définitions contraignantes, vu que la société civile en général peut apporter des connaissances et des

³⁴ *Summary of the Co-Chairs*, Strategic Climate Fund Trust Fund Committee Meeting, 16 mars 2010:

http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/sites/climateinvestmentfunds.org/files/SCF_Summary_of_co_chairs_040610.pdf, paragraphe 13. Voir aussi les paragraphes 10-12 et 14.

³⁵ Reducing Emissions from Deforestation and Forest Degradation, a common rubric for international forest and climate initiatives: <http://www.un-redd.org/>.

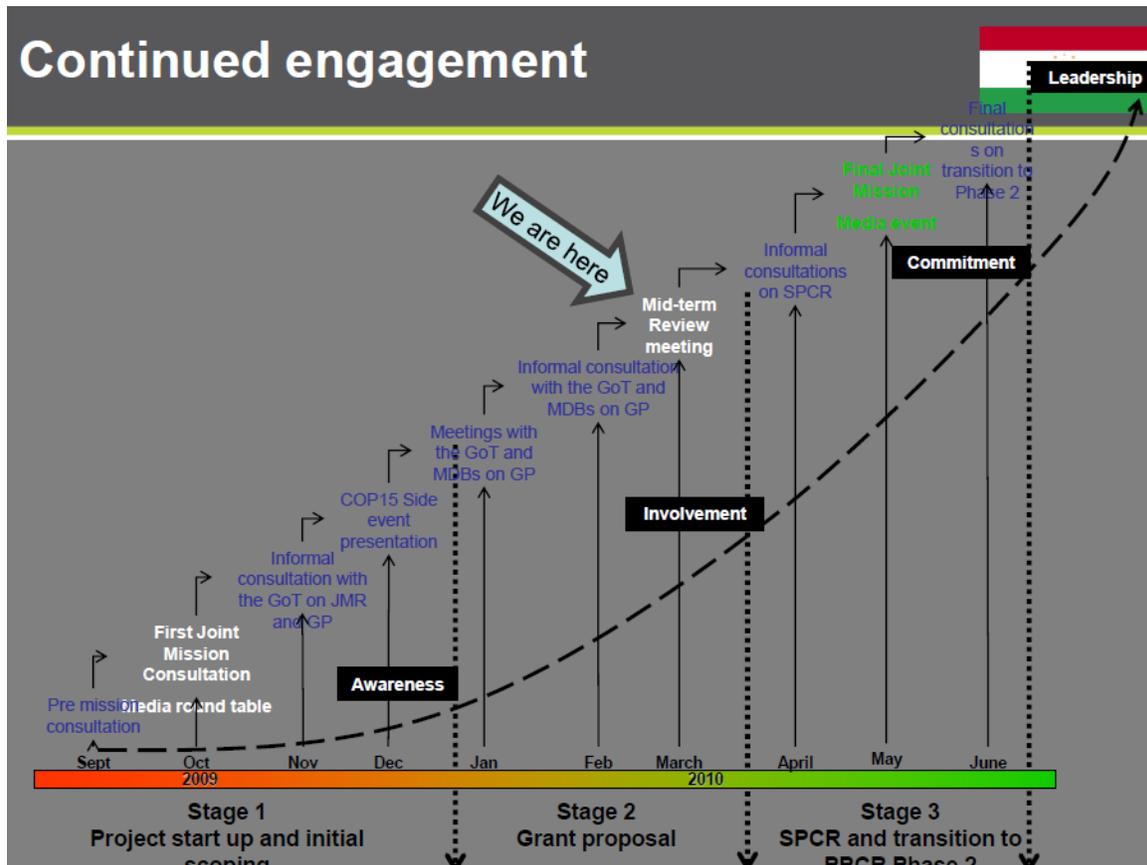
compétences à tous les niveaux de la programmation incluant la conception, la mise en œuvre, le suivi et l'évaluation.

- Les intervenants ont également suggéré que l'examen de la situation actuelle de l'implication des parties prenantes dans certains pays pourrait produire des leçons utiles, y compris les avantages et désavantages de différentes approches. Le processus de consultation pour le FTP en Thaïlande, par exemple, a été cité comme une source potentielle de pratiques prometteuses, mais les données ne sont pas actuellement disponibles pour que cette étude puisse poursuivre cette idée. Une sorte de manuel à l'usage des gouvernements nationaux dans divers programmes des FIC pourrait résulter d'un tel examen.
- Il a également été suggéré que des observateurs actifs et les Comités et Sous-Comités du Fonds d'Affectation Spécial, en général pourraient jouer un rôle précieux dans la promotion de la participation des parties prenantes nationales et locales dans les programmes nationaux des FIC. Une suggestion connexe est que les organisations internationales de la société civile pourraient fournir des informations et un appui technique à la participation de la société civile locale et nationale.
- Un pas important dans l'implication de la société civile au niveau national et local est le renforcement des connaissances et la sensibilisation, étant donné que les FIC seront souvent peu connus des organisations de la société civile. De brèves discussions avec des représentants de la société civile à l'atelier des multiples intervenants lors de la jointe mission PPRC au Bangladesh semblaient confirmer ce point de vue, vu qu'ils ont indiqué qu'à ce stade initial leur intérêt principal était d'écouter et de trouver des renseignements sur le programme. Les gouvernements nationaux, les BMD, les autres partenaires au développement et la société civile internationale pourraient tous avoir un rôle à jouer dans la sensibilisation, une condition préalable à une implication efficace.
 1. Le gouvernement du Tadjikistan a déclaré que le succès de l'approche par phases de l'engagement des parties prenantes était considérable, commençant par la sensibilisation puis passant à la participation, l'engagement et au leadership. Cette approche, résumée dans la figure 3 ci-dessous, propose une stratégie systématique et planifiée de l'engagement ; Le Tadjikistan a souligné l'importance de consultations officieuses, avant et après les événements officiels, à chaque étape du processus. Voir la section « Exemples de Leçons » du sommaire pour plus de commentaires sur ces idées.
 2. D'autres pays ont rapporté des expériences similaires à celle du Tadjikistan. Par exemple, en Zambie, l'engagement de la société civile a

d'abord semblé se faire avec « précaution », mais il a ensuite évolué vers un partenariat.

3. Ce domaine entier est pertinent pour un fort programme de renforcement des capacités dans le pays.

Figure Trois : L'engagement des intervenants au Tadjikistan³⁶



- Chaque secteur d'intervenants a des besoins particuliers en information et communications, ce qui rendrait intéressant d'analyser ces besoins secteur par secteur et d'élaborer des outils spécifiques pour y répondre. En général, les intervenants ont réagi favorablement aux politiques de transparence des FIC et à ses initiatives (y compris l'affichage rapide des documents sur le Web), qui sont considérées comme des améliorations significatives vis-à-vis du «les affaires continuent».
- Par exemple, en plus de l'affichage à l'avance des propositions, la pratique actuelle de poster des commentaires des intervenants sur le site Web, même ceux qui n'étaient pas incorporés dans les décisions finales, a été

³⁶ Remerciements spéciaux à Ilhom Rajabov du Centre du Changement Climatique, Tadjikistan, qui a fait et mis ce schéma à notre disposition.

jugée très utile. En général, la transparence est importante non seulement avant une consultation, mais aussi après, ainsi les résultats sont clairs.

- Toutefois, les différentes parties prenantes ont des besoins spécifiques au fur et à mesure qu'ils travaillent pour s'impliquer de manière efficace dans le processus. Par exemple, la société civile du sud a besoin de plus de temps pour la préparation des réunions internationales. Plus généralement, alors que des informations détaillées sur les activités des FIC sont disponibles, les parties prenantes n'ont pas une compréhension du processus dans son ensemble: ce que englobe la planification à long terme, comment elle évolue, où s'impliquer, et comment des points d'accès spécifiques contribuent-ils à un cadre plus grand. Il s'agit d'un problème complexe de communication, et se pencher entièrement sur ce problème exigera probablement de nouvelles ressources dans le domaine de la communication. Encore une fois, il doit être considéré à la fois au niveau mondial et national.
 - Une façon de résumer les commentaires sur la transparence est de noter que bien que les parties prenantes apprécient les progrès significatifs à un niveau général, il reste des défis importants au niveau du détail, concernant, par exemple : la mise à disposition et le moment de la distribution de certaines catégories de documents en relation avec les besoins des parties prenantes spécifiques ; la fourniture de l'assistance individuelle - information et contacts sur demande, et soutien pour les groupes marginalisés pour qu'ils puissent faire entendre leur voix. Comme beaucoup de points notés ici, il y a des implications pour les ressources des FIC car ils prennent en compte la programmation de leurs communications.
 - Un autre exemple, des représentants des peuples autochtones ont noté la complexité lors de la consultation dans leurs circonscriptions. L'organisation des peuples autochtones se manifeste généralement à trois niveaux : au niveau local communautaire ; au niveau des organisations des peuples autochtones à plus grande échelle ; et au niveau des réseaux nationaux et régionaux. Il existe également des différences entre les structures de l'autorité traditionnelle et les organisations locales ; des différences dans l'accès à l'information, et différents types de voix, y compris les différences entre les sexes, qui doivent tous être respectés.
- Se mettre en rapport avec des personnes susceptibles d'être concernées par la programmation des FIC - par exemple, les peuples autochtones et les communautés locales - est une priorité vitale, en particulier dans des domaines tels que le Programme d'Investissements Forestiers (PIF). Ici, l'accent mis sur les moyens de subsistance individuels et communautaires et de la dignité humaine est essentiel, comprenant le respect des valeurs distinctives et des normes culturelles. Les parties prenantes du PPRC et le SREP ont également souligné l'importance d'un tel

engagement, avec un accent (également mis en évidence pour le PIF) sur les communautés vulnérables, y compris les femmes et, plus généralement, les pauvres. Le lien entre le flux des financements provenant du centre et les moyens de subsistance des populations locales sur le terrain représente un défi complexe, et il n'y a pas de solutions claires : Les parties prenantes devront travailler sur ce point dans les contextes pertinents des FIC.

- Dans l'ensemble, alors que les FIC ont créé des liens avec la société civile du Sud de nombreuses manières, des parties prenantes ont souligné qu'il fallait plus d'engagement, à la fois au niveau mondial et national, avec les sociétés civiles locales (i.e. des pays en développement) et le secteur privé. Des suggestions spécifiques pour y aider incluent la traduction des documents pertinents et une notification précoce des missions dans les pays.
- Au niveau des pays, le rôle des gouvernements nationaux, le cas échéant en collaboration avec les BMD, les partenaires au développement, et autres parties prenantes, est essentiel pour une implication réussie des peuples autochtones et des communautés locales. Le contexte dans chaque pays sera différent, donc les réponses peuvent varier, mais les FIC ont la possibilité de développer et de partager des pratiques prometteuses en matière d'engagement local pour le financement des effets du changement climatique.
- Dans chaque pays pilote, des intervenants ont souligné de nombreux avantages potentiels dans l'élaboration de la manière d'assurer l'accès au financement des FIC au niveau local, afin que les communautés locales en profitent directement. Les exemples cités de l'intérêt de faire cette connexion directe incluent : le rôle des communautés locales dans la protection des écosystèmes forestiers et dans la production d'énergie durable, renouvelable ; et les avantages du développement humain et économique, par exemple en améliorant l'accès à l'énergie et le renforcement des capacités. Les intervenants ont noté que pour beaucoup de gens – par exemple, les personnes vivant dans le delta dans des endroits comme le Bangladesh, les gens qui dépendent, plus généralement, des grands fleuves de l'Himalaya, ou les populations des petits Etats insulaires – le changement climatique est une question de survie. Ce point s'étend, même dans des cas moins extrêmes, à la protection de la vie, des moyens de subsistances et de la dignité humaine des groupes vulnérables à travers le monde, y compris les femmes et les enfants. Toutes ces personnes vulnérables, touchées ou susceptibles de l'être, sont bien entendu eux-mêmes des parties prenantes des FIC.

1. Le Mécanisme de Subventions dédié aux Peuples Autochtones et aux Communautés Locales, en cours de développement dans les Programmes d'Investissement

Forestier a été largement cité comme un élément important, pionnier d'aborder les questions résumées ci-dessus, dans le cas important des communautés forestières.

2. Les intervenants (y compris les représentants du gouvernement) ont souligné le rôle potentiel que peuvent jouer le FTP et le FSC dans la construction à petite échelle, d'une industrie locale autour d'objectifs climatiques et de développement, ainsi que dans le développement de solutions de petite technologie et d'emploi peu qualifié.
 3. Si, par exemple, une masse critique de capacités de production renouvelable (par exemple le micro solaire) se développe d'une manière qui appuie la croissance économique locale, un cercle vertueux peut se développer, avec les fournisseurs ayant maintenant un enjeu pour le développement d'une innovation.
 4. Dans le même temps, en particulier dans le contexte d'une stratégie de forte prise de conscience collective, les FIC pourraient promouvoir le développement humain et les objectifs climatiques, par exemple, en inspirant les jeunes filles à devenir des ingénieures.
 5. Un défi majeur dans ce domaine est de s'assurer que les résultats des investissements locaux sont durables, en connectant le travail local de manière efficace avec les stratégies nationales, y compris le développement approprié de la politique et du cadre réglementaire, des mécanismes d'incitations, de l'accès à l'information et des processus participatifs.
- L'engagement avec le secteur privé, y compris le secteur privé local, a été cité à maintes reprises comme vitaux pour les objectifs de levier et de changements transformationnels (voir aussi la section 2 ci-dessus). Au niveau mondial, les répondants du secteur privé ne se sentaient pas encore impliqués d'une manière productive et cherchaient des voies pour une connection renforcée à la conception et à la mise en œuvre des programmes des FIC. Il a été suggéré d'organiser des sessions pratiques peut être sur des thèmes choisis, avec un éventail d'acteurs financiers du secteur privé. Un financement d'amorçage pour bâtir des institutions de financement, par exemple, ou financement en fonds propres des FIC dans de nouveaux fonds du secteur privé pour le changement climatique, pourrait exercer un levier important. Une session tournée vers l'action du gouvernement et du secteur privé, ou avec des BMD a aussi été suggérée ; le thème commun est que les réunions

avec un but précis, de courte durée et orientée vers l'action fonctionnent mieux pour le secteur privé que les rassemblements plus longs et pour des sujets multiples. Les représentants du secteur privé ont également suggéré que les FIC établissent un interlocuteur central en tant que point de renseignements (une approche qui a résonné aussi avec les autres parties prenantes).

- Au niveau des pays, il y a eu davantage de progrès: Les projets précoces dans le cadre du Fonds pour les technologies propres pourraient déjà commencer à donner une idée spécifique sur les obstacles aux investissements du secteur privé dans le financement climatique et la manière de les surmonter.
 - Il a été noté que les FIC, en tant que moyen de financement de transition, opèrent dans le financement du changement climatique avant la mise en place par la CCNUCC ³⁷ d'un cadre financier global, avec des incitations associées du secteur privé. Ceci souligne l'importance pour les FIC de rechercher ensemble avec le secteur privé, quelles sont les structures d'incitation qui sont susceptibles de réussir, dans des contextes différents au niveau des pays et de l'industrie. Il existe déjà une précieuse expérience pratique concernant les incitations au financement du FTP, par exemple en Turquie, comme indiqué à la section 7 ci-dessous. L'application d'un plus large éventail d'expériences afin de générer une analyse plus approfondie de cette question, et des thèmes associés aux obstacles rencontrés par le secteur privé, ont été considérés comme un sujet important pour un travail futur dans les FIC pour « un apprentissage des leçons ». La Société Financière Internationale (SFI) et les fenêtres du secteur privé des Banques Régionales de Développement établissent déjà une base d'expérience sur ces thèmes dans les programmes des FIC, en particulier (comme maintenant) le FTP.
 - Les risques des marchés et des technologies liés à l'adoption des approches plus respectueuses du climat par les « premiers arrivants » dans le secteur privé ont été fréquemment cités comme un obstacle que le financement des FIC peut utilement surmonter (comme en Turquie). Sur le plan technologique, deux options principales pour des activités incitatives consistent notamment à encourager l'innovation domestique et à faciliter le transfert de technologie. Comprendre le contexte du pays et des marchés a été cité comme un facteur clé de succès dans la mise en œuvre.
 - La Turquie illustre également l'utilisation efficace des intermédiaires financiers afin de permettre au FTP d'appuyer un grand nombre d'interventions à petite et moyenne échelle grâce à l'expertise et à la clientèle des institutions financières locales, et pour renforcer les capacités de ces institutions dans le but qu'elles s'engagent spécifiquement dans le domaine de la technologie de la faible émission de carbone. Les personnes interrogées en Turquie ont ici souligné la valeur de modalités de financement dans le

³⁷ La Convention d'Encadrement des Nations Unies sur le Changement Climatique.

passé entre les BMD et les Banques de développement locales turques (par exemple, des lignes de crédit ou sur les programmes de prêts), qui ont considérablement facilité la route vers ce résultat.

- Des parties prenantes du PPRC ont noté les assurances, le crédit et les marchés financiers comme des avenues pour le changement transformationnel dans la résilience au changement climatique. Des activités spécifiques pourraient inclure la réforme des politiques et cadres réglementaires et des incitations financières, pour développer un environnement propice et des marchés à démarrage accéléré. Les outils examinés ci-dessus en relation avec le FTP pourraient aussi s'appliquer à la programmation PPRC. Ce concept semble intéresser suffisamment de parties prenantes du PPRC, qu'il vaudrait peut-être le coup de développer et de partager une base de savoir autour de ce que cela pourrait entraîner dans la pratique. Le domaine de l'assurance par exemple peut ne pas avoir d'analogie directe avec le FTP mais a été vu comme potentiellement prometteur pour le PPRC.
- Il existe un large consensus que le levier du secteur privé est crucial pour le succès des FICF. Des commentateurs ont souligné les facteurs potentiels suivants comme utiles pour parvenir à un tel levier :
 1. Un environnement stable et prévisible dans le pays, y compris des facteurs légaux, économiques et de régulations
 2. La clarté et la simplicité dans les cadres politiques et financiers.
 3. Le savoir, le renforcement des capacités et la participation de toutes les parties prenantes, pour assurer la confiance et une conception efficace du programme.
 4. L'attention à des technologies spécifiques au pays.
 5. L'atténuation des risques, et incitations à surmonter les barrières du «premier arrivant».
 6. Liens avec la CENUCCC.
 7. Une «ingénierie financière» appropriée taillée pour les conditions du pays, de la technologie et du marché. (voir aussi Section 7 pour aller plus loin sur ceci et les thèmes liés.)

Enfin, la dynamique temps/profondeur, comme examinée dans la Section 1, est un thème majeur pour l'implication des parties prenantes. Par exemple, les horizons temporels des peuples autochtones et ceux des communautés locales sont souvent différents de celles des agents des programmes des FIC.

6. Gouvernance et Réunions de Comité³⁸

La représentation équilibrée (un nombre égal de pays donateurs et pays en développement, avec des co-présidents représentants chacun d'entre eux) dans tous les comités de prise de décision des FIC, et l'approche de décision par consensus, ont été pour la plupart perçues par les personnes interrogées comme travaillant de manière efficace. Les personnes interrogées ont indiqué que les comités étaient en mesure de faire avancer les choses de façon pragmatique, et les représentants de gouvernement étaient généralement à l'aise avec la structure.³⁹

Pour explorer les défis et les possibilités d'apprentissage permanent, il est utile de penser à un spectre allant de l'égalité formelle d'une part, au partenariat de collaboration et de copropriété de l'autre. Tout en notant les progrès importants déjà réalisés dans le passage d'un paradigme guidé par des donateurs, de nombreux intervenants ont souligné la nécessité pour les FIC de déterminer comment se déplacer plus loin vers la droite sur ce continuum. Des sujets pratiques à cet égard comprennent :

- Les Processus d'approbation : équilibrer le besoin de rendre des comptes avec la prévisibilité et l'efficacité de manière à avoir des résultats par un examen collaboratif plutôt qu'intrusif. Une partie du défi ici est que l'Unité Administrative n'est pas chargée de faire un examen préalable ou une sélection, donc ce sont les comités eux-mêmes qui doivent le faire. Quel est le niveau approprié de détail pour l'examen en comité des projets d'investissement ? Quels sont les besoins distincts des divers participants (le pays proposant, les représentants d'autres pays, les BMD) et comment peuvent-ils être accordés ? Existente-t-ils des problèmes de capacité technique des membres du comité relatifs à leur examen des plans et projets d'investissement ? Comment le processus d'approbation peut-il être simplifié ? Est-ce qu'un flux d'approbation plus simple et séparé pour des petits projets aiderait ? Il existe maintenant une base d'expériences pour l'examen de ces questions.
 - Sur le plan positif, les gens ont noté qu'il existe relativement peu d'étapes d'approbation des projets par les comités des FIC, qu'ils sont rapides, et que le modèle d'information nécessaire est clair. Il pourrait être utile d'aller plus loin dans cette direction et en particulier de mettre l'accent sur des critères d'approbation prévisibles pour chacun des différents types de document sur le financement des FIC. Les deux gouvernements des pays bénéficiaires ainsi

³⁸ Le rôle des multiples parties prenantes dans la gouvernance, y compris la structure d'observateur actif, est une partie importante du tableau, mais la section 5 ci-dessus a pour but d'indiquer les domaines majeurs pour l'apprentissage à cet égard. Ainsi, la Section 6 se concentrera sur les gouvernements des pays comme membres des comités et sous comités du Fonds d'Affectation Spécial.

³⁹ Voir aussi ci-dessous - le début "alors que le relativement petit nombre." - pour plus de détails, y compris les points découlant des discussions à Manille qui ont suivi les observations résumées dans ce paragraphe.

que le personnel des BMD ont remarqué la valeur potentielle de l'orientation renforcée dans ce domaine.⁴⁰

- Les Comités ont aussi été félicités pour leur volonté d'adopter une approche flexible dans l'examen de leurs plans d'investissement présentés sous divers formats, par différents pays pilotes, tant que les critères de base ont été bien pris en compte. La nécessité de ce type de flexibilité dans l'approche d'une planification menée par le pays apparaît comme une leçon de l'expérience acquise à ce jour. Il est à noter que cette souplesse est en relation tendue avec le point qui vient d'être fait sur les critères prévisibles ; ce qui est un autre exemple où les FIC sont à la recherche d'une « solution simultanée » autour d'objectifs différents.
- Les parties prenantes ont également apprécié l'innovation des FIC, sous laquelle les gouvernements nationaux des pays bénéficiaires, et non le personnel BMD, présentent des propositions aux comités des Fonds d'Affectation Spécial pour approbation. Pour plus d'information sur ce thème, voir la section sur la Turquie dans le Résumé.
- Mais les répondants ont également déclaré que les projets des FIC exigent un processus de double approbation – par le Comité des FIC *et* de la BMD en vigueur. Des inquiétudes sur le temps requis pour l'approbation des BMD et des idées pour régler ces problèmes, sont en discussion active entre les BMD, et ceci pourrait rejoindre des initiatives plus vastes en cours pour accroître l'efficacité dans les cycles de projet des BMD et accélérer les décaissements.
- Les parties prenantes ont également noté qu'avec la croissance des FIC et l'expérience des processus d'approbation du Comité récoltée, il pourrait être utile d'envisager d'introduire une fonction d'examen techniques pour appuyer les décisions sur les plans d'investissement et les projets. Cela pourrait comprendre d'engager des conseillers techniques indépendants pour soutenir la prise de décision des FIC, avec un système centralisé d'expertise technique géré par l'Unité Administrative. Quelle que soit la composition du personnel technique interne et externe choisi pour soutenir une fonction d'évaluation technique, cela marquerait une expansion importante du rôle de l'Unité Administrative. En particulier, il a été suggéré qu'une évaluation technique centrale indépendante pourrait renforcer la

⁴⁰ Chacun des fonds et programmes des FIC a des documents de lignes d'orientation, aussi c'est une demande d'amélioration, et aussi une attention particulière aux différents types de propositions qui vont aux comités pour approbation. Un exemple en est le Document de Programmation du PPRC du 16 juillet 2009, qui comprend comme Annexes "Orientation" pour l'élaboration des plans du SPRC et "Questions directrices" pour le Sous Comité du PPRC pour passer en revue de tels plans (appelés officiellement Plan Stratégique pour la Résilience Climatique du pays ou SPCR). Il a été noté que bien que le corps du présent document se réfère plusieurs fois au "principal objectif" du PPRC en tant que "initiant une transformation" ou un "changement transformationnel", les Annexes ne citent pas de critère spécifique de changement transformationnel. Si le Sous-Comité développe de tels critères selon les lignes examinées en Section 2 plus haut, il serait utile de les citer ici ou dans un document lié.

robustesse des plans et des activités ; améliorer l'efficacité (puisque, en vertu des dispositions actuelles du FTP, chaque membre du comité entreprend séparément des évaluations techniques des pays et des propositions de projet); et construire un nouveau niveau non politisé et indépendant d'examen de revue des pairs pour la sélection de pays, les développements de projet et les prises de décisions en comité. Notez que ces trois programmes FSC développent déjà une expérience utile avec un soutien technique par l'intermédiaire de leur Groupe respectif d'Experts.

- Un intervenant a demandé si les pays bénéficiaires voyaient le processus actuel d'approbation comme « trop rigoureux ». Avec les données (limitées) disponibles pour cette étude, la réponse à cette question est « oui ». Une réponse plus longue est que davantage de clarté et de prévisibilité autour de critères d'approbation pourraient être très utiles et après une période initiale naturelle de « apprendre par la pratique » les FIC peuvent maintenant être en mesure d'avancer sur le front de façon plus systématique. Le point sur la clarté est intéressant à souligner, puisqu'il a été un fil conducteur commun dans une partie importante des rétroactions des pays bénéficiaires dans cette étude. Les rétroactions incluaient également l'idée que les plans d'investissement ont construit une gamme flexible dans leurs estimations de financement de projet, puisque, comme l'a dit un répondant, le plan représente « un instantané dans le temps » d'une image qui change une fois que les projets spécifiques commencent à mûrir.
- Les répondants ont déclaré des niveaux variables d'engagement dans les pays en développement à la prise de décision du Comité, en fonction de facteurs tels que la taille du pays et la capacité. Qu'est-ce qui peut faciliter l'engagement par chaque groupe de pays ? Au préalable, les personnes interrogées ont identifié garder les discussions lors des réunions à un niveau stratégique, créant et tirant parti des possibilités pour développer le leadership des pays, et promouvoir le dialogue et l'apprentissage inter pays. La réunion PPRC du pays pilote en octobre a été sans cesse mentionnée comme utile à cet égard ; plus récemment, les brèves rétroactions de Manille suggèrent une réponse similaire de la part des représentants gouvernementaux aux réunions de pays et autres événements tenus avant et pendant le Forum 2010 du Partenariat.
- Alors que le nombre relativement faible au sein des comités a été considéré comme utile à leur efficacité, des préoccupations ont été exprimées au sujet de leur représentativité, surtout dans le sud. Une stratégie pour répondre à la nécessité d'engager pleinement des pays en développement serait de faciliter la collaboration sud-sud, mais il a été noté qu'il n'y avait pas de modèle clair pour cela.
- Des rétroactions dans la première phase de l'étude, en 2009, ont suggéré que les membres des Comités et Sous-Comités du Fonds d'Affectation Spécial, ont généralement estimé que l'approche par consensus pour la prise de décision

a été efficace et productive. Les intervenants ont noté que l'approche consensuelle fonctionne lorsqu'il y a une volonté partagée de compromis, et de confiance concernant le suivi. Une question qui émerge de cette expérience est à quel point, si par exemple les comités sont élargis, un consensus serait-il irréaliste?

- Plus récemment, en Mars 2010, le Comité du Fonds d'Affectation Spécial du FCT tenu à Manille a discuté de sujets relatifs à ce thème et a conclu comme suit :

Le Comité du Fonds d'Affectation Spécial note la nécessité pour ses membres d'examiner toutes les propositions dans les critères d'investissement entendus et après une délibération minutieuse de toutes les considérations politiques pertinentes. Certains membres du comité ont en outre considéré la nécessité de revoir certains aspects du processus de prise de décision par consensus du Comité. Le Comité du Fonds d'Affectation Spécial demande à l'Unité Administrative de préparer un document pour examen à la prochaine réunion du Comité s'appuyant sur une étude de ces processus dans d'autres structures internationales pertinentes.⁴¹

- Dans le même temps, « des observateurs actifs » avaient des questions sur les processus existants, y compris le modèle du consensus ; généralement ces intervenants ont insisté sur la transparence comme un objectif clé.
 - Les intervenants ont également noté que la « représentation équilibrée » dans les comités devrait également être considérée à la lumière de l'équilibre de l'activité en dehors des réunions du comité.
- Le contexte politique international dans le changement climatique est complexe et délicat. Les répondants ont loué les Comités pour leur capacité à prendre des décisions pratiques et concrètes sans être piégés par les différends théoriques ou politiques. Cela a été attribué en partie à l'orientation technique (financière et opérationnelle) des personnes impliquées, en partie pour leur faible nombre, et en partie aux règles de base qui définissent une frontière entre les FIC et le processus CENUCC.
 - La structure à plusieurs fenêtres des FIC, y compris le FTP, le PPRC, FIP et SREP a été perçue comme une force, ce qui permet une coordination de haut niveau, et une fertilisation croisée par les comités du Fonds d'Affectation Spécial et la structure mondiale, associée à la concentration et à la spécialisation au niveau des programmes individuels (par le sous-comité). Cette approche a également permis

⁴¹ *Résumé des co-Présidents*, Réunion du Comité du Fonds d'Affectation Spécial du Fonds pour les Technologies Propres, 15-16 Mars: 2010 http://www.climateinvestmentfunds.org/FIC/sites/climateinvestmentfunds.org/files/CTF_Summary%20of%20the%20Co-Chairs%20-%20CTF%20Meeting%20_March%2015-16%2C%202010_.pdf, paragraphe 6.

aux intervenants de coaliser autour des domaines d'intérêt ou besoin particulier, et les fenêtres de fonctionner à leur propre rythme approprié. Cela semble être une réponse efficace à la nécessité, dans les finances du climat, tant pour la stratégie globale que pour la programmation personnalisée.

- Dans le même temps, des intervenants ont mis en garde contre la création d'un trop grand nombre de niveaux. Par exemple, il a été suggéré qu'un organisme faitier unique (plutôt que deux, comme prévu dans la structure actuelle) aurait pu gérer avec succès les quatre fenêtres.
 - Il a été également suggéré que les FIC pourraient tirer des enseignements utiles sur les liens entre les faibles émissions de carbone et les plans nationaux s'adaptant au climat, dans les cas où les pays élaborent des stratégies parallèles sur un ou plusieurs domaines liés aux FIC tels que la technologie propre, l'adaptation ou la foresterie.
 - Les différents fonds et programmes ont également utilisé des approches différentes dans leur processus de conception respectifs. Par exemple, ⁴² la conception du FTP a été négociée en grande partie à un niveau supérieur, tandis que le SREP a été élaboré par des experts plus techniques et politiques, et le FIP a utilisé une approche de conception multi-parties prenantes. Ces stratégies sont liées aux priorités et au contenu des programmes eux-mêmes, mais comme l'expérience suivant les résultats se développe, il y a une possibilité de récolter des leçons sur la conception des programmes futurs.
- En général, les personnes interrogées ont montré la nécessité de réduire la bureaucratie et les charges administratives au strict minimum. L'Unité Administrative a été considérée comme mince et réactive, mais les personnes interrogées aimeraient voir les FIC trouver des moyens de rationaliser des opérations de Comité et la structure de gouvernance.
- Sur ce sujet, une variété de parties prenantes ont suggéré que, si c'était naturel pour les Comités d'adopter une approche pratique au début, il pourrait être à présent approprié pour eux de commencer à déléguer plus de tâches à l'Unité Administrative, aux organismes techniques et aux Comités des BMD.

L'encadré 5 ci-dessous conclut cette Partie B en reliant son thème principal – favoriser les liens- au thème de la Section 3 ci-dessus - les FIC comme un réseau d'apprentissage mondial.

⁴² Toutes les personnes interrogées ne sont pas d'accord avec cette qualification, et le chercheur ne dispose d'aucune information indépendante sur les différents processus de conception du FIC. Pourtant le point de vue général, pour la récolte des enseignements à travers les processus de conception collectivement, n'est pas en cause.

ENCADRÉ 5 : Les intervenants, les relations et l'apprentissage

Un thème majeur de cette étude, et l'accent en particulier de la Section 3 ci-dessus, est l'importance pour les objectifs des FIC de générer efficacement un apprentissage continu à partir d'activités importantes dans les finances du climat dans les pays en développement. Comme les sections 3 et 4 le soulignent, *les relations* – Le sujet de cette partie B – sont essentielles pour générer et transmettre l'apprentissage. En outre, ces deux rôles – production et transport – ne sont pas aussi distincts, pour l'apprentissage des FIC, comme les mots pourraient le suggérer : Comme l'apprentissage par la pratique implique des boucles de rétroactions continues, le cycle de « transmission » lui-même est un générateur de connaissance essentiel.

La partie B a examiné les relations entre les intervenants à partir d'une perspective plus large, non restreinte au sujet de l'apprentissage. Pourtant, les réflexions sur les relations entre les intervenants présentées ici en termes généraux s'appliquent en particulier au développement de l'apprentissage des FIC: L'importance de développer la sensibilisation et la confiance ; la nécessité d'une stratégie progressive, la nécessité de déterminer, pour chaque type d'acteur, quels (dans ce cas-ci besoins d'apprentissage spécifiques, et des rôles spécifiques d'apprentissage, s'appliquent à cet intervenant ; l'importance des approches adaptées afin de connecter les intervenants et de renforcer la capacité du pays. En bref, les stratégies de communication et de sensibilisation des intervenants en cours d'élaboration par les FIC sont en fait étroitement liées à l'apprentissage et aux connaissances des FIC dans les stratégies de gestion.

Cette étude n'a pas les données pour examiner en profondeur les besoins spécifiques d'apprentissage et les contributions potentielles d'apprentissage des différents intervenants des FIC. Au-delà de noter que c'est une ligne fructueuse d'enquête pour les FIC, nous pouvons seulement pointer, à ce stade, vers quelques commentaires généraux qui ressortent des entrevues avec les intervenants :

- La phrase maintes fois répétée « leçons apprises » est en fait trop générale. L'identification des enseignements dépend de qui est à la recherche de l'apprentissage. Les FIC souhaitent, par exemple, développer des enseignements pour leurs propres opérations sans cesse améliorées faites dans le pays ; pour le renforcement des capacités parmi les intervenants des FIC, y compris au niveau local et communautaire, et notamment le secteur privé ; pour la réplication dans les finances du climat en général ; pour les décisions de gouvernance des Comités et Sous Comités du Fonds d'Affectation Spécial, pour les réseaux existants et institutions externes (y compris, entre autres, les partenaires au développement) ; pour la CENUCC. Chacun d'eux est différent et nécessite une attention distincte à la création et à la transmission des connaissances.

- ~~Certaines transmissions des enseignements seront officielles et appropriées, basées sur une expérience et des preuves considérables. Ce sera généralement le cas, par exemple, de leçons destinées à d'autres institutions, telles que la CENUCC. Mais une nette distinction entre l'apprentissage officiel et officieux serait une erreur, car les rapports officiels bénéficieront des flux de connaissances, des rétroactions et de l'apprentissage officieux permis par les liens.~~
- Il est utile de garder à l'esprit une perspective axée sur la demande dans la gestion des connaissances, comme le suggèrent les plans des FIC existants.⁴³ Le flux de nouvelles connaissances vers chaque utilisateur doit être adapté à ses besoins, et ces besoins devraient jouer un rôle dans la création de leçons : Cela aussi est une rétroaction en boucle, conduite par les liens.
- Pour les FIC en particulier, les besoins de synchronisation des différents intervenants sont un aspect essentiel de satisfaction de la demande. La production et la transmission des enseignements en temps opportun est un facteur clé de succès – Rappel du thème 1 ci-dessus. Les rétroactions ont besoin de circuler rapidement afin d'assurer une amélioration continue ; plus de résultats pris en considération doivent être disponibles aux intervenants comme la CENUCC à temps pour l'application dans la conception de nouveaux cadres et programmes. La gestion des connaissances des FIC et des programmes de soutien du réseau peuvent aider par la structuration de leur travail autour des divers besoins du calendrier des intervenants pour les enseignements reçus.
- Une forme de « demande » qui est évidente parmi les diverses parties prenantes est celle d'une assistance, lorsqu'un problème particulier se présente, pour l'identification aussi bien des sources de connaissances existantes sur cette question que sur les personnes particulières dans les réseaux des FIC avec qui entrer en contact afin d'échanger des idées. Un des rôles utiles que l'équipe d'administration centrale peut jouer, si les ressources sont disponibles, est de servir de sorte de centre de référence en réponse à ces demandes. En fin de compte, plus les intervenants des FIC peuvent directement apprendre les uns des autres au cas par cas à travers des réseaux de relations, plus les FIC seront puissants en tant que véhicule d'apprentissage. L'équipe de gestion centrale des connaissances peut jouer un rôle de catalyseur en soutenant et construisant ces relations fondées sur la connaissance.
- E.M. Forster avait raison : Il suffit de se connecter !

⁴³ Voir la Gestion des Connaissances des FIC – Créer la capacité d'agir:
http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/sites/climateinvestmentfunds.org/files/CIF_KProgramPaperFinal.pdf.

C. FINANCEMENT ET STRATEGIES DE FINANCEMENT

Les intervenants ont attiré l'attention sur une variété de domaines, dans la stratégie de financement des FIC où il y a des leçons ou des possibilités de leçons. À ce stade, les thèses sont le plus simplement résumées comme une série de sujets dont certains très techniques.

7. Thèmes de financement

- *Nombre et Sélection des Pays et des Pilotes Régionaux* : dans encore une autre polarité ou spectre, il y a d'une part le souhait de financer une grande diversité de pilotes, en nombre suffisant pour générer des transversales d'apprentissage, mais d'autre part un besoin d'avoir suffisamment de ressources disponibles dans chaque pilote pour assurer l'efficacité.
 - La sélection des pays et des Projets Pilotes Régionaux pour le PPRC a été faite par un groupe d'experts qui a appliqué des critères de vulnérabilité spécifiques pour produire des recommandations au Sous-Comité. Ce processus est maintenant considéré comme un modèle pour d'autres programmes FSC. Le respect international que le PPRC a acquis grâce au travail du Groupe d'Experts suggère que l'application objective des critères clairement définis peut avoir une valeur importante dans le choix d'allocation des ressources. Toutefois, il n'est pas clair comment un tel procédé pourrait s'appliquer à des sujets où il n'y a aucune analogie avec les questions de vulnérabilité. Un défi ici est de combiner une approche conduite par la demande ou une approche ascendante avec le modèle basé sur la science appliquée par le PPRC.
 - Le FTP ne fonctionne pas en sélectionnant un groupe de pays ou des projets pilotes régionaux : le Comité du Fonds d'Affectation Spéciale du FTP, examine les projets de plan d'investissement au cas par cas en même temps qu'ils sont proposés. Cette approche a facilité une programmation rapide du FTP, mais en regardant devant, les intervenants se sont inquiétés de trop nombreuses applications en fonction des fonds disponibles et il serait alors difficile de fixer des priorités. Comment peut-il y avoir une manière transparente de dire Non dans un tel environnement, avec des possibilités appropriées de recours ? Devrait-on mettre en place des critères d'allocation de ressources quantifiables ou raisonnablement prévisibles pour remédier à ce défi ?
 - Une question connexe posée par les intervenants est de savoir s'il y a suffisamment de possibilités pour les pays à revenus faible et intermédiaire pour participer aux activités des FIC. Bien que les personnes interrogées pour cette étude comprenaient des représentants de pays à revenu intermédiaire entre autres, les données ne sont pas disponibles pour offrir des conclusions générales sur ce sujet, sauf peut-être de noter, en fonction des informations existantes, que l'attention sur les possibilités de coopération Sud-Sud peut être particulièrement pertinente pour ce sujet.

- La question de savoir pourquoi certains pays reçoivent des fonds des FIC et d'autres pas, a été soulevée à maintes reprises par les intervenants comme une cause de préoccupation. Les pays voient souvent les FIC comme une opportunité de financement relative aux BMD, et lorsque des pays avec des programmes de BMD actifs se retrouvent non sélectionnés pour un financement par les FIC, les questions et préoccupations se soulèvent. Les FIC se distinguent également des véhicules de financement, tels que le Fonds pour l'Environnement Mondial, qui sont mandatés par la Conférence des Parties à la CENUCC et doivent, par leur mandat, servir tous les pays éligibles. Il pourrait être utile d'améliorer la communication sur cette dimension, bien que certaines des préoccupations ici peuvent être inhérentes à la structure pilote des FIC et du rôle spécifique dans le financement climatique : Etant donné que les FIC sont des véhicules de transition visant à générer des méthodes « d'apprentissage par la pratique » sur la manière dont les pays peuvent parvenir à un changement transformationnel, les FIC doivent se concentrer, à titre expérimental, sur une gamme étroite de pays pilotes.
- *Critères d'Allocation des Ressources* : des questions sur les critères d'Allocation des Ressources se posent dans deux contextes. D'abord, avant la sélection des pays, dans le cas du FTP comme indiqué ci-dessus, et deuxièmement dans les programmes du FTP ou FSC, après la sélection des pays, afin de déterminer les niveaux de financement pour les différents pilotes. Les programmes FSC n'utilisent pas actuellement les groupes d'experts dans le cadre de l'allocation des ressources, par opposition à la sélection des pays. Pour les deux programmes du FTP et FSC, les intervenants ont exprimé un souhait, alors que la programmation des FIC passait la phase de démarrage, pour des approches transparentes plus systématiques, mais il n'est pas clair comment elles auraient pu être développées. Les intervenants ne considèrent pas les FIC comme un lieu pour élaborer des critères d'allocation des finances internationales sur le climat en général. Mais peut-être des enseignements pourraient être tirés de l'expérience de programmation spécifique et aussi de l'expérience d'autres mécanismes tels que le cadre de l'allocation de ressources du FEM. C'est un domaine potentiellement fructueux pour une analyse plus poussée. Est-ce que le processus de groupe d'experts ou une variante serait utile dans l'élaboration ou l'application de critère d'allocation des ressources, ou une autre stratégie est-elle nécessaire ?
 - La capacité des pays à absorber le financement et la programmation des FIC particulièrement dans le cadre du FSC, a été citée comme pertinente dans l'affectation des ressources et un domaine important pour l'analyse minutieuse. Cette rubrique se connecte à une variété de thèmes généraux abordés dans le présent document, y compris les besoins de renforcement de capacité, les perspectives de changements transformationnels et la gestion du défi vitesse-profondeur.

- Il existe également des risques que l'application de critères d'allocation pourrait mener à l'étiquetage inutile de certains pays. En outre, il existe un risque d'effets pervers : Les gros pollueurs recevant un financement important. En tout état de cause, les intervenants ont généralement indiqué que les critères d'allocation à long terme dans le financement climatique relève de la compétence de la CENUCC.
- L'allocation des ressources dans le contexte des pays multiples représente un défi particulier. Il y a un risque sous-jacent que, jusqu'à ce que l'enveloppe financière soit complètement spécifiée, les questions autour de ce sujet peuvent rendre la planification et le dialogue plus difficile. Des préoccupations ont été exprimées que, puisque le financement dans ces pilotes régionaux sera versé à des pays, les montants pourraient être considérés comme trop faible dans une perspective nationale ; l'objectif est pour les programmes régionaux d'être plus que la somme des parties de leur pays, mais les premières rétroactions suggèrent que cela peut être difficile dans la pratique. Le pilote régional du PPRC des Caraïbes travaille avec le secrétariat de la communauté des Caraïbes et autres institutions régionales pour développer des approches coordonnées qui pourraient aider à répondre à cette préoccupation.
- Une question porte sur la gamme des dépenses pour les différents programmes. Il y a maintenant une expérience adéquate pour déterminer si elles se sont avérées utiles et pourquoi, de même qu'il y a des enseignements plus généraux sur la façon de gérer ce domaine. Le FTP n'a pas spécifié la taille des plans d'investissement qu'elle attend des pays, et il y a eu un écart important dans la taille des plans d'investissement du FTP, à hauteur de 750 millions de dollars pour les programmes de Moyen-Orient et d'Afrique du Nord. Le PPRC, d'autre part, dispose d'une gamme prédéterminée plus serrée des dépenses pour chaque pilote. Comment ces approches alternatives se sont-elles déroulées dans la pratique?
- Les critères d'attribution sont appelés par de nombreux intervenants, y compris les pays en développement. Le PPRC développe de nouveaux travaux dans ce domaine, à être discutés en Juin 2010⁴⁴. Un répondant a exprimé un dilemme de cette façon : Etant donné que les échelles de financement climatique prennent de l'importance, les critères seront de plus en plus nécessaires, mais le résultat peut être un risque accru de subir les malheurs de la planification centrale.

⁴⁴ Voir Document PPCR/SC.6/9, *Proposition pour l'Allocation des Ressources aux pilotes du PPRC*, à http://www.climateinvestmentfunds.org/FIC/sites/climateinvestmentfunds.org/files/PPCR%209%20Proposal%20for%20Allocation%20of%20Resources%20jdk%200609_0.pdf.

Additionnalité : les intervenants ont noté que le financement des FIC sera nouveau et les ressources additionnelles complétant les flux existants d'Aide Publique au Développement. Les FIC collaborent avec la CENUCC et le CAD-OCDE sur le suivi de ce concept en pratique. Le CENUCC et le CAD-OCDE⁴⁵ prendront l'initiative de définir les approches à cette question, tandis que les FIC peuvent contribuer à l'expérience sur le terrain.⁴⁶ En plus de la question de l'additionnalité dans le *financement des pays donateurs*, des intervenants ont également noté l'importance de l'additionnalité dans la *programmation des pays bénéficiaires* à savoir que les programmations des FIC s'ajoutent au « les affaires continuent ». Cette dimension programmatique de « l'additionnalité » est décrite à la Section 2 ci-dessus sur le changement transformationnel.

- *Des Subventions et des Prêts Concessionnels* : Les FIC ont de nouveau innové en incluant les prêts concessionnels avec des subventions dans un contexte de Fonds d'Affectation Spécial et ceci peut représenter des opportunités tant pour les bailleurs de fonds que pour les bénéficiaires. Toutefois de nombreuses personnes interrogées ont exprimé de vives préoccupations, au sujet du financement de prêt, en particulier dans les contextes d'adaptation et de réforme des politiques, et il y a aussi une préoccupation au sujet de la complexité technique (y compris par exemple les risques de change, ou le temps requis pour trier les arrangements juridiques).

⁴⁵ Respectivement, la convention d'Encadrement de l'ONU sur le changement climatique (CENUCC) et l'organisation pour la coopération et le développement économique, le comité d'assistance au développement.

⁴⁶ Voir aussi:

- Document CTF-SCF/TFC.4/6, *Update on Distinguishing and Tracking CIF Contributions as New and Additional ODA Resources*:
<http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/sites/climateinvestmentfunds.org/files/Joint%206%20Distinguishing%20and%20Tracking%20Contributions%20to%20the%20CIF%20as%20new%20and%20additional%20ODA%20Resources%20FINAL.pdf>
- Paragraphes 9-10 du *Summary of the Co-Chairs*, Joint Meeting of the CTF and SCF Trust Fund Committee, 16 mars 2010:
http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/sites/climateinvestmentfunds.org/files/Joint_ctf_scf_co_chairs_summary_March_2010.pdf

Paragraphe 16 du *Summary of the Co-Chairs*, Clean Technology Fund Trust Fund Committee Meeting, 15-16 mars 2010:

http://www.climateinvestmentfunds.org/cif/sites/climateinvestmentfunds.org/files/CTF_Summary%20of%20the%20Co-Chairs%20-%20CTF%20Meeting%20_March%2015-16%20C%202010_.pdf

D'autres facteurs pertinents comprennent la capacité financière et institutionnelle des pays, les revenus directs liés aux projets financiers et les risques techniques et financiers. D'autre part, les rétroactions initiales suggèrent également que les conditions du Prêt Concessionnel peuvent ouvrir des possibilités utiles et flexibles pour attirer et multiplier les financements du secteur privé. Les termes de financement des FIC pour les prêts au secteur privé ont été considérés comme utilement flexibles. Au delà du secteur privé, mesurer la composante des prêts concessionnels, et lier ceux-ci au coût d'atténuation a été identifié comme un domaine de développement technique. L'expérience des FIC dans le pays pourrait constituer un éclairage nouveau sur les diverses questions identifiées ici.

- Il y a eu une forte divergence de vue au sujet des prêts concessionnels dans le cadre de l'adaptation. Pour certains intervenants, le fait sous-jacent que le changement climatique a été largement causé par les émissions des pays industrialisés implique clairement que les prêts ne sont pas appropriés pour développer les programmes d'adaptation des pays. Pour d'autres intervenants, l'utilisation des crédits accordés dans le PPRC, fournira une opportunité d'essai utile pour explorer quel programme et activité d'adaptation serait appropriée pour un financement grâce à des produits de prêts, par exemple dans le domaine des infrastructures d'adaptation et de prêts au secteur privé. Ces intervenants ont également mentionné qu'il était possible que dans le PPRC et autres programmes des FIC d'explorer plus loin les flux financiers par différents types de produits de prêts et d'approches.
- *Engagements*: Une variété d'intervenants a souligné l'importance du suivi sur des promesses de financement, dans les FIC et plus généralement. Ceci se connecte également au thème des ressources « nouvelles et supplémentaires », résumé ci-dessus.
- *Incitations*: le FTP génère les leçons précoces dans l'utilisation du financement concessionnel pour procurer des incitations pour la réduction des émissions de carbone. En finançant les coûts supplémentaires et les primes de risques qui influent sur la viabilité de l'investissement empreinte carbone réduite, le FTP permet d'éviter de s'enliser dans des débats sur des scénarios de références contre factuelles, et de coûts supplémentaires et à la place se retrouve soutenu dans le financement. « Soutenir » signifie structurer la composante des conditions de faveur du FTP pour couvrir l'écart de viabilité après les autres sources de financement (notamment le FEM et le financement du carbone) sont pris en compte dans l'analyse économique et financière. L'objectif est de soutenir les premiers arrivants avec juste les bonnes mesures incitatives de financement du FTP. Par exemple, en Turquie, les financements concessionnels du FTP sont utilisés pour surmonter les barrières à l'entrée du marché pour les banques et les entreprises industrielles dans les investissements d'efficacité énergétique et pour parvenir au seuil des taux de rendement pour les premiers investisseurs dans les énergies renouvelables. La

mission de développement des banques intermédiaires et les conditions des accords de prêts ont été citées comme des incitations pour les intermédiaires pour éviter d'aller au-dessus du seuil.

- Comme le cas de la Turquie le démontre, il y a un art pour concevoir des mesures incitatives afin que le résultat soit vraiment un changement du « les affaires continuent », plutôt qu'un édulcorant pour des projets qui auraient avancé de toute façon. La récolte de leçons détaillées sur la façon de procéder, à partir de ceci et d'autres exemples des FIC dès que la situation de développement sur le terrain permettra l'évaluation des résultats, pourrait constituer une précieuse base de nouvelles connaissances.
 - L'objectif de « soutenir » le mode de financement est de fournir « juste assez » de financement concessionnel, mais comment être sûr que ce n'est pas « trop » ? Des Banques Multilatérales de Développement interrogées pour cette étude ont indiqué qu'elles sont maintenant en train de faire évoluer leur politique et leur stratégie afin de traiter cette question. La Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement utilise l'analyse économique pour aborder ce thème (bien que son expérience antérieure ait été dans d'autres secteurs), mais les répondants du BMD ont vu tout ce domaine comme fructueux pour l'innovation des FIC et la collaboration des BMD.
- *L'effet levier* : Exploiter d'autres financements officiels et notamment le financement du secteur privé sont des objectifs clairs des FIC. Ce qui est le moins clair est de savoir comment un tel effet levier doit être défini et suivi, encore un autre domaine où les FIC doivent innover, peut-être en construisant sur des méthodologies des BMD existantes dans ce domaine. Par exemple les BMD ont demandé comment définir l'effet de levier dans des contextes où les FIC contribuent aux lignes de crédit via les intermédiaires financiers ou en cas de syndication de prêts avec les banques privées, ou pour des prêts renouvelables (quand le financement est utilisé plus d'une fois). La définition de l'effet levier pourrait également être élargie pour inclure les co-bénéfices comme la création d'emploi et l'accès à l'énergie. Avec une définition commune en main les FIC pourraient alors mieux évaluer les taux levier en cours du moment (dans les programmes des FIC, et par d'autres mécanismes) et d'en tirer les leçons sur la façon d'optimiser l'effet levier.
- En Turquie, les accords de prêts avec des intermédiaires financiers ont imposé une limite sur le pourcentage des coûts totaux du projet que le financement des FIC pourrait représenter (15% ou 20% selon le secteur). Cela a assuré un plancher sous le ratio de levier financier. Dans la pratique les intermédiaires ont indiqué que la mesure de leur influence a été généralement bien au dessus du sol.

- *Mesures de Sécurité* : les FIC sont engagés à travers leurs documents de base, et à travers des politiques de mise en œuvre des Banques Multilatérales de Développement, vers des garanties sociales et environnementales. Il a été noté que la façon dont les mesures de sauvegarde seront appliquées dans la pratique à travers une variété de financements des FIC (secteur public et privé, et comprenant à la fois la mise en œuvre et le suivi) reste obscure pour de nombreuses parties prenantes, et que la poursuite du dialogue sur ce sujet pourrait être fructueuse. Ce point a été souligné par les intervenants à de nombreuses reprises dans l'étude.
- *Comment le financement est mélangé* : Les FIC ont intentionnellement mélangé leur financement avec ceux de BMD (ainsi qu'avec d'autres sources). Dans la pratique, ces résultats sont-ils des approches simplifiées, ou la complexité est-elle un obstacle ? Comment un financement mixte peut-il le mieux s'aligner sur les objectifs du gouvernement national et les programmes pertinents des FIC ? Les intervenants ont suggéré que des discussions supplémentaires et des conseils sur ces sujets seraient utiles. Ce thème est également lié à la question de l'« additionalité » du pays décrite ci-dessus.
- *Comment le financement est reçu* : Le FTP au Maroc a développé une approche novatrice par laquelle les flux de financement du FTP seraient planifiés et mis en œuvre en collaboration avec une nouvelle structure de « comité » spécialement conçue, qui à certains égards, fonctionnera comme une nouvelle institution financière nationale. Est-ce une voie utile et conviviale pour le financement ? Cette approche a un renforcement de capacités, ainsi qu'une fonction de renforcement des institutions – Peut-être menant au développement des Fonds d'Affectation spéciaux au niveau du pays. De tels Fonds d'affectation spéciaux, et les institutions connexes, sont-ils des véhicules appropriés dans la finance climatique ? Plus généralement, les pays bénéficiaires ont indiqué une forte préférence pour un accès administrativement simple et rapide au financement, mais les intervenants ont également suggéré d'explorer en profondeur avec les pays bénéficiaires, des questions sur la façon dont ils reçoivent le financement, y compris les possibilités d'accès direct. Pendant ce temps, le secteur privé a exprimé son intérêt pour un accès direct au financement du climat.
- *Renforcement des Capacités et Accès Local* : L'importance du renforcement des capacités court comme un fil d'or au travers des rétroactions reçues dans cette étude. Elle s'applique aux institutions publiques et privées, comme discuté plus haut, mais les intervenants ont également souligné le renforcement des capacités au niveau de la société civile et des communautés locales. Comme indiqué plus haut, il peut y avoir une opportunité de développer une base de connaissances pratique autour du renforcement des capacités dans le cadre des FIC, en tenant compte de l'objectif spécifique et de la portée du renforcement des capacités des FIC – Un thème pour une définition plus poussée. Comment le financement des FIC peut-il assurer des bénéfices à ce niveau, y compris des capacités pour un engagement des politiques et des programmes, pour l'apprentissage par un large dialogue et pour une action directe pour le climat et le développement ? Comment les communautés

locales peuvent-elles avoir accès aux financements des FIC ? Une initiative prometteuse dans ce domaine est le Mécanisme de Subventions Dédié pour les Peuples Autochtones et les Communautés Locales, une fenêtre spéciale de financement dans le cadre du Programme d'Investissement Forestier. Ce mécanisme de subvention est en cours de développement, conformément aux Termes de Références adoptés par le sous-comité du PIF en Mars 2010, il est donc trop tôt pour identifier les leçons tirées de l'expérience. Mais un objectif d' « apprentissages de leçons » pour cette initiative, même si les FIC travaillent en parallèle sur d'autres mécanismes de financement, sera sûrement utile.

- *Complexité* : Cela reste une préoccupation pour les structures de financement des FIC, ce qui n'est pas étonnant compte tenu des ambitions des FIC. Maintenir la flexibilité dans les options de financement a été cité comme un antidote fiable.

* * * * *

Remarques de Conclusion

Les défis explorés dans cette étude ne se sont pas posés par hasard : ils sont fondamentaux au financement climatique dans les pays en développement dans cette phase actuelle encore précoce de son activité. L'accent pragmatique de « l'apprentissage par la pratique » des FIC signifie que les parties prenantes travaillent et gagnent du terrain sur ces défis au jour le jour ; les FIC sont engagés dans un voyage d'apprentissage impressionnant, un voyage impliquant toute l'humanité. Le chercheur tient à remercier tous ceux qui lui ont offert leur temps et leurs pensées si généreusement pour cette étude, en personne, par téléphone et par écrit ; je tiens également à exprimer ma gratitude à toutes les parties prenantes des Fonds d'Investissements Climatiques pour ce que vous êtes malgré les défis multiples, travaillant ensemble pour réaliser des résultats.

Tout commentaire sera le bienvenu sur FICAdminUnit@worldbank.org.

Merci encore pour votre contribution

James Radner
École de Politique Publique et de Gouvernance
Université de Toronto

ANNEXE

Les éléments de ce document sont récoltés à partir d'entretiens, individuels ou en petits groupes, avec des personnes des gouvernements et des organisations de la liste ci-dessous. Les perspectives étaient diverses ; des remerciements sont rendus à tous ceux qui y ont participé pour leur franchise, leur perspicacité et leur esprit constructif.

Société Civile

ActionAid (USA)

Association pour la Défense de la Nature – PRODENA (Bolivie)

Projet Bretton Woods (UK)

CAFOD (UK)

Participants de la Société Civile Locale de la mission PPRC au Bangladesh

CARE Nepal (Nepal)

Fédération de la Communauté des Utilisateurs de la Forêt , Népal (FECOFUN)

Greenpeace International (USA)

Union Internationale pour la Conservation de la Nature (UCN)

Jeunes Volontaires pour l'Environnement (Togo)

RESOLVE (USA)

Initiatives pour la Transparence et le Développement Économique (Nigeria)

World Resources Institute (USA)/ Institut des Ressources Mondiales

Gouvernements

Le Bangladesh

Le Brésil

Le Cambodge

Le Canada

La Chine

Le Costa Rica

La République Dominicaine

Haïti

L'Inde

La Jamaïque

Le Mozambique

Népal

Saint Vincent et la Grenade

Le Tadjikistan

La Turquie

Le Royaume Uni

Les Etats-Unis

Le Yémen

Peuples Autochtones

Représentants des Peuples Indigènes dans la conception du Programme d'Investissement pour la Forêt et le Mécanisme de Subventions Dédiées associé à ce programme

Institutions Multilatérales

Banque Africaine de Développement
Banque Asiatique de Développement
Secrétariat de la Communauté Caribéenne
Banque Européenne pour la Reconstruction et le Développement
Banque Inter Américaine de Développement
La Société Financière Internationale
Programme de Développement des Nations Unies (PNUD)
Programme pour l'Environnement des Nations Unies (PENU)
Le Groupe de la Banque Mondiale

Banques Nationales de Développement

TKB – Banque Turque de Développement
(Voir aussi Banque TSKB cités dans la catégorie du Secteur Privé)

Secteur Privé

EcoSecurities
Frontier Finance International
Participants du Secteur Privé Local de la mission PPRC du Bangladesh
Banque TSKB (Turquie)
World Business Council for Sustainable Development (WBCSD)

De nombreux autres contributeurs, trop nombreux pour être cités, ont fourni des indications précieuses pendant de plus grandes réunions observées par le chercheur comme partie de l'étude.

Glossaire des Abréviations et des Termes Choisis

Abréviations utilisés dans ce rapport

FIC	Les Fonds d'Investissement Climatique, comprenant le Fonds pour les Technologies Propres (FTP) et le Fonds Stratégique pour le Climat (FSC) ; ils sont les sujets d'ensemble de cette étude ; pour un historique de ces fonds et leurs différents programmes, y compris ceux mentionnés ici, voir le site des FIC : http://www.climateinvestmentfunds.org/FIC/
FTP	Le Fonds pour les Technologies Propres (FTP) un des deux fonds généraux des FIC
PIF	Le Programme d'Investissement pour la Forêt, un programme ciblé du Fonds Stratégique pour le Climat (FSC)
FEM	Le Fonds pour l'Environnement Mondial
BMD	La Banque Multilatérale de Développement
PANA	Le Programme d'Action National d'Adaptation
PPRC	Le Programme Pilote pour la Résilience Climatique, un programme ciblé du Fonds Stratégique pour le Climat (FSC)
FSC	Le Fonds Stratégique pour le Climat, le deuxième des deux fonds généraux des FIC ; le FSC comprend en ce moment trois programmes ciblés, le Programme d'Investissement pour la Forêt (PIF), le programme Pilote pour la Résilience Climatique (PPRC), et le Programme de Valorisation à grande échelle des Énergies Renouvelables dans les Pays à Faible Revenu
SREP	Le Programme de Valorisation à grande échelle des Énergies Renouvelables dans les Pays à Faible Revenu un programme ciblé du Fonds Stratégique pour le Climat (FSC)
ONU	L'Organisation des Nations Unies
PNUD	Le Programme de Développement des Nations Unies
PENU	le Programme pour l'Environnement des Nations Unies
CENUCC	La Convention d'Encadrement des Nations Unies sur le Changement Climatique

Termes Choisis et Expressions

Les "définitions" ici sont des descriptions informelles proposées par l'auteur, en espérant qu'elles seront utiles particulièrement aux lecteurs dont la première langue n'est pas l'Anglais. Pour davantage d'informations techniques sur des termes généraux ayant trait au changement du climat mondial, voir le site internet de la CENUCC sur : <http://unfccc.int/2860.php>, et pour plus d'informations sur les termes ayant trait aux Fonds d'investissement Climatique, voir <http://www.climateinvestmentfunds.org/FIC/>.

Observateur Actif: Un poste particulier dans les Comités du Fonds d'Affectation Spécial des FIC et des Sous-Comités du Fonds d'Affectation Spécial. Les observateurs actifs

participent aux délibérations des Comités de nombreuses manières mais n'ont pas de rôle dans la prise de décisions. Pour une définition plus complète voir sur le site des FIC, "[Guidelines for Inviting Representatives of Civil Society to Observe Meetings of the FIC Trust Fund Committees.](#)"

Fonds pour les Technologies Propres ou CTF: Voir <http://www.climateinvestmentfunds.org/FIC/>

Personnalisation: Adapter un programme ou une activité à un contexte spécifique ou à un client – conception personnalisée ou confection.

Dilemme: Un problème qui se présente comme un choix entre deux options, où vous pouvez choisir l'une ou l'autre, mais pas les deux. Dans ce document, il est suggéré que les dilemmes apparents de la finance climatique, tels que la vitesse ou la profondeur ont quelquefois des solutions qui combinent les deux objectifs.

Évolution: Pour les fins de ce document, un changement avec le temps, d'une manière qui s'adapte aux besoins ou aux circonstances sous-jacents.

Paradigme induit par les bailleurs de fonds: Un modèle (qui n'est pas recherché dans les FIC), sur lequel les bailleurs établissent un programme, à la fois général et en détail, sur la façon dont les fonds seront utilisés. Les contrastes avec des approches « conduites par la demande », « conduites par le pays » ou « menées par le pays » cherchées par les FIC, où les priorités et le leadership, dans le cadre des objectifs généraux d'un fonds ou d'un programme, proviennent du gouvernement d'un pays bénéficiaire.

Émissions de gaz à effet de serre: La diffusion dans l'atmosphère de gaz tant naturels que d'origine humaine, tels que le dioxyde de carbone et le méthane, qui contribuent à augmenter la chaleur et donc au changement mondial du climat. Voir <http://unfccc.int/2860.php> pour plus d'information.

Les pays du Sud: Collectivement, les pays du monde en développement.

Les règles de base: À nos fins, les règles de base de procédures ou lignes directrices qui énoncent la manière d'agir ou d'opérer.

Effet levier: Mettre en place une activité de telle façon qu'elle multiplie son impact. En matière de finance, utiliser l'effet levier dans un investissement signifie le structurer de telle façon qu'il attire des fonds additionnels d'autres sources, et qu'ainsi le montant total financé est un multiple de l'investissement en question. Des activités peuvent aussi gagner un effet levier par des moyens non financiers, par exemple en démontrant la valeur d'une stratégie qui peut être appliquée ailleurs, ou plusieurs fois, de manière à multiplier l'effet. D'autres ressources, telles que le savoir et les relations, peuvent avoir un effet levier si l'on trouve un moyen de multiplier leur impact.

Polarité: Deux extrémités d'un spectre. Noir et blanc représentent une « polarité » avec de nombreuses nuances de gris entre.

Ensemble ramifié: À nos fins, un concept ou un groupe de concepts qui ont davantage de sens spécialisés selon les contextes spécifiques - par exemple, dans le contexte de programmes ou de pays spécifiques.

Ampleur: Aux fins de cette étude, la taille ou la portée d'un programme, d'une activité ou d'un problème. Un programme qui est « à l'échelle » ou à « grande échelle » signifie qu'il est grand, suffisamment grand pour obtenir le maximum d'impact.

Finance d'amorçage: Première provision d'argent pour aider au démarrage de quelque chose, avec l'idée qu'il pourra ensuite grandir tout seul, en attirant d'autres ressources.

Clause d’extinction: Une provision concernant la fin ou l’élimination graduelle d’un programme ou d’une activité. La conception d’ensemble des FIC comprend une clause d’extinction.

Changement Transformationnel: Un terme technique pour les FIC référant à un changement conséquent poursuivi dans les activités soutenues par les FIC. Le thème est abordé dans de nombreux documents des FIC (voir le site internet des FIC référencé plus haut) et est examiné en long dans la Section 2 de ce rapport.

Les Comités et Sous Comités du Fonds d’Affectation Spécial: Les corps gouvernants des fonds et des programmes ciblés des FIC. Le FTP, FSC, PIF, PPRC et SREP ont un Comité ou Sous Comité associé.

Tsunami: Une série de vagues extraordinairement grandes d’un océan ou autre grande masse d’eau, généralement causé par un tremblement de terre sous-marin, un volcan ou autre explosion importante. Le tsunami de l’Océan Indien en 2004 a été l’une des catastrophes naturelles les plus dévastatrices de ces dernières années.

Vulnérabilité: Utilisé ici pour décrire les personnes, groupes de personnes, communautés, pays ou régions à spécialement haut risque suite au changement climatique lié aux activités humaines. Les personnes vivant ou tirant leurs moyens de subsistance des delta des rivières par exemple, sont vulnérables à la montée des eaux du niveau de la mer. La pauvreté peut être une cause importante ou un contributeur à la vulnérabilité, et vice versa, mais la pauvreté et la vulnérabilité ne sont pas la même chose.

Petite Biographie de l'Auteur

Le professeur Radner enseigne le développement international et l'analyse politique à l'École de Politique Publique et de Gouvernance de l'Université de Toronto et conduit des projets d'action de recherche sur l'efficacité du développement, la rétroaction des parties prenantes et le changement collaboratif. Il a une large expérience en matière de société civile et de développement international, et a travaillé en santé communautaire, et dans des organisations d'éducation et de développement économique; au programme et à la gestion du travail à Amnistie Internationale U.S.A. ; a mené des missions de conseil et des actions de recherche pour des gouvernements, des institutions d'aide, en entreprises et organisations civiques. Le Professeur Radner est aussi un membre Senior au Munk Centre pour les Études Internationales.